

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173
N° 84

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 31
nō Tiurai 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC/SGAP 154 du 19 juillet 2024 portant agrément des candidats au recrutement de « cadets de la République - option police nationale » session 2024-2025	12464
Arrêté n° HC 747 DMME/BRHT/CCRS du 26 juillet 2024 portant ouverture de 2 concours (externe et interne) pour le recrutement de 3 secrétaires administratifs de classe normale du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2024	12466
Arrêté DIR 24 231 du 24 juillet 2024 portant subdélégation de signature au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française	12469

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1169 CM du 25 juillet 2024 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix maximaux de certains produits hydrocarbures en Polynésie française pour le mois d'août 2024	12472
Arrêté n° 1170 CM du 25 juillet 2024 portant création de l'office de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières	12478
Arrêté n° 1171 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société DF Multi Coating au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	12479
Arrêté n° 1172 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société SAS Tahiti Marine Biotech au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	12481
Arrêté n° 1173 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Moorea Nui Excursions au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	12483
Arrêté n° 1174 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Pro Énergie au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	12485
Arrêté n° 1175 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Coco Dive au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	12487
Arrêté n° 1177 CM du 25 juillet 2024 modifiant la partie réglementaire du livre III du code des assurances et fixant la composition et le fonctionnement du comité des assurances	12489

Arrêté n° 1179 CM du 25 juillet 2024 déterminant les procédés techniques du système d'information communautaire FETIA	12491
Arrêté n° 1180 CM du 25 juillet 2024 portant admission de la SAS Société de Navigation Polynésienne, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée au titre de l'exploitation du navire (Hava'i)	12492
Arrêté n° 1181 CM du 25 juillet 2024 portant admission de la SAS Société de Navigation Polynésienne, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée au titre de l'exploitation du navire (Hawaiki Nui)	12494
Arrêté n° 1182 CM du 25 juillet 2024 portant admission de la SAS Société de Navigation Polynésienne, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée au titre de l'exploitation du navire Nuku Hau	12496
Arrêté n° 1183 CM du 25 juillet 2024 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à l'aménagement d'un complexe sportif sur l'île de Maupiti	12498
Arrêté n° 1186 CM du 25 juillet 2024 portant fin de fonctions de M. Anthony PHEU en qualité de délégué interministériel en charge de la coordination gouvernementale et de l'optimisation de l'action publique	12500
Arrêté n° 1190 CM du 25 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 106 CM du 29 janvier 2015 portant sur les aides financières à des ménages pour l'implantation d'un logement individuel en habitat dispersé ou pour l'amélioration de l'habitat individuel, en application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 relative à l'habitat social en Polynésie française	12501
Arrêté n° 1191 CM du 25 juillet 2024 autorisant la location, à titre de régularisation, des parcelles de terres domaniales cadastrées commune de Punaania, section O n° 196, n° 197 et n° 681, au profit de la société Pacific Petroleum & Services	12502
Arrêté n° 1192 CM du 25 juillet 2024 autorisant la cession amiable à titre gratuit du camion benne de marque Mercedes-Benz, immatriculé D5190, au profit de la commune de 'Ua Pou	12504
Arrêté n° 1196 CM du 25 juillet 2024 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois de juin 2024	12505
Arrêté n° 1197 CM du 25 juillet 2024 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de juin 2024	12509
Arrêté n° 1200 CM du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer le projet intitulé « Un été culturel sur l'atoll de Manihi », au titre de l'année 2024	12510
Arrêté n° 1201 CM du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer son projet intitulé « La langue dans ma culture », au titre de l'année 2024	12512
Arrêté n° 1202 CM du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahitian Historical Society pour financer la réalisation et la pose de panneaux d'informations en langues polynésiennes sur le domaine Kellum à Moorea, au titre de l'année 2024	12514
Arrêté n° 1204 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Manava Tupu nō Hūāhine pour financer l'ouverture d'une bibliothèque publique à Hūāhine, au titre de l'année 2024	12516
Arrêté n° 1205 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Ha'a Nui pour financer sa participation à l'évènement « Toa Moa Tūaro Māohi nō Hūāhine », au titre de l'année 2024	12518
Arrêté n° 1207 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie pour l'organisation de rencontres autour de l'écriture et de l'illustration	12520
Arrêté n° 1208 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Judo Discovery pour le financement d'activités périscolaires autour de la santé des enfants	12522
Arrêté n° 1209 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association To'a Hine Spearfishing pour le financement de l'organisation de 5 modules de formations auprès des membres, cadres et bénéficiaires de l'association	12524

Arrêté n° 1224 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles pour des travaux d'aménagement pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite **12526**

Arrêté n° 1225 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles pour l'acquisition de matériels divers pour la conservation et la gestion des collections du musée, au titre de l'année 2024 **12528**

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1240 PR du 23 juillet 2024 portant commissionnement d'un agent du service de l'instruction de l'Autorité polynésienne de la concurrence pour participer aux investigations et pour constater les infractions prévues par le code de la concurrence de Polynésie française **12530**

Arrêté n° 1246 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Pascal Tamaterai MAOUT **12531**

Arrêté n° 1247 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Francis NANAI **12533**

Arrêté n° 1248 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Piriata CHUNG-PAPATAHI **12535**

Arrêté n° 1249 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Moehau Willy TEHANI **12537**

Arrêté n° 1250 PR du 23 juillet 2024 portant fin de fonctions de Mme Tehina AUDOUIN, directrice de cabinet auprès de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions **12539**

Arrêté n° 1251 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Georgette Tehina BEGAT épouse TISSOT **12540**

Arrêté n° 1252 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Marc Tamatoa Raoul FRERE **12542**

Arrêté n° 1253 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Tetaria Lenoir TEHOIRI **12544**

Arrêté n° 1254 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. David Nana TERE **12546**

Arrêté n° 1255 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Rooarii Heimata Bélinda PIFAO épouse CHEI **12548**

Arrêté n° 1256 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD **12550**

Arrêté n° 1259 PR du 24 juillet 2024 portant désignation des membres du Conseil sanitaire et social polynésien (CSSP) **12552**

Arrêté n° 1260 PR/DAF du 24 juillet 2024 portant transfert de gestion d'une remorque de marque Gourdon, immatriculée D 7441, précédemment détenue par le service des parcs et jardins et de la propreté, au profit de la direction de l'équipement **12553**

Arrêté n° 1268 PR du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 1179 PR du 11 juillet 2024 autorisant la prise en charge par la Polynésie française des frais de transport et d'hébergement de Mme Joelle RAUZY épouse FREBAULT et MM. Félix BARŠINAS, Joseph KAIHA, Benoît KAUTAI, Nestor OHU, Henri TUEINUI, maires des îles Marquises, pour leur participation à la 46e session du comité du patrimoine mondial de l'Unesco et aux visites culturelles et environnementales à New Delhi, en Inde, du 22 au 29 juillet 2024 **12554**

Arrêté n° 1280 PR du 25 juillet 2024 portant commissionnement de M. Jean-Jacques Thomas HOIORE et M. Veena TAUTU, en fonction à la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement pour constater les infractions à la réglementation sur la conservation du domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française **12555**

Arrêté n° 1289 PR du 26 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 11465 MTT du 14 octobre 2021 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Toaroto, sis à Punaauia, île de Tahiti, au profit de M. Andrew Heiarii TINORUA **12556**

Arrêté n° 1295 PR du 26 juillet 2024 portant acceptation par la Polynésie française du don de matériels de mesure hydro-météorologique par la direction interrégionale de Météo France pour la Polynésie française **12557**

Arrêté n° 1296 PR du 26 juillet 2024 portant transfert de gestion de la parcelle cadastrée commune de Tupua'i, commune associée de Ta'ahu'aia, section HL n° 7, au profit de la direction de l'agriculture **12559**

Arrêté n° 1299 PR du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jean-Sébastien Moana LOUIS pour la production audiovisuelle d'un magazine en série, intitulé <i>Coke Studio Live, le Mag (saison 2)</i>	12560
Arrêté n° 1304 PR du 29 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis commune de Takaroa, au profit de Mme Sandra et M. Rautiare ORBECK, destinée à l'implantation d'un portique à bateau	12561
Ministère des grands travaux, de l'équipement	
Arrêté n° 6455 MGT du 24 juillet 2024 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la caisse des dépôts et consignations relative à la terre Outuerere cadastrée AV n° 9 nécessaire à l'aménagement du quai de Farepiti, sis à Bora Bora	12563
Arrêté n° 6497 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de trois licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center	12564
Arrêté n° 6498 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 86 MET du 8 janvier 2019 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de dix neuf licences de transport touristique à la SARL Nahitokai	12565
Arrêté n° 6499 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 2365 MET du 26 février 2019 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL ATV Safari Tours	12567
Arrêté n° 6500 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3979 MET du 7 mai 2014 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de deux licences de transport touristique à Mme Tracey THOMAS épouse MANATE	12569
Arrêté n° 6501 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 8285 MGT du 2 août 2022 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Natalia KONSHINA	12570
Arrêté n° 6502 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL GMG Tahiti	12571
Arrêté n° 6503 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Vahinerii MARAHITI A CHEUNG SEN	12572
Arrêté n° 6504 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Lydia PLANT épouse FAATEREHIA	12573
Arrêté n° 6505 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Maxime IVANOV	12574
Arrêté n° 6506 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Thierry Roland Teiva MULATIER	12575
Arrêté n° 6507 MGT du 25 juillet 2024 portant transfert de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et des licences de transport touristique qui y sont rattachées, délivrées initialement à Mme Vanessa ALVAREZ épouse LEON en faveur de M. Mihimana TANG	12576
Arrêté n° 6508 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Marie-Jeanne NORDOFF-FAATOMO	12577
Arrêté n° 6509 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. René PUNU	12578
Arrêté n° 6510 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Marie-Lise YIP épouse LE TOUZE	12579
Arrêté n° 6511 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'EURL Pare Lodge	12580
Arrêté n° 6532 MGT du 25 juillet 2024 portant délivrance de la licence de capitaine-pilote à M. Ronald MACLEAN pour les zones de pilotage relevant de la station de pilotage Te Ara Tai	12581

Arrêté n° 6533 MGT du 25 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie de 311 m2, sur les servitudes établies aux abords des ouvrages d'art sis au PK 2,900 est côté mer, section de Teavaro dans la commune de Moorea-Maiao, au profit de M. Olivier BILLAUDET	12582
Arrêté n° 6541 MGT du 25 juillet 2024 portant transfert de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et de la licence de transport touristique qui y est rattachée, délivrées initialement à la SARL TopDive à la SARL Tahiti Shark Expeditions	12583
Arrêté n° 6542 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Justin, Arenui MONIER	12584
Arrêté n° 6543 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Raihiti Ariifano Kristina RENVOYE	12585
Arrêté n° 6544 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Valentin HANERE	12586
Arrêté n° 6545 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'association No Te Ihi Moana - MTS	12587
Arrêté n° 6546 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'EURL Lagoon Games Polynesia	12588
Arrêté n° 6547 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Artur HAYRAPETYAN	12589
Arrêté n° 6548 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Lindsay Nellia Tahiapianuanua LE BRONNEC épouse TETUANUI	12590
Arrêté n° 6549 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Te A'o Island Tour	12591
Arrêté n° 6550 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Francis COURDE	12592
Arrêté n° 6594 MGT du 26 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 8,5 m2, sur la terre Tavana Vaieri Teoromea : lot 3, au droit de la parcelle cadastrée section BD n° 92, sise dans la commune associée de Vairao, commune de Taiarapu-Ouest, sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Marie-Thérèse MARERE	12593
Arrêté n° 6625 MGT/DAC du 29 juillet 2024 portant délégation de signature de M. Marangai MOEROA, directeur de l'aviation civile, au profit d'agents placés sous son autorité	12595
Ministère de l'économie, du budget et des finances	
Arrêté n° 6389 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois d'août 2024	12596
Arrêté n° 6401 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Mataiea nui pétanque pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II	12599
Arrêté n° 6402 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de la section pétanque de l'association sportive Dragon pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II	12600
Arrêté n° 6440 MEF du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Quentin MONSERRAT et Mme Noémie VERTU pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	12601
Arrêté n° 6441 MEF du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Lahaina MARTIN et M. Temanaha HUHINA pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	12602
Arrêté n° 6442 MEF du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jean-François LONFAT pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	12603
Arrêté n° 6443 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Félicien MARTIN pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	12604

Arrêté n° 6476 MEF/DGAE du 24 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Rahui Ryan Rahinui RENVOYÉ-FONG au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	12606
Arrêté n° 6562 MEF/DGAE du 26 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Tamarai Amuiraa Vaiterupe pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II	12608
Arrêté n° 6563 MEF/DGAE du 26 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Tamarai Amuiraa Vaiterupe pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II	12609
Arrêté n° 6592 MEF du 26 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Aurélien PETITPAS dans le cadre du dispositif d'aide à l'installation des jeunes diplômés	12610
Arrêté n° 6593 MEF/DGAE du 26 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Tahanea TORI dans le cadre du dispositif d'aide à l'installation des jeunes diplômés	12611
Arrêté n° 6626 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de la section pétanque de l'association sportive Vaiete en application de l'article LP. 250-2-II	12612
Arrêté n° 6627 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Pirae Nui Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II	12613
Arrêté n° 6628 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant habilitation de M. Christophe BOITON en qualité d'agent spécial d'assurance de la Compagnie française de défense et de protection (CFDP)	12614
Arrêté n° 6629 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association sportive Mahina Nui Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II	12615

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 6400 MPR du 23 juillet 2024 autorisant la résiliation conventionnelle du bail du 1er février 2021 et abrogeant l'arrêté n° 12816 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 36 d'une superficie de 0,84 ha dépendant du lotissement agricole Amo, commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA	12616
Arrêté n° 6403 MPR/DRM du 23 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 5059 VP du 29 mai 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Iris Vahuva VAHINE épouse BREDIN, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 391)	12617
Arrêté n° 6404 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Claude LEILLE sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 216)	12618
Arrêté n° 6405 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Joseph JOUSSIN, sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 104)	12620
Arrêté n° 6406 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Xavier Matarere ATEO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 241)	12622
Arrêté n° 6407 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. John Tetauru HATITIO, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 262)	12624
Arrêté n° 6408 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Yip Pearls, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 386)	12626
Arrêté n° 6409 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Tutu Frédéric HOAN, sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 171)	12628
Arrêté n° 6410 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Takovea, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 400)	12630
Arrêté n° 6411 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Cindy Maire VAROA à l'usage de son exploitation pericole, sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 119)	12632
Arrêté n° 6412 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Teanuhe Michel ELLIS à l'usage de son exploitation pericole sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 128)	12634

31 juillet 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

12461

Arrêté n° 6413 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO à l'usage de son exploitation pericole, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 336)	12636
Arrêté n° 6414 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Francis Ariihau Philippe PARKER à l'usage de son exploitation pericole sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 120)	12638
Arrêté n° 6415 MPR/DRM du 23 juillet 2024 accordant à M. Pascal Xavier Taaroa MARTINEZ le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	12640
Arrêté n° 6451 MPR/DIREN du 23 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3236 MSE du 17 juillet 1990 modifié autorisant le territoire de la Polynésie française à installer et exploiter l'abattoir territorial de Papara sur une partie du lotissement domanial de la vallée de Papeiti, commune de Papara, établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement	12642
Arrêté n° 6452 MPR/DIREN du 23 juillet 2024 autorisant l'EURL Tane Aroarii à installer et exploiter un concasseur, commune de Bora Bora, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement	12644
Arrêté n° 6458 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société EURL Huahine Excursions à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins sans mise à l'eau dans les eaux de Huahine avec le navire de numéro d'immatriculation PY 2766 (Huahine Nautique II) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	12646
Arrêté n° 6459 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant M. Manutea MALINOWSKI à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19717 (Novakea) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	12648
Arrêté n° 6460 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société EURL Le Kaokiri à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaokiri) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	12650
Arrêté n° 6461 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant M. Michael VAUTOR à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18929 (Miliani One) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	12652
Arrêté n° 6462 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant M. Amo PAHEO à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18178 (Teitapu) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	12654
Arrêté n° 6463 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société EURL Top Jet & Top Quad Moorea à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16731 (Ao) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	12656
Arrêté n° 6464 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société SARL Aquabike Adventure à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Bora Bora avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40503PL (Manu Meri) et PY 18462 (Mareva) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	12658
Arrêté n° 6484 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Zacharie Kawalii KEKELA	12660
Arrêté n° 6485 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Lariza Tekuakuiui TATA	12662
Arrêté n° 6486 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI	12664
Arrêté n° 6487 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Stéphan Tehaeuinui TEHAAMOANA	12666
Arrêté n° 6488 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA	12668
Arrêté n° 6489 MPR du 24 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 11105 VP du 16 novembre 2020 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot AF n° 15 d'une superficie de 1,58 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuataea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO	12670
Arrêté n° 6535 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant agrément des établissements pour l'application des pesticides	12671
Arrêté n° 6536 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant agrément d'un établissement pour la vente des pesticides	12672

Arrêté n° 6537 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant agrément des établissements pour la fumigation	12673
Arrêté n° 6538 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant certification des personnes pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel	12674
Arrêté n° 6584 MPR/DRM du 26 juillet 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité	12675
Arrêté n° 6585 MPR du 26 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 11104 VP du 16 novembre 2020 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot AF n° 3 d'une superficie de 0,92 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO	12680
Arrêté n° 6601 MPR du 29 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 2526 MED du 4 mars 2019 et autorisant la résiliation du bail relatif au renouvellement de la location du lot n° 11 d'une superficie de 1,90 ha dépendant du lotissement agricole Faahue, sis à Tahaa, commune associée de Hipu, au profit de M. Temihi TERIITAUMIHAU	12681
Arrêté n° 6602 MPR du 29 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 1854 CM du 27 août 2021 autorisant la location du lot n° 128 d'une superficie de 2,23 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Vaihere AHARA	12682
Arrêté n° 6605 MPR/DRM du 29 juillet 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Jacques YU HING pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	12683
Arrêté n° 6606 MPR/DRM du 29 juillet 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Auguste HEAUX pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	12684

Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur

Arrêté n° 6456 MEE du 24 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 6 du collège de Arue adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 27 juin 2024	12685
Arrêté n° 6457 MEE du 24 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 2 du collège de Taravao adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 avril 2024	12688

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 6345 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Ouarda ABADI dont l'enseigne commerciale est Abadi Création pour financer l'achat des matières premières	12691
Arrêté n° 6518 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Puapuamaihinano VIRIAMU épouse PAUTEHEA dont l'enseigne commerciale est Māhina Tui, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)	12693
Arrêté n° 6519 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Mehetia SIAO dont l'enseigne commerciale est Taurumi o Tahiti, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)	12695
Arrêté n° 6520 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Moearii PAUTU dont l'enseigne commerciale est Moehere, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)	12697
Arrêté n° 6521 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Dolarex DELORD dont l'enseigne commerciale est DELORD Dolarex Iona, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)	12699
Arrêté n° 6522 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de M. Tafainui LAINÉ dont l'enseigne commerciale est Noon, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)	12701
Arrêté n° 6523 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Mililani LISSANT dont l'enseigne commerciale est Waylani, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)	12703

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Arrêté n° 39-2024 APF/SG du 24 juillet 2024 portant ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française	12705
---	-------

31 juillet 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

12463

Arrêté n° 40-2024 APF/SG du 29 juillet 2024 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française

12706

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

Avis n° 28 du 25 juillet 2024 sur le projet de loi du pays modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés

12707

Décision n° 2024-03 CESEC du 19 juillet 2024 de reprise et d'affectation du résultat de la section de fonctionnement du budget du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2023

12711

Avis n° 27 du 23 juillet 2024 sur le projet de loi du pays portant modification du livre 1er du code de la concurrence

12713

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Avis officiels

Avis de curatelle n° 15395 MEF/DAF-RCH du 29 juillet 2024 aux successions et biens vacants

12717

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC/SGAP 154 du 19 juillet 2024 portant agrément des candidats au recrutement de « cadets de la République - option police nationale » session 2024-2025

NOR : ETA24300487AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu la circulaire NOR/INT/C/05/00072/C du 4 juillet 2005 relative à la mise en place en 2005 du programme des « cadets de la République - option police nationale » ;

Vu l'arrêté n° HC/SGAP 50 du 8 avril 2024 portant organisation des épreuves écrites et sportives du recrutement des « cadets de la République - option police nationale » et fixant la composition de la commission de surveillance ;

Vu l'arrêté n° HC/SGAP 116 du 15 mai 2024 portant organisation de l'épreuve d'entretien du recrutement des « cadets de la République - option police nationale » et fixant la composition de la commission locale de sélection ;

Vu le procès-verbal de la réunion du mercredi 5 juin 2024 de la commission locale de sélection du recrutement des « cadets de la République - option police nationale » session 2024-2025 ;

Vu les bulletins n° 2 du casier judiciaire et les conclusions des enquêtes administratives et judiciaires ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er. — Les candidats dont les noms suivent sont agréés, par ordre de mérite, au recrutement des cadets de la République - option police nationale, pour une incorporation au 2 septembre 2024 :

Liste principale :

1° M. Terautahi HAAMA

2° M. Veteanui HOPUU

3° M. Daniel HERLEMME

4° Mme Heinui TAHITO

5° Mme Hanahei TAPARE

6° M. Timiona CHAPMAN

7° Mme Heimiti MAIRAU

8° M. Nasalio TOKOTUU

9° M. Heitini TAPETA

10° M. Oranui TOOFA

11° Mme Rautea MEAMEA

12° M. Tuterei TEHETIA

13° M. Stanley ATA

Art. 2. — Le chef du service territorial du recrutement et de la formation et la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française,
Céline MANA

Arrêté n° HC 747 DMME/BRHT/CCRS du 26 juillet 2024 portant ouverture de 2 concours (externe et interne) pour le recrutement de 3 secrétaires administratifs de classe normale du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2024

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'État pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps de secrétaires administratifs de l'État et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 25 juin 2009 fixant la nature et le programme des épreuves des concours de recrutement des secrétaires administratifs des administrations de l'État et de certains corps analogues ;

Vu l'arrêté du ministère de l'intérieur et des outre-mer du 4 juin 2024 autorisant au titre de l'année 2024 l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement de secrétaires administratifs du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — L'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement de secrétaires administratifs de classe normale du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF) est autorisée au titre de l'année 2024 par arrêté ministériel du 4 juin 2024 susvisé.

Le nombre total de postes offerts est fixé à trois répartis comme il suit :

- concours externe : deux postes ;
- concours interne : un poste.

Art. 2. — La date des épreuves écrites d'admissibilité est fixée au 29 octobre 2024. Un centre unique d'examen sera ouvert à Papeete (Tahiti).

Art. 3. — Les lauréats reçus aux concours auront vocation à exercer leurs fonctions en Polynésie française.

Art. 4. — Les concours externe et interne sont ouverts aux candidats des deux sexes remplissant l'ensemble des conditions générales suivantes requises pour accéder aux emplois publics de l'État :

- posséder la nationalité française ou être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
- jouir de ses droits civiques ;
- se trouver en possession d'un casier judiciaire dont les mentions portées sur le bulletin n° 2 ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions ;
- se trouver en position régulière au regard du code du service national ;
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap.

Art. 5. — Le concours externe est ouvert aux candidats titulaires d'un baccalauréat ou d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 susvisé.

La condition de diplôme peut être supprimée pour les mères et pères d'au moins trois enfants et les sportifs de haut niveau inscrits sur la liste fixée chaque année par la commission nationale du sport de haut niveau.

Art. 6. — Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et agents de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale qui sont en position d'activité, en détachement ou en congé parental.

Cette condition s'apprécie à la date des épreuves écrites d'admissibilité du concours.

Ces candidats doivent justifier d'au moins quatre années de services publics au 1er janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé, soit le 1er janvier 2024.

Art. 7. — L'enregistrement de l'inscription s'effectue au choix du candidat :

1) Soit par voie électronique, sur le site internet du haut-commissariat accessible à l'adresse : <https://www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr/Actualites/Ressources-humaines-et-recrutement/Concours-et-recrutements>

Les dates et heures d'inscription sont fixées comme suit :

Date et heure de Papeete	Concours externe & interne
Début des inscriptions	Lundi 5 août 2024 à 9 h 00 (heure de Papeete)
Date et heure limite de validation des inscriptions et clôture des inscriptions	Vendredi 23 août 2024 à 11 h 59 (heure de Papeete)

Les candidats au concours externe choisissent, au moment de l'inscription, l'option pour la deuxième épreuve écrite d'admissibilité.

Ce choix est définitif et ne pourra pas être modifié après la date limite de validation des inscriptions.

Les candidats peuvent modifier les données de leur dossier jusqu'au 23 août 2024 à 11 h 59 (heure de Papeete). Toute modification doit faire l'objet d'une nouvelle validation jusqu'à la date précitée. La dernière manifestation de volonté du candidat sera considérée comme seule valable.

L'attention des candidats est tout particulièrement appelée sur la nécessité de ne pas attendre les derniers jours pour s'inscrire. En cas d'inscription ou de modification le 23 août 2024, la validation devra intervenir avant 11 h 59 (heure de Papeete) pour être prise en compte ;

2) Soit par téléchargement du dossier d'inscription sur le site internet du haut-commissariat accessible à l'adresse : <https://www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr/Actualites/Ressources-humaines-et-recrutement/Concours-et-recrutements>

Le dossier peut être téléchargé entre le 5 août 2024 à 9 h 00 (heure de Papeete) et le 23 août 2024 à 11 h 59 (heure de Papeete).

Le dossier devra être adressé par voie postale au plus tard le 23 août 2024, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi :

Haut-commissariat de la République en Polynésie française

Direction des moyens et de la modernisation de l'État

Bureau des ressources humaines et des traitements pôle concours

BP 115 - 98713 Papeete

Tout dossier posté hors délai ne pourra être pris en compte ;

3) Les candidats qui ne peuvent pas s'inscrire par voie électronique ou télécharger un dossier peuvent retirer un dossier d'inscription du 5 août 2024 à 9 h 00 (heure de Papeete) au 23 août 2024 à 11 h 59 (heure de Papeete), délai de rigueur, sur place à l'accueil du haut-commissariat.

Le dossier devra être posté (adresse ci-dessus) au plus tard le 23 août 2024, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Tout dossier posté hors délai ne pourra être pris en compte.

Art. 8. — La convocation aux épreuves d'admissibilité est envoyée par voie postale. Si celle-ci n'est pas parvenue au plus tard huit jours avant la date des épreuves écrites, il est recommandé de contacter le pôle concours du haut-commissariat : concours@polynesie-francaise.pref.gouv.fr

Art. 9. — La nature et le programme des épreuves sont établis conformément à l'arrêté du 25 juin 2009 susvisé.

Art. 10. — La composition du jury et la liste des candidats autorisés à concourir feront l'objet d'arrêtés ultérieurs.

Art. 11. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'État, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général adjoint du haut-commissariat,
Étienne de la FOUCHARDIÈRE

Arrêté DIR 24 231 du 24 juillet 2024 portant subdélégation de signature au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

NOR : ETA24300488AR

Le directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, ensemble le décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'État de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, préfet des Pyrénées-Atlantiques, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'État de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté n° HC 1048 AC/DIR du 18 octobre 2022 portant organisation du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 123 du 9 février 2024 portant délégation de signature à M. Marc HOUALLA, directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — A) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions, marchés publics, contrats, conventions et avenants, ainsi que les ordres de recettes, les ordres de dépenses (engagement juridique et comptable, liquidation et ordonnancement) et autres pièces budgétaires et comptables relatives au budget annexe du contrôle et de l'exploitation aérien, à :

- M. Étienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Alain CASTAGNON, chef de la division finances ;
- M. Olivier COUGOUIL, chef de la division informatique et modernisation numérique ;
- M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine, logistique et ingénierie ;
- M. Jean-Marc BRILLANT, chef de la division ressources humaines ;
- Mme Chloé BERNACKI, cheffe de la division technique.

B) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, autorisation est donnée pour saisir dans les outils financiers, tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait, à la validation des demandes de paiement liés à l'exécution des dépenses, ainsi qu'à la validation des titres de recettes du « BACEA » à :

- M. Étienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Alain CASTAGNON, chef de la division finances ;
- M. Olivier COUGOUIL, chef de la division informatique et modernisation numérique ;
- M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine, logistique et ingénierie ;
- Mme Chloé BERNACKI, cheffe de la division technique ;
- M. Jean-Marc BRILLANT, chef de la division ressources humaines ;
- Mme Sandrine LIU, adjointe au chef de la division ressources humaines ;
- M. Éric KAN, gestionnaire finances ;
- Mme Arielle MAYERUS, gestionnaire finances ;
- Mme Simone MOULIN, gestionnaire finances ;
- Mme Pascale TRAFON-TAIRUA, gestionnaire finances.

Art. 2. — En matière de gestion de personnel mentionnée au 2° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française dans la limite de leurs attributions respectives, tous actes relatifs à la gestion des personnels à :

- M. Jean-Marc BRILLANT, chef de la division ressources humaines ;
- Mme Sandrine LIU, adjointe au chef de la division ressources humaines ;
- M. Olivier COUGOUIL, chef de la division informatique et modernisation numérique ;
- M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine, logistique et ingénierie ;
- M. Alain CASTAGNON, chef de la division finances.

Art. 3. — En matière de gestion du domaine aéronautique de l'État mentionnée au 3° et 8° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous les actes se rapportant à la gestion du domaine aéronautique de l'État et à l'administration et la gestion du patrimoine foncier et bâti de la cité de l'air, à M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine logistique et ingénierie du département ressources et ingénierie.

Art. 4. — En matière de sûreté de l'aviation civile mentionnée au 4° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les documents relatifs à la délivrance, à la suspension et au retrait des titres et agréments en matière de sûreté de l'aviation civile, à M. Étienne DINAND, chef du département de la surveillance et à M. Olivier BONNARD, chef de la division sûreté.

Art. 5. — En matière de sécurité aéroportuaire mentionnée au 5° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les documents relatifs à la délivrance, à la suspension et au retrait des titres et agréments en matière de sécurité aéroportuaire, de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) et de prévention du péril animalier sur les aéroports (SPPA) à M. Étienne DINAND, chef du département de la surveillance et à M. Jean-Christophe BARBIERI, chef de la division aéroports et navigation aérienne.

Art. 6. — En matière de sécurité des opérations aériennes mentionnées au 6° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions et pièces administratives, relatifs aux examens et titres aéronautiques, à l'utilisation des aéronefs, à l'immobilisation des aéronefs, à la formation des personnels navigants et aux entreprises de transport aérien, dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Étienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- Mme Isabelle REGNIER, cheffe de la division opérations aériennes ;
- M. Teiva DOMINGO, chef de la subdivision transport aérien ;
- Mme Henriette WIN, cheffe de la subdivision aviation générale.

Délégation est donnée à :

- M. Teiva DOMINGO, contrôleur technique à la division opérations aériennes ;
- M. Manuel SCHNEIDER, contrôleur technique à la division opérations aériennes,

pour signer, dans la limite de leurs attributions respectives, les décisions concernant les mesures de correction et de restriction d'exploitation ou d'immobilisation des aéronefs en application des dispositions de l'article L. 6221-3 du code des transports.

Délégation est donnée à :

- Mme Tumata MAKER, inspectrice de surveillance à la division opérations aériennes ;
- Mme Manoa FRUGE, inspectrice de surveillance à la division opérations aériennes,

pour signer tout document relatif aux examens et titres aéronautiques.

Art. 7. — En matière de sécurité de la navigation aérienne mentionnée au 7° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, d'attestations de compétence des personnels rendant le service d'information de vol d'aérodrome et d'alerte (AFIS) et d'approbation des procédures de vol aux instruments, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, la délivrance, la suspension ou le retrait des autorisations, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Étienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Jean-Christophe BARBIERI, chef de la division aéroports et navigation aérienne.

Art. 8. — En matière de servitudes aéronautiques mentionnée au 8° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes et avis relatifs à l'élaboration, la révision, la mise en application et au respect des plans de servitude aéronautique sur les aérodromes de Polynésie française à :

- M. Étienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Jean-Christophe BARBIERI, chef de la division aéroports et navigation aérienne.

Art. 9. — L'arrêté SEAC-PF-DIR 24-105 du 21 mars 2024 portant subdélégation de signature au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française est abrogé.

Art. 10. — M. Gilles GABIREAU, chef du département des ressources et de l'ingénierie au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et communiqué au haut-commissaire de la République en Polynésie Française.

Pour le haut-commissaire, et par délégation : le directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française,
Marc HOUALLA

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1169 CM du 25 juillet 2024 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix maximaux de certains produits hydrocarbures en Polynésie française pour le mois d'août 2024

NOR : DAE24202118AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-42 du 7 septembre 2021 visant à encourager l'exemplarité des pratiques économiques ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation des prix des hydrocarbures » ;

Vu le code de la concurrence ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

1	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g/litre (2710.12.23)	79,074 F CFP/litre
2	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,01 % en masse (2710.19.25)	79,866 F CFP/litre
3	Pétrole lampant pour usage domestique (2710.19.12)	79,024 F CFP/litre
4	Gaz butane (2711.13.90)	132,495 F CFP/kg

Art. 2. — Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée sont fixés pour les produits suivants à :

1	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (2710.12.23)	-14,942 F CFP/litre
2	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité (2710.12.23)	+29,558 F CFP/litre
3	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre, destinée à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (2710.12.23)	-27,442 F CFP/litre
4	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises perlicoles agréées (2710.12.23)	+10,558 F CFP/litre
5	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (2710.19.25)	+7,762 F CFP/litre
6	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ne relevant pas de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25)	-13,488 F CFP/litre
7	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire, relevant de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25)	-7,488 F CFP/litre
8	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité (2710.19.25)	+5,512 F CFP/litre
9	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (2710.19.25)	+4,262 F CFP/litre
10	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (2710. 19.25)	-54,088 F CFP/litre
11	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées (2710.19.25)	+14,262 F CFP/litre
12	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (2710.19.25)	+24,262 F CFP/litre
13	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (2710.19.25)	+4,012 F CFP/litre
14	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public (2710.19.25)	-9,858 F CFP/litre
15	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,005 % destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public (2710.19.25)	-29,588 F CFP/litre
16	Pétrole lampant pour usage domestique (2710.19.12)	+2,559 F CFP/litre
17	Gaz butane (2711.13.90)	-3,079 F CFP/kg

Art. 3. — Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

1	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (2710.12.23)	144,25 F CFP/litre
2	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité (2710.12.23)	136,75 F CFP/litre
3	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre, destinée à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (2710.12.23)	79,75 F CFP/litre
4	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises perlicoles dûment agréées (2710.12.23)	117,75 F CFP/litre
5	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (2710.19.25)	144,25 F CFP/litre
6	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ne relevant pas de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25)	84,00 F CFP/litre
7	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire, relevant de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25)	90,00 F CFP/litre
8	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité (2710.19.25)	109,00 F CFP/litre
9	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors de la Polynésie française (2710.19.25)	101,75 F CFP/litre
10	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (2710.19.25)	42,00 F CFP/litre
11	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées (2710.19.25)	117,75 F CFP/litre
12	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (2710.19.25)	121,75 F CFP/litre
13	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (2710.19.25)	103,20 F CFP/litre
14	Pétrole lampant pour usage domestique (2710.19.12)	115,20 F CFP/litre

Art. 4. — Pour les essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (2710.12.23) visées de la première à la quatrième ligne et pour les gazoles d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (2710.19.25) visés aux cinquième et treizième lignes du tableau ci-dessus, les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F CFP/litre sur le prix maximal de facturation aux revendeurs défini à l'article précédent.

Art. 5. — Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

1	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ne relevant pas de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25) hors stations-service marines	84,00 F CFP/litre
2	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire, relevant de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25)	90,00 F CFP/litre
3	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche professionnelle (2710.19.25), livrés par oléoduc ou camion-citerne, et pour des commandes unitaires supérieures à 1000 litres	42,00 F CFP/litre
4	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public (2710.19.25)	86,63 F CFP/litre
5	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public (2710.19.25)	60,00 F CFP/litre

Art. 6. — Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

- bouteille de 13 kilos : 3 029 F CFP ;
- bouteille de 39 kilos : 9 087 F CFP ;
- bouteille de 50 kilos : 11 650 F CFP.

Art. 7. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé pour les produits suivants à :

1	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (2710.12.23)	155 F CFP/ litre
2	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité (2710.12.23)	145 F CFP/ litre
3	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre, destinée à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (2710.12.23)	88 F CFP/ litre
4	Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises perlicoles dûment agréées (2710.12.23)	126 F CFP/ litre
5	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (2710.19.25)	155 F CFP/ litre
6	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ne relevant pas de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25) en stations-service marines	93 F CFP/ litre
7	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire relevant de la catégorie des engins à grande vitesse (2710.19.25) en stations-service marines	99 F CFP/ litre
8	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité (2710.19.25)	118 F CFP/ litre
9	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (2710.19.25)	110 F CFP/ litre
10	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (2710.19.25)	49 F CFP/ litre
11	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées (2710.19.25)	126 F CFP/ litre
12	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (2710.19.25)	130 F CFP/ litre
13	Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (2710.19.25)	110 F CFP/ litre
14	Pétrole lampant pour usage domestique (2710.19.12)	122 F CFP/ litre

Art. 8. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail du gaz butane est fixé comme suit :

- bouteille de 13 kilos : 3 224 F CFP ;
- bouteille de 39 kilos : 9 672 F CFP ;
- bouteille de 50 kilos : 12 400 F CFP.

Art. 9. — L'achat d'une bouteille pleine de gaz butane donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète de même capacité sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilos de gaz sont consignées au prix maximal de 3 000 F CFP, celles de 39 kilos et de 50 kilos au prix maximal de 8 000 F CFP, sans majoration possible.

Art. 10. — L'arrêté n° 875 CM du 26 juin 2024 est abrogé au 1er août 2024.

Art. 11. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er août 2024.

Art. 12. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1170 CM du 25 juillet 2024 portant création de l'office de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières*NOR : DAE24201577AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2023-27 du 25 avril 2023 relative au statut de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières ;

Vu le décret n° 2024-736 du 6 juillet 2024 relatif au greffe du tribunal de première instance et du tribunal mixte de commerce de Papeete ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est créé un office de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières dont le siège doit être établi dans la zone couvrant les communes de Mahina, Arue, Pirae, Papeete, Faa'a, Punaauia et Paea.

Art. 2. — Les candidats aux fonctions de teneur des registres du commerce et des sociétés et des sûretés mobilières ont un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté pour faire parvenir leur requête et leur dossier au Président de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.
Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1171 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société DF Multi Coating au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24200713AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société DF Multi Coating et déposée le 8 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 8 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 3110 PR du 29 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis n° 131-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société DF Multi Coating (n° TAHITI F43576), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 5 016 804 F CFP (cinq-millions-seize-mille-huit-cent-quatre francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (application de revêtement de protection métallique multi-support) située à Faa'a.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la Société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1172 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société SAS Tahiti Marine Biotech au titre des aides à l'équipement des petites entreprises*NOR : DAE24200710AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société SAS Tahiti Marine Biotech et déposée le 5 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 8 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 3110 PR du 29 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis n° 131-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société SAS Tahiti Marine Biotech (n° TAHITI F31126), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 7 559 467 F CFP (sept-millions-cinq-cent-cinquante-neuf-mille-quatre-cent-soixante-sept francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (transformation et conservation d'holothuries) située à Afaahiti.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1173 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Moorea Nui Excursions au titre des aides à l'équipement des petites entreprises*NOR : DAE24200716AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Moorea Nui Excursions et déposée le 26 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 8 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 3110 PR du 29 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis n° 131-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Moorea Nui Excursions (n° TAHITI F54649), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 8 997 639 F CFP (huit-millions-neuf-cent-quatre-vingt-dix-sept-mille-six-cent-trente-neuf francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (randonnées aquatiques et sorties baleines) située à Moorea.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1174 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Pro Énergie au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24200737AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Pro Énergie et déposée le 1er décembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 8 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 3110 PR du 29 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis n° 131-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 440 000 F CFP (deux-millions-quatre-cent-quarante-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Pro Énergie (n° TAHITI E03853), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 7 511 580 F CFP (sept-millions-cinq-cent-onze-mille-cinq-cent-quatre-vingt francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (travaux d'installation électrique dans tous locaux) située à Paëa.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1175 CM du 25 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Coco Dive au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24200722AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Coco Dive et déposée le 29 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 8 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 3110 PR du 29 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis n° 131-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Coco Dive (n° TAHITI E20964), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 12 378 138 F CFP (douze-millions-trois-cent-soixante-dix-huit-mille-cent-trente-huit francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (centre de plongée subaquatique) située à Tikehau.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1177 CM du 25 juillet 2024 modifiant la partie réglementaire du livre III du code des assurances et fixant la composition et le fonctionnement du comité des assurances*NOR : DAE24201464AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article LP. 300-4 du code des assurances applicable en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Dans la partie réglementaire du livre III du code des assurances applicable à la Polynésie française, il est créé un titre liminaire contenant les dispositions suivantes :

« TITRE LIMINAIRE

Article A. 300-4-1.- I - Le comité des assurances prévu à l'article LP. 300-4 est composé comme suit :

Au titre de l'administration :

1° Le directeur général des affaires économiques ou son représentant, président ;

2° Un représentant du service administratif pouvant être concerné par le(s) dossier(s) inscrit(s) à l'ordre du jour.

Au titre du secteur des assurances :

1° Deux membres, désignés sur proposition d'une organisation professionnelle des entreprises d'assurance exerçant en Polynésie française, ou leurs suppléants ;

2° Un représentant des intermédiaires d'assurance exerçant en Polynésie française, désigné sur proposition d'une organisation professionnelle, ou son suppléant ;

Au titre des assurés :

1° Un représentant d'un organisme de défense des intérêts des consommateurs ou son suppléant, désigné sur proposition des organismes représentatifs des consommateurs ;

2° Deux représentants des intérêts des entreprises ou leurs suppléants, désignés sur proposition des organisations patronales.

II- Les membres titulaires et leurs suppléants, siégeant au titre du secteur des assurances et au titre des assurés, sont désignés par arrêté du Président de la Polynésie française pour une durée de deux ans renouvelable. Ils exercent leurs fonctions à titre gratuit.

Les suppléants ne peuvent siéger qu'en cas d'absence ou d'empêchement des titulaires.

Article A. 300-4-2.- Le mandat des membres du comité expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Dans le cas où un membre viendrait à cesser ses fonctions en cours de mandat, il pourra être remplacé pour la durée du mandat restante.

Article A. 300-4-3.- Le secrétariat du comité des assurances est assuré par la direction générale des affaires économiques.

Article A. 300-4-4.- Le comité des assurances se réunit, au moins une fois par an, sur convocation de son président, ou en tant que de besoin à la demande de son président ou d'au moins trois de ses membres. La convocation écrite et l'ordre du jour sont adressés, par courriel avec accusé de réception, aux membres au moins quinze jours avant la tenue de la réunion. Les dossiers de séance sont transmis au moins huit jours avant la réunion.

Article A. 300-4-5.- Les réunions du comité des assurances peuvent se tenir par visioconférence. Lorsque la réunion se tient entièrement ou partiellement en visioconférence, il en est fait mention dans la convocation.

Article A. 300-4-6.- Les réunions du comité ne sont pas publiques. Le président du comité peut toutefois décider de s'adjoindre toute personne dont l'audition lui paraît de nature à éclairer sa position. Celle-ci n'a pas voix délibérative.

Article A. 300-4-7.- À l'issue de chaque réunion, le secrétariat du comité des assurances établit le compte-rendu de séance. Il est signé par le président du comité.

Article A. 300-4-8.- Le comité des assurances adresse chaque année au ministre en charge de l'économie le rapport prévu à l'article LP. 300-4 qui est publié sur le site internet de la direction générale des affaires économiques ou rendu public par tout moyen.

Article A. 300-4-9.- Le comité des assurances ne peut valablement délibérer que si quatre de ses membres sont présents en séance ou représentés. Le quorum s'apprécie également en fonction de la participation des membres par visioconférence. À défaut de quorum, une nouvelle convocation, avec le même ordre du jour, est adressé dans un délai de huit jours aux membres du comité, lequel siège alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

En cas de partage des voix, la voix du président du comité est prépondérante. ».

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1179 CM du 25 juillet 2024 déterminant les procédés techniques du système d'information communautaire FETIA

NOR : PAP24202258AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2019-7 du 19 mars 2019 portant création et organisation d'un système d'information communautaire pour le passage de la marchandise à l'importation et à l'exportation dénommé « FETIA » ;

Vu l'arrêté n° 2249 CM du 28 novembre 2017 portant création du comité consultatif pour la mise en place d'un système d'information communautaire pour le passage de la marchandise au port de Papeete, dénommé « FETIA » ;

Vu la réunion du 11 juillet 2024 du comité consultatif pour la mise en place d'un système d'information communautaire pour le passage de la marchandise au port de Papeete, dénommé « FETIA » ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article LP. 3 de la loi du pays n° 2019-7 du 19 mars 2019 susvisée, le présent arrêté fixe les procédés techniques garantissant notamment :

- la fiabilité de l'identification des parties à la communication électronique ;
- l'intégrité des informations et documents adressés ;
- la sécurité et la confidentialité des échanges ;
- la conservation des transmissions ;
- l'horodatage électronique des échanges d'informations informatisées dans le système d'information FETIA.

Art. 2. — Les utilisateurs du système FETIA sont les personnes physiques ou morales ayant conclu une convention avec le Port autonome et disposant d'un accès personnel et nominatif au système FETIA.

Art. 3. — Les utilisateurs (privés ou publics) ont accès au système FETIA par l'internet.

Art. 4. — Les administrations partenaires sont reliées au système FETIA par l'internet.

Art. 5. — La fiabilité de l'identification des parties à la communication électronique repose sur une identification basée sur un login nominatif (adresse courriel) et un mot de passe, avec activation possible de l'authentification à deux facteurs.

Art. 6. — L'intégrité des informations et documents adressés repose :

- en mode transactionnel, sur le cryptage des données transmises via le protocole HTTPS ;
- en mode échange de données informatisé, sur le cryptage des données échangées via le protocole SFTHP.

Art. 7. — La sécurité et la confidentialité des échanges reposent, en plus de l'identification à deux facteurs et du cryptage des données, sur la norme ISO 27001.

Art. 8. — La conservation des transmissions se fait en base de données cryptées sans limite de temps.

Art. 9. — L'horodatage électronique des échanges d'informations informatisées est un horodatage UTC basé sur le protocole NTP.

Art. 10. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1180 CM du 25 juillet 2024 portant admission de la SAS Société de Navigation Polynésienne, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée au titre de l'exploitation du navire (Hava'i)

NOR : DAM24201993AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2016-03 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux huiles lubrifiantes destinées à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 2556 CM du 6 décembre 2018 précisant les conditions d'application de la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 2557 CM du 6 décembre 2018 précisant les conditions d'application de la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux huiles lubrifiantes destinées à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 8585 VP du 10 août 2022 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire (Hava'i) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP), au titre de l'exploitation du navire (Hava'i), est admise au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée susvisées.

Art. 2. — En considération des dispositions de la licence d'exploitation susvisée, le navire (Hava'i), effectue la desserte maritime minimum définie dans le tableau ci-dessous :

Nombre rotations annuelles	Parcours	Distance en milles nautiques
98	Papeete, Huahine, Raiatea, Tahaa, Bora Bora, Papeete	309

Art. 3. — En fonction de la desserte maritime annuelle visée à l'article 2 ci-dessus :

- 1°) La quantité de gazole attribuée au titre du régime d'exonération des droits et taxes pour la consommation de bord du navire (Hava'i) est fixée à 987 720 litres pour l'année 2024 ;
- 2°) La quantité d'huile lubrifiante attribuée au titre du régime d'exonération des droits et taxes pour la consommation de bord du navire (Hava'i) est fixée à 9 877 litres pour l'année 2024.

Art. 4. — Conformément aux dispositions des délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée susvisées, la société visée à l'article 1er du présent arrêté doit tenir un journal de bord spécifique et un registre des hydrocarbures.

Art. 5. — En application des dispositions des arrêtés n° 2556 CM du 6 décembre 2018 et n° 2557 CM du 6 décembre 2018 susvisés, la fiche de suivi du retraitement des huiles usagées et eaux de cale, accompagnée de ses justificatifs et attestations de retraitement par les organismes agréés, doit être transmise en janvier et juillet de chaque année au service en charge du transport maritime interinsulaire.

Art. 6. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS SNP et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1181 CM du 25 juillet 2024 portant admission de la SAS Société de Navigation Polynésienne, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée au titre de l'exploitation du navire (Hawaiki Nui)

NOR : DAM24201989AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2016-03 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux huiles lubrifiantes destinées à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 2556 CM du 6 décembre 2018 précisant les conditions d'application de la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 2557 CM du 6 décembre 2018 précisant les conditions d'application de la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux huiles lubrifiantes destinées à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 13605 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire (Hawaiki Nui) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP), au titre de l'exploitation du navire (Hawaiki Nui) est admise au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée susvisées.

Art. 2. — En considération des dispositions de la licence d'exploitation susvisée, le navire (Hawaiki Nui), effectue la desserte maritime minimum définie dans le tableau ci-dessous :

Nombre rotations annuelles	Parcours	Distance en milles nautiques
98	Papeete, Raiatea, Bora Bora, Tahaa, Raiatea, Huahine, Papeete	309

Art. 3. — En fonction de la desserte maritime annuelle visée à l'article 2 ci-dessus :

- 1°) la quantité de gazole attribuée au titre du régime d'exonération des droits et taxes pour la consommation de bord du navire (Hawaiki Nui) est fixée à 999 306 litres pour l'année 2024 ;
- 2°) la quantité d'huile lubrifiante attribuée au titre du régime d'exonération des droits et taxes pour la consommation de bord du navire (Hawaiki Nui) est fixée à 9 993 litres pour l'année 2024.

Art. 4. — Conformément aux dispositions des délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée susvisées, la société visée à l'article 1er du présent arrêté doit tenir un journal de bord spécifique et un registre des hydrocarbures.

Art. 5. — En application des dispositions des arrêtés n° 2556 CM du 6 décembre 2018 et n° 2557 CM du 6 décembre 2018 susvisés, la fiche de suivi du retraitement des huiles usagées et eaux de cale, accompagnée de ses justificatifs et attestations de retraitement par les organismes agréés, doit être transmise en janvier et juillet de chaque année au service en charge du transport maritime interinsulaire.

Art. 6. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS SNP et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1182 CM du 25 juillet 2024 portant admission de la SAS Société de Navigation Polynésienne, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-086 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée au titre de l'exploitation du navire Nuku Hau

NOR : DAM24201978AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2016-03 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux huiles lubrifiantes destinées à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 2556 CM du 6 décembre 2018 précisant les conditions d'application de la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 2557 CM du 6 décembre 2018 précisant les conditions d'application de la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux huiles lubrifiantes destinées à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 13608 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire Nuku Hau ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP), au titre de l'exploitation du navire Nuku Hau, est admise au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée susvisées.

Art. 2. — En considération des dispositions de la licence d'exploitation susvisée, le navire Nuku Hau, effectue la desserte maritime minimum définie dans le tableau ci-dessous :

Nombre rotations annuelles	Parcours	Distance en milles nautiques
12	Papeete, Anaa, Katiu, Makemo, Takume, Raroia, Taenga, Hikueru, Marokau, Hao, Vahitahi, Vairaatea, Nukutavake, Pukarua, Reao, Rikitea, Tureia, Tematangi, Hereheretue, Papeete	2 322

Art. 3. — En fonction de la desserte maritime annuelle visée à l'article 2 ci-dessus :

- 1°) La quantité de gazole attribuée au titre du régime d'exonération des droits et taxes pour la consommation de bord du navire Nuku Hau est fixée à 692 932 litres pour l'année 2024 ;
- 2°) La quantité d'huile lubrifiante attribuée au titre du régime d'exonération des droits et taxes pour la consommation de bord du navire Nuku Hau est fixée à 6 929 litres pour l'année 2024.

Art. 4. — Conformément aux dispositions des délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 modifiée et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 modifiée susvisées, la société visée à l'article 1er du présent arrêté doit tenir un journal de bord spécifique et un registre des hydrocarbures.

Art. 5. — En application des dispositions des arrêtés n° 2556 CM du 6 décembre 2018 et n° 2557 CM du 6 décembre 2018 susvisés, la fiche de suivi du retraitement des huiles usagées et eaux de cale, accompagnée de ses justificatifs et attestations de retraitement par les organismes agréés, doit être transmise en janvier et juillet de chaque année au service en charge du transport maritime interinsulaire.

Art. 6. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS SNP et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1183 CM du 25 juillet 2024 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à l'aménagement d'un complexe sportif sur l'île de Maupiti

NOR : DEQ24201964AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — En vue de l'aménagement d'un complexe sportif sur l'île de Maupiti, il sera procédé :

- 1°) À une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de l'aménagement visé ci-dessus ;
- 2°) À une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

Art. 2. — Sont désignés en qualité de :

- commissaire enquêteur : M. Yvon CHAGNE ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. Didier BERTIN.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, BP 85, 98713 Papeete.

Art. 3. — Les dites enquêtes seront simultanément ouvertes à compter du 1er octobre 2024 dans les bureaux de la mairie de la commune de Maupiti et dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situés dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure.

Art. 4. — Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés à la porte de la mairie. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier, de l'avis affiché.

Cet avis sera en outre, inséré en caractères apparents huit (8) jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit (8) premiers jours de celle-ci, dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire. Cet avis sera également diffusé, pendant les huit (8) jours précédant le début de l'enquête et pendant les huit (8) premiers jours de celle-ci, sur au moins un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire. La direction de l'équipement assure l'exécution de ces modalités de publicité.

Art. 5. — Deux dossiers de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique seront déposés du 1er octobre au 23 octobre 2024 inclus :

- l'un, dans les bureaux de la mairie de la commune de Maupiti ;
- le deuxième, dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement.

Toute personne pourra chaque jour de huit (8) heures à quatorze (14) heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre, ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Art. 6. — À l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune de Maupiti et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre (24) heures, au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est à dire le 22 novembre 2024.

Une copie du rapport, dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions, sera déposée dans les bureaux de la mairie de la commune de Maupiti ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 7. — Deux dossiers destinés à l'enquête parcellaire resteront également déposés, pendant le même délai que celui prévu à l'article 5 du présent arrêté c'est-à-dire, du 1er octobre au 23 octobre 2024 inclus :

- l'un, dans les bureaux de la mairie de la commune de Maupiti ;
- le deuxième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement.

Toute personne pourra en prendre connaissance, dans les mêmes conditions fixées à l'article 5, et consigner éventuellement ses observations, concernant les limites des biens à exproprier, sur le registre prévu pour la circonstance.

Notification individuelle et collective, du dépôt du dossier d'enquête parcellaire dans les bureaux de la mairie de la commune de Maupiti, sera faite, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés, et s'il y a lieu, au maire de la commune de Maupiti, par la direction de l'équipement.

Art. 8. — Conformément à l'article R. 11-23 du code de l'expropriation, les propriétaires, auxquels notification sera faite du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Art. 9. — À l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de Maupiti et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre (24) heures, au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est à dire le 22 novembre 2024.

Art. 10. — Si le commissaire enquêteur propose, en accord avec l'expropriant, un changement, et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces, avertissement en sera donné dans les mêmes conditions fixées à l'article 7 du présent arrêté. Les propriétaires ou intéressés seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

Pendant un délai de huit (8) jours à dater de l'avertissement suscité, les intéressés pourront fournir leurs observations. Le procès-verbal et les dossiers resteront déposés :

- l'un, dans les bureaux de la mairie de la commune de Maupiti ;
- le deuxième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete, situé dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure.

À l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître, dans un délai maximum de huit (8) jours, ses conclusions et transmettra le dossier au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Art. 11. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1186 CM du 25 juillet 2024 portant fin de fonctions de M. Anthony PHEU en qualité de délégué interministériel en charge de la coordination gouvernementale et de l'optimisation de l'action publique

NOR : IGA24000108AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-31 du 27 juillet 2021 portant modification de délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels et relatif aux délégués interministériels ;

Vu la délibération n° 2016-38 du 26 mai 2016 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ;

Vu l'arrêté n° 1420 CM du 30 juillet 2021 relatif aux modalités de fonctionnement des délégués interministériels ;

Vu la lettre de démission l'intéressé en date du 11 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de M. Anthony PHEU en qualité de délégué interministériel en charge de la coordination gouvernementale et de l'optimisation de l'action publique à compter du 31 juillet 2024 au soir.

Art. 2. — L'arrêté n° 983 CM du 5 juillet 2023 portant nomination de M. Anthony PHEU en qualité de délégué interministériel en charge de la coordination gouvernementale et de l'optimisation de l'action publique à compter de cette même date.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1190 CM du 25 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 106 CM du 29 janvier 2015 portant sur les aides financières à des ménages pour l'implantation d'un logement individuel en habitat dispersé ou pour l'amélioration de l'habitat individuel, en application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 relative à l'habitat social en Polynésie française

NOR : OPH24201720AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 106 CM du 29 janvier 2015 portant sur les aides financières à des ménages pour l'implantation d'un logement individuel en habitat dispersé ou pour l'amélioration de l'habitat individuel, en application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les quatre premiers alinéas de l'article 4 de l'arrêté n° 106 CM du 29 janvier 2015 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Il est créé une commission administrative des aides financières au logement pour l'implantation d'un logement individuel en habitat dispersé ou pour l'amélioration de l'habitat individuel qui donne un avis sur les demandes d'aide au logement pour l'implantation d'un logement individuel en habitat dispersé ou pour l'amélioration de l'habitat individuel composée comme suit :

« - le ministre en charge du logement, président ;

« - le ministre en charge de l'emploi, vice-présidente ;

« - le ministre en charge des solidarités, ou son représentant ; »

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1191 CM du 25 juillet 2024 autorisant la location, à titre de régularisation, des parcelles de terres domaniales cadastrées commune de Punaauia, section O n° 196, n° 197 et n° 681, au profit de la société Pacific Petroleum & Services

NOR : DAF24201975AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1411 CM du 18 octobre 2013 autorisant la location des parcelles de terre dénommées Papararau et Propriété Bohl cadastrées section O n° 196, n° 197 et n° 681, sises commune de Punaauia, au profit de la société anonyme Pacific Petroleum & Services ;

Vu le bail conclu entre la Polynésie française et la société anonyme Pacific Petroleum & Services en date du 15 novembre 2013 ;

Vu la demande de la société Pacific Petroleum & Services réceptionnée le 3 juillet 2023 ;

Vu les bordereaux de demande d'avis en date du 2 août 2023 adressés à la commune de Punaauia, à la direction de la construction et de l'aménagement et à la direction de l'environnement ;

Vu l'avis de la direction de l'équipement en date du 8 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 16 janvier 2024 ;

Vu la lettre n° 11540 PR/DAF en date du 15 juin 2024 relative à l'information sur le montant du loyer annuel afférent à la location d'un ensemble foncier domanial cadastré commune de Punaauia, section O n° 196, n° 197 et n° 681 ;

Considérant que les modalités de calcul du montant du loyer sont d'application réglementaire conformément aux dispositions de l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La location, à titre de régularisation, des parcelles de terres domaniales cadastrées commune de Punaauia, section O n° 196, n° 197 et n° 681, de superficie respective de 558 m², 115 m² et 4 704 m², soit une superficie totale de 5 377 m², est autorisée au profit de la société Pacific Petroleum & Services, à des fins de maintien de l'activité de la station-service y édifiée.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation est caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4. — Le loyer annuel, payable d'avance à la caisse de la section recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi) est fixé à 3 387 510 F CFP (trois-millions-trois-cent-quatre-vingt-sept-mille-cinq-cent-dix francs CFP).

Ce loyer est révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — Toutes les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — En application des dispositions de l'article 34 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, la période d'occupation comprise entre le contrat échu et le nouveau contrat donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant du loyer qui aurait été dû au titre du contrat échu, *prorata temporis*.

La Pacific Petroleum & Services a bénéficié d'un bail en date du 15 novembre 2013 qui est échu depuis le 14 novembre 2022. Une indemnité pour occupation sans titre a été réclamée pour la période du 15 novembre 2022 au 31 juillet 2023.

Ainsi, le loyer annuel fixé dans le précédent bail en date du 15 novembre 2013 s'élevant à la somme de 4 595 991 F CFP (quatre-millions-cinq-cent-quatre-vingt-quinze-mille-neuf-cent-quatre-vingt-onze francs CFP), c'est sur cette base que sera calculée l'indemnité ayant vocation à couvrir le restant de la durée de l'occupation hors bail, du 1er août 2023 jusqu'à la veille de la signature du nouveau bail visé à l'article 2.

Cette indemnité est prévue par les termes du nouveau contrat de bail et est payable à la signature de celui-ci.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à la société Pacific Petroleum & Services et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1192 CM du 25 juillet 2024 autorisant la cession amiable à titre gratuit du camion benne de marque Mercedes-Benz, immatriculé D5190, au profit de la commune de 'Ua Pou

NOR : DAF24201883AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre de demande n° 14/2022/UAP/JK/wb du 20 juin 2022 de la commune de 'Ua Pou, relancée par courriel en date du 12 juin 2024 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de 'Ua Pou n° 35-2024 du 27 mars 2024 approuvant la cession amiable du camion benne de la direction de l'équipement en faveur de la commune de 'Ua Pou ;

Vu la demande de sortie de bien n° 36PL23/PAM établit le 25 avril 2023 par la direction de l'équipement ;

Vu le courrier de la direction de l'équipement n° 3094 MGT/DEQ du 10 mai 2023 ;

Considérant l'état de vétusté du camion benne de la marque Mercedes-Benz, immatriculé D5190 de la direction de l'équipement, inexploité à ce jour ;

Considérant que la direction de l'équipement n'a plus d'utilité à conserver le bien ;

Considérant le caractère d'intérêt public du projet de la commune consistant à réaliser des travaux de bétonnage de route, à transporter les marchandises et à ramasser les ordures ménagères dans les vallées ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La cession amiable à titre gratuit du camion benne de marque Mercedes-Benz, immatriculé D5190, précédemment détenu par la direction de l'équipement, est autorisé au profit de la commune de 'Ua Pou dans le cadre de la réalisation de travaux.

Art. 2. — La présente cession prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — La valeur comptable du bien cédé est fixée comme suit :

N° Bien poly GF	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition (F CFP)	Valeur amortie (F CFP)	Valeur nette comptable (F CFP)
72393	D5190 Camion benne Mercedes 1417 AK32	10/06/1998	11 800 000	11 800 000	0

Art. 4. — La direction de l'équipement est chargée de toutes les formalités administratives inhérentes à cette cession.

Art. 5. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de 'Ua Pou et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.
Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1196 CM du 25 juillet 2024 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois de juin 2024*NOR : ISP24202202AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50/AT modifiée du 9 juillet 1976 portant création de l'Institut de la statistique ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 129 CM du 1er février 2018 relatif au nouvel indice des prix de détail à la consommation familiale ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Sont constatés pour le mois de juin 2024 les index du bâtiment suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abregé	index
0	0	Index général du BTP	BTP 00.0	132,68
1	1	Index général du Bâtiment	BTG 01.0	131,81
11	2	Index général du Gros œuvre	BGO 01.0	128,93
1101	3	Gros œuvre, béton armé sur Tahiti	BGO 02.1	128,07
1102	3	Gros œuvre, béton armé hors Tahiti	BGO 02.2	126,24
1103	3	Charpente métallique	BGO 03.1	130,53
1104	3	Charpente bois	BGO 03.2	169,76
1105	3	Couvertures métalliques	BGO 04.1	125,20
1106	3	Couvertures végétales	BGO 04.2	234,42
1107	3	Etanchéité multicouche bitume	BGO 05.1	126,58
1108	3	Etanchéité multicouche résine	BGO 05.2	133,29
1109	3	Photov. - Inst. En toiture sans Stockage	BGO 06.1	76,67
1110	3	Photov. - Inst. En toiture avec Stockage	BGO 06.2	103,48
12	2	Index général du Second œuvre	BSO 01.0	135,64
1201	3	Revêtement carrelage	BSO 02.1	127,29
1202	3	Revêtement parquet	BSO 02.2	108,95
1203	3	Revêtement souple	BSO 02.3	121,49
1204	3	Menuiseries bois	BSO 03.1	134,37
1205	3	Menuiseries aluminium	BSO 03.2	149,52
1206	3	Plomberie - Installation sanitaire	BSO 04.1	127,18
1207	3	Plomberie - Installation solaire	BSO 04.2	128,05
1208	3	Installation par climatisation individuelle	BSO 05.1	141,50
1209	3	Installation par climatisation centralisée	BSO 05.2	141,69
1210	3	Installation frigorifique	BSO 05.3	138,78
1211	3	Ventilation	BSO 05.4	137,66
1212	3	Installation électrique courant fort	BSO 06.1	140,77
1213	3	Installation électrique courant faible	BSO 06.2	132,39
1214	3	Peinture	BSO 07.0	125,71
1215	3	Travaux d'ingénierie sur Tahiti et Moorea	BSO 08.1	111,10
1216	3	Travaux d'ingénierie hors Tahiti et Moorea	BSO 08.2	114,54

Art. 2. — Sont constatés pour le mois de juin 2024 les index des travaux publics suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	Index
2	1	Index général des Travaux Publics	TPG 01.0	133,77
21	2	Index général du Génie civil	TGC 01.0	135,68
2101	3	Ouvrage d'art	TGC 02.0	126,66
2102	3	Fondations spéciales terrestres béton	TGC 03.1	135,14
2103	3	Fondations spéciales terrestres métallique	TGC 03.2	144,07
2104	3	Fondations spéciales maritimes béton	TGC 03.3	130,15
2105	3	Fondations spéciales maritimes métallique	TGC 03.4	136,42
2106	3	Dragages maritimes	TGC 04.0	112,46
2107	3	Routes et aéroports, voiries et réseaux divers	TGC 05.0	130,57
2108	3	Trav. d'enrob. Avec fourn. De bitume / granulats sur Tahiti	TGC 06.1	141,85
2109	3	Trav. d'enrob. Avec fourn. De bitume / granulats hors Tahiti	TGC 06.2	133,19
2110	3	Réseaux d'assainissement	TGC 07.1	132,82
2111	3	Station de pompage et de traitement	TGC 07.2	134,80
2112	3	Réseaux sous pression enterrés	TGC 07.3	134,42
2113	3	Travaux d'électrification aériens	TGC 08.1	140,40
2114	3	Travaux d'électrification souterrains	TGC 08.2	135,36
2115	3	Travaux de câblage télécom aériens	TGC 08.3	124,15
2116	3	Travaux de câblage télécom souterrains	TGC 08.4	130,32
22	2	Index général des Travaux Spécialisés	TTS 01.0	122,15
2201	3	Terrassement	TTS 02.1	123,05
2202	3	Enrochement	TTS 02.2	115,57
2203	3	Concassage	TTS 02.3	117,06
2204	3	Dynamitage	TTS 02.4	169,52
2205	3	Sondages et forages	TTS 03.0	124,25
2206	3	Protect ^o Talus - Aménagement par gunitage	TTS 04.1	130,93
2207	3	Protect ^o Talus - Aménagement par grillage de protect ^o	TTS 04.2	127,38
2208	3	Protection Talus - Aménagement par végétalisation	TTS 04.3	147,91
2209	3	Photovolt. - Installat ^o complète avec Infrast. et Stockage	TTS 05.0	111,58

Art. 3. — Sont constatés pour le mois de juin 2024 les index fusionnés suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	Index
3101	3	Gros œuvre, béton armé	FUSBT 01.0	127,52
3102	3	Étanchéité multicouche	FUSBT 02.0	129,26
3103	3	Plomberie sanitaire	FUSBT 03.0	127,27
3104	3	Ventilation et conditionnement d'air	FUSBT 04.0	140,57
3105	3	Electricité	FUSBT 05.0	139,09
3106	3	Index ingénierie	FUSBT 06.0	112,14
3201	3	Ouvrage d'art en site terr, fluv. ou marit. et fondations spé.	FUSTP 01.0	128,81
3202	3	Terrassements généraux	FUSTP 02.0	119,31
3203	3	Trav. d'enrob, fab. et mise en œuv. (avec fourn. de bit. / gran.)	FUSTP 03.0	140,12
3204	3	Canalisat°, égouts, assainiss. et adduct° d'eau avec fourniture	FUSTP 04.0	134,02
3205	3	Réseaux d'électrification	FUSTP 05.0	133,17

Art. 4. — Est constaté pour le mois de juin 2024 l'index PSD suivant en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	Index
5101	3	Produits et Services Divers	PSD	113,17

Art. 5. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.
Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1197 CM du 25 juillet 2024 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de juin 2024*NOR : ISP24202200AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT modifiée du 9 juillet 1976 portant création de l'Institut de la statistique ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 129 CM du 1er février 2018 relatif au nouvel indice des prix de détail à la consommation familiale ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est constaté au niveau de 110,86 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de juin 2024 (base 100 en décembre 2017).

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1200 CM du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer le projet intitulé « Un été culturel sur l'atoll de Manihi », au titre de l'année 2024

NOR : SCP24201867AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 28 mars 2024, formulée par la présidente de l'association Tamariki Paeua Nui, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 312 889 F CFP (trois-cent-douze-mille-huit-cent-quatre-vingt-neuf francs CFP) en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer le projet intitulé « Un été culturel sur l'atoll de Manihi », au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96801, article 6574, centre de travail 7502-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Tamariki Paeua Nui selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 156 444 F CFP (cent-cinquante-six-mille-quatre-cent-quarante-quatre francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 156 445 F CFP (cent-cinquante-six-mille-quatre-cent-quarante-cinq francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Tamariki Paeua Nui s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 décembre 2024.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tamariki Paeua Nui et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, la ministre des sports, et de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1201 CM du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer son projet intitulé « La langue dans ma culture », au titre de l'année 2024

NOR : SCP24202018AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 28 mars 2024 formulée par la présidente de l'association Tamariki Paeua Nui, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 200 000 F CFP (deux-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer son projet intitulé « La langue dans ma culture », au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96906, article 6574, centre de travail 750-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Tamariki Paeua Nui selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Tamariki Paeua Nui s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 15 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tamariki Paeua Nui et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1202 CM du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahitian Historical Society pour financer la réalisation et la pose de panneaux d'informations en langues polynésiennes sur le domaine Kellum à Moorea, au titre de l'année 2024

NOR : SCP24202019AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 30 mars 2024 formulée par le président de l'association Tahitian Historical Society, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Tahitian Historical Society pour financer la réalisation et la pose de panneaux d'informations en langues polynésiennes sur le domaine Kellum à Moorea, au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 96906, article 6574, centre de travail 750-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Tahitian Historical Society selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Tahitian Historical Society s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 15 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tahitian Historical Society et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1204 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Manava Tupu nō Hūāhine pour financer l'ouverture d'une bibliothèque publique à Hūāhine, au titre de l'année 2024

NOR : SCP24201862AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 14 mars 2024 formulée par la présidente de l'association Manava Tupu nō Hūāhine, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 567 645 F CFP (cinq-cent-soixante-sept-mille-six-cent-quarante-cinq francs CFP) en faveur de l'association Manava Tupu nō Hūāhine pour financer l'ouverture d'une bibliothèque publique à Hūāhine, au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96801, article 6574, centre de travail 7502-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Manava Tupu nō Hūāhine selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 283 822 F CFP (deux-cent-quatre-vingt-trois-mille-huit-cent-vingt-deux francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 283 823 F CFP (deux-cent-quatre-vingt-trois-mille-huit-cent-vingt-trois francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Manava Tupu nō Hūāhine s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Manava Tupu nō Hūāhine et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1205 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Ha'a Nui pour financer sa participation à l'évènement « Toa Moa Tūaro Māohi nō Hūāhine », au titre de l'année 2024*NOR : SCP24201860AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 5 février 2024 formulée par la présidente de l'association Te Ha'a Nui, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 400 000 F CFP (quatre-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Te Ha'a Nui pour financer sa participation à l'évènement « To'a Mo'a Tū'aro Mā'ohi nō Hūāhine », au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96801, article 6574, centre de travail 7502-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Te Ha'a Nui selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 200 000 F CFP (deux-cent-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 200 000 F CFP (deux-cent-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Te Ha'a Nui s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Te Ha'a Nui et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1207 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie pour l'organisation de rencontres autour de l'écriture et de l'illustration

NOR : SJS24201991AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie en date du 14 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 200 000 F CFP (deux-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie pour l'organisation de rencontres autour de l'écriture et de l'illustration.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- Pour un montant de 200 000 F CFP (deux-cent-mille francs CFP) à l'exercice 2024, programme 97105, article 6574 et centre de travail 8241-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 4. — l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 5. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 1208 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Judo Discovery pour le financement d'activités périscolaires autour de la santé des enfants

NOR : SJS2420200AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Tahiti Judo Discovery en date du 12 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Tahiti Judo Discovery pour le financement d'activités périscolaires autour de la santé des enfants

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) à l'exercice 2024, programme 97105, article 6574 et centre de travail 8241-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 4. — L'association Tahiti Judo Discovery s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 5. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tahiti Judo Discovery et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1209 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association To'a Hine Spearfishing pour le financement de l'organisation de 5 modules de formations auprès des membres, cadres et bénéficiaires de l'association

NOR : SJS24201998AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association To'a Hine Spearfishing en date du 16 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 390 000 F CFP (trois-cent-quatre-vingt-dix-mille francs CFP) en faveur de l'association To'a Hine Spearfishing pour le financement de l'organisation de 5 modules de formations auprès des membres, cadres et bénéficiaires de l'association.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de 390 000 F CFP (trois-cent-quatre-vingt-dix-mille francs CFP) à l'exercice 2024, programme 97105, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 195 000 F CFP (cent-quatre-vingt-quinze-mille francs CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit 195 000 F CFP (cent-quatre-vingt-quinze-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 4. — L'association To'a Hine Spearfishing s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 5. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association To'a Hine Spearfishing et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1224 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles pour des travaux d'aménagement pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite

NOR : SCP24201154AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement référencée n° 154 MTI/HC/gr en date du 15 avril 2024 formulée par Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles pour financer des travaux d'aménagement pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite, dont le montant prévisionnel subventionnable s'élève à 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 86,7 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant plafond de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP).

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 90802, article 204, centre de travail 62511, AP 147.2024, AE 257.2024.

Art. 4. — La subvention sera versée sur le compte bancaire de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 1 250 000 F CFP (un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP), après notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée et dès parution au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- un acompte de 40 %, soit 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP), sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le payeur de la Polynésie française, attestant de l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 10 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le payeur de la Polynésie française et faisant ressortir l'objet, le montant et le bénéficiaire de la dépense dans le cadre de la réalisation du projet présenté.

Art. 5. — Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine, dans un délai de douze (12) mois à compter de la date du versement de l'avance de 50 %, les pièces justificatives et l'état récapitulatif des dépenses visé par le payeur de la Polynésie française attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de présentation des justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1225 CM du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles pour l'acquisition de matériels divers pour la conservation et la gestion des collections du musée, au titre de l'année 2024

NOR : SCP24201157AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement référencée n° 132 MTI/HC/gr en date du 27 mars 2024 formulée par Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP) en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles pour financer l'acquisition de matériels divers pour la conservation et la gestion des collections du musée, au titre de l'année 2024, dont le montant prévisionnel subventionnable s'élève à 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant plafond de 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP).

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 90802, article 204, centre de travail 62511, AP 148.2024, AE 258.2024

Art. 4. — La subvention sera versée sur le compte bancaire de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP), après notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée et dès parution au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- un acompte de 40 %, soit 400 000 F CFP (quatre-cent-mille francs CFP), sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le payeur de la Polynésie française, attestant de l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance ;
- le solde de 10 %, soit 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le payeur de la Polynésie française et faisant ressortir l'objet, le montant et le bénéficiaire de la dépense dans le cadre de la réalisation du projet présenté.

Art. 5. — Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine, dans un délai de douze (12) mois à compter de la date du versement de l'avance de 50 %, les pièces justificatives et l'état récapitulatif des dépenses visé par le payeur de la Polynésie française attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de présentation des justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des îles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, absent, la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**PRÉSIDENCE****Arrêté n° 1240 PR du 23 juillet 2024 portant commissionnement d'un agent du service de l'instruction de l'Autorité polynésienne de la concurrence pour participer aux investigations et pour constater les infractions prévues par le code de la concurrence de Polynésie française**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'agrément n° PR-AG 24/35 en date du 28 juin 2024 du procureur de la République près du Tribunal de première instance de Papeete,

Arrête :

Article 1er. — L'agent du service de l'instruction de l'Autorité polynésienne de la concurrence dont le nom suit :

- Mme Imane JABER, rapporteur,

est commissionnée pour participer aux investigations et pour constater les infractions prévues par le code de la concurrence de Polynésie française.

Art. 2. — À cet effet, l'intéressée prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1246 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Pascal Tamaterai MAOUT

NOR : SDR24503740AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Pascal Tamaterai MAOUT réceptionnée le 31 juillet 2023 et réputée complète le 8 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant plafonné à 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) est attribuée à M. Pascal Tamaterai MAOUT (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Pascal Tamaterai MAOUT, né le 25 juillet 1962 à Papeete, est exploitant agricole à Arutua, carte professionnelle CAPL n° 2023-CP-0002.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière élevage avicole) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Dépense éligible (en F CFP)	Aide plafonnée (en F CFP)
5 063 982	3 500 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : centre de travail 740, mission 905, AP 88.2024, AE 131.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par SOPOM, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Pascal Tamaterai MAOUT s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Pascal Tamaterai MAOUT et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1247 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Francis NANAI

NOR : SDR24503752AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Francis NANAI réceptionnée le 5 mai 2022 et réputée complète le 8 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant plafonné à 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) est attribuée à M. Francis NANAI (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Francis NANAI, né le 21 juillet 1970 à Papeete, est exploitant agricole à Takapoto (Takaroa), carte professionnelle CAPL n° 2023-CG-469.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 %, taux majoré pour filières cocotier et élevage avicole, du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Dépense éligible (en F CFP)	Aide plafonnée (en F CFP)
5 631 201	3 500 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : centre de travail 740, mission 905, AP 88.2024, AE 131.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur les comptes ouverts par Jammes Import, Holland Tahiti Trading et Rotopol, fournisseurs du matériel agricole, à leur banque respective selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessous et suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

	Montant de la dépense prévue (F CFP)	Montant de l'aide (F CFP)
Jammes Import	4 325 600	2 688 521
Holland Tahiti Trading	522 070	324 486
Rotopol	783 531	486 993
Total	5 631 201	Plafonné à 3 500 000

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Francis NANAI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis NANAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1248 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Pirihata CHUNG-PAPATAHI

NOR : SDR24503834AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Pirihata CHUNG-PAPATAHI réceptionnée le 6 mars 2022 et réputée complète le 8 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 349 974 F CFP (deux-millions-trois-cent-quarante-neuf-mille-neuf-cent-soixante-quatorze francs CFP) est attribuée à Mme Pirihata CHUNG-PAPATAHI (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Pirihata CHUNG-PAPATAHI, née le 14 juin 1966 à Papeete, Tahiti, est exploitante agricole à Reao, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-600.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière cocotier) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
3 357 106	2 349 974

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : centre de travail 740, mission 905, AP 88.2024, AE 131.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur les comptes ouverts par Polynésie Marine et Tura Ora, fournisseurs du matériel agricole, à leur banque respective selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessous et suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

	Montant de la dépense prévue (F CFP)	Montant de l'aide (F CFP)
Polynésie Marine	2 942 438	2 059 706
Tura Ora	414 668	290 268
Total	3 357 106	2 349 974

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Piriata CHUNG-PAPATAHI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Piriata CHUNG-PAPATAHI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1249 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Moehau Willy TEHANI

NOR : SDR24503891AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Moehau Willy TEHANI réceptionnée le 23 janvier 2023 et réputée complète le 8 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant plafonné à 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) est attribuée à M. Moehau Willy TEHANI (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Moehau Willy TEHANI, né le 4 décembre 1987 à Papeete, est exploitant agricole à Arutua, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-602.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière cocotier) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Dépense éligible (en F CFP)	Aide plafonnée (en F CFP)
5 850 000	3 500 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : centre de travail 740, mission 905, AP 88.2024, AE 131.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Sodiva, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Moehau Willy TEHANI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Moehau Willy TEHANI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1250 PR du 23 juillet 2024 portant fin de fonctions de Mme Tehina AUDOUIN, directrice de cabinet auprès de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions*NOR : DRH24509569AP*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 857 PR du 3 juin 2024 portant nomination de Mme Tehina AUDOUIN, directrice de cabinet auprès de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu la lettre de démission de l'intéressée du 9 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Tehina AUDOUIN, directrice de cabinet auprès de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, le 22 juillet 2024 au soir.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1251 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Georgette Tehina BEGAT épouse TISSOT

NOR : SDR24507398AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Georgette Tehina BEGAT épouse TISSOT réceptionnée le 7 février 2024 et réputée complète le 26 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 317 745 F CFP (deux-millions-trois-cent-dix-sept-mille-sept-cent-quarante-cinq francs CFP) est attribuée à Mme Georgette Tehina BEGAT épouse TISSOT (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Georgette Tehina BEGAT épouse TISSOT, née le 3 juillet 1947 à Mahina Tahiti, est exploitante agricole à Atuona, Hiva Oa, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-172.

Le taux d'aide attribué aux équipements motorisés roulants correspond à 30 % et aux autres équipements à 40 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Type de matériel	Dépenses éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
Équipements motorisés roulants	2 671 571	801 471
Autres équipements	3 790 684	1 516 274
Total	6 462 255	2 317 745

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 89.2024, AE 132.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Autotech Polynésie Intermat, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Georgette Tehina BEGAT épouse TISSOT s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Georgette Tehina BEGAT épouse TISSOT et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1252 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Marc Tamatoa Raoul FRERE

NOR : SDR24507402AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Marc Tamatoa Raoul FRERE réceptionnée le 18 mars 2024 et réputée complète le 26 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 393 507 F CFP (un-million-trois-cent-quatre-vingt-treize-mille-cinq-cent-sept francs CFP) est attribuée à M. Marc Tamatoa Raoul FRERE (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Marc Tamatoa Raoul FRERE, né le 21 décembre 1979 à Papeete, est exploitant agricole à Mahu, Tubuai, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-069.

Le taux d'aide attribué correspond à 60 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
2 322 511	1 393 507

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 87.2024, AE 130.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par SARL ETS Dieumegard, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Marc Tamatoa Raoul FRERE s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc Tamatoa Raoul FRERE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1253 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Tetaria Lenoir TEHOIRI

NOR : SDR24507497AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Tetaria Lenoir TEHOIRI réceptionnée le 14 février 2024 et réputée complète le 18 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 409 380 F CFP (deux-millions-quatre-cent-neuf-mille-trois-cent-quatre-vingt francs CFP) est attribuée à M. Tetaria Lenoir TEHOIRI (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Tetaria Lenoir TEHOIRI, né le 14 août 1994 à Uturoa, est exploitant agricole à Mataura, Tubuai, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-138.

Le taux d'aide attribué aux équipements motorisés roulants correspond à 30 % et aux autres équipements à 40 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Type de matériel	Dépenses éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
Équipements motorisés roulants	5 228 800	1 568 640
Autres équipements	2 101 850	840 740
Total	7 330 650	2 409 380

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 87.2024, AE 130.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Temana Import, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Tetaria Lenoir TEHOIRI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tetaria Lenoir TEHOIRI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1254 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. David Nana TERE

NOR : SDR24508221AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. David Nana TERE réceptionnée le 24 février 2024 et réputée complète le 18 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 207 038 F CFP (deux-millions-deux-cent-sept-mille-trente-huit francs CFP) est attribuée à M. David Nana TERE (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. David Nana TERE, né le 18 juillet 1976 à Tubuai, est exploitant agricole à Taahuaia, Tubuai, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-418.

Le taux d'aide attribué aux équipements motorisés roulants correspond à 30 % et aux autres équipements à 40 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Type de matériel	Dépenses éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
Équipements motorisés roulants	3 171 599	951 480
Autres équipements	3 138 895	1 255 558
Total	6 310 494	2 207 038

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 87.2024, AE 130.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Sopadep Industrie, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. David Nana TERE s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. David Nana TERE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1255 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Rooarii Heimata Bélinda PIFAO épouse CHEI

NOR : SDR24507394AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Rooarii Heimata Bélinda PIFAO épouse CHEI réceptionnée le 16 janvier 2023 et réputée complète le 26 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 3 476 019 F CFP (trois-millions-quatre-cent-soixante-seize-mille-dix-neuf francs CFP) est attribuée à Mme Rooarii Heimata Bélinda PIFAO épouse CHEI (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Rooarii Heimata Bélinda PIFAO épouse CHEI, née le 6 octobre 1974 à Afaahiti, Tahiti, est exploitante agricole à Afaahiti (Taiarapu-Est), Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2018-CP-472.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
4 965 741	3 476 019

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Autotech Polynésie Intermat, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Rooarii Heimata Bélinda PIFAO épouse CHEI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Rooarii Heimata Bélinda PIFAO épouse CHEI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1256 PR du 23 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD

NOR : SDR24505063AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD réceptionnée le 11 septembre 2023 et réputée complète le 22 février 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la réalisation d'aménagements fonciers d'un montant de 1 867 286 F CFP (un-million-huit-cent-soixante-sept-mille-deux-cent-quatre-vingt-six francs CFP) est attribuée à M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD (aide type 4 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD, né le 16 janvier 1993 à Papeete, est exploitant agricole à Vairao, Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2022-CM-0529.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière agriculture biologique) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
2 667 552	1 867 286

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 933 643 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Nicolas Eugène Manutea POIRAUD et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1259 PR du 24 juillet 2024 portant désignation des membres du Conseil sanitaire et social polynésien (CSSP)

NOR : DPS24509071AP-2

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 2018-92 APF modifiée du 15 novembre 2018 modifiée portant création du Conseil sanitaire et social polynésien (CSSP) ;

Vu l'arrêté n° 276 CM du 27 février 2019 modifié relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil sanitaire et social polynésien (CSSP) ;

Vu la proposition du ministre en charge de la santé ;

Vu la proposition du ministre en charge des solidarités ;

Vu la proposition de la Fédération des organismes socio-éducatifs (FOSE),

Arrête :

Article 1er. — Sont désignées membres du Conseil sanitaire et social polynésien (CSSP) :

1° au titre de la section sanitaire, en qualité de personnalités désignées en raison de leurs compétences, sur proposition du ministre en charge de la santé :

- Mme Rachelle FLORES, titulaire ;
- Dr Charles BELLI, suppléant.

2° au titre de la section sociale :

a) en qualité de médecins, sur proposition du ministre en charge de la santé :

- Dr Grégory DETRUN, titulaire ;
- Dr Étienne BEAUMONT, suppléant.

b) en qualité de représentants de foyer d'accueil, sur proposition du président de la fédération des organismes socio-éducatifs :

- M. Eddie COWAN, titulaire ;
- Mme Tumata HELME, suppléante.

c) en qualité de représentants d'accueillants familiaux ou d'unités de vie, sur proposition du ministre en charge des solidarités :

- Mme Monike TIAPARI, titulaire ;
- Mme Angéla TEMATAHOTOA, suppléante.

Art. 2. — En application de l'article 4 de l'arrêté n° 276 CM du 27 février 2019 susvisé, les nouveaux membres sont désignés pour une durée de cinq ans.

Art. 3. — L'arrêté n° 217 PR du 2 avril 2019 modifié portant désignation des membres du Conseil sanitaire et social polynésien (CSSP) est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1260 PR/DAF du 24 juillet 2024 portant transfert de gestion d'une remorque de marque Gourdon, immatriculée D 7441, précédemment détenue par le service des parcs et jardins et de la propreté, au profit de la direction de l'équipement

NOR : DAF24509559AP

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1298 CM du 4 septembre 2014 portant nomination de Mme Loyana LEGALL en qualité de directrice des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières ;

Vu le courrier de demande de la direction de l'équipement n° 416 MGT/DEQ du 29 janvier 2024 ;

Vu la convention n° 1104 MGT/DEQ du 7 mars 2024 relatif au transfert d'une remorque du SPJP au profit de la DEQ,

Arrête :

Article 1er. — Le transfert de gestion de la remorque de marque Gourdon, immatriculée D 7441, précédemment détenue par le service des parcs et jardins et de la propreté, est autorisée au profit de la direction de l'équipement.

Art. 2. — Le présent transfert prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le présent transfert est destiné à la gestion, l'entretien et l'exploitation du bien transféré.

Art. 4. — Conformément aux dispositions combinées des articles LP. 56 et 61 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 susvisée, le bénéficiaire gère le bien dont la gestion lui a été transférée en bon père de famille et prend, en tant que de besoin, tous les actes nécessaires à la réalisation de cette obligation.

Art. 5. — Le gestionnaire supporte les taxes, les impôts, l'amortissement et toutes les charges afférentes à la conservation, l'entretien et au fonctionnement du bien transféré. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien transféré.

Art. 6. — La directrice des affaires foncières est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'équipement et au service des parcs et jardins et de la propreté et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le Président de la Polynésie française et par délégation : la directrice des affaires foncières,
Loyana LEGALL

Arrêté n° 1268 PR du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 1179 PR du 11 juillet 2024 autorisant la prise en charge par la Polynésie française des frais de transport et d'hébergement de Mme Joelle RAUZY épouse FREBAULT et MM. Félix BARSINAS, Joseph KAIHA, Benoît KAUTAI, Nestor OHU, Henri TUEINUI, maires des îles Marquises, pour leur participation à la 46e session du comité du patrimoine mondial de l'Unesco et aux visites culturelles et environnementales à New Delhi, en Inde, du 22 au 29 juillet 2024

NOR : SCP24508841AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 256 CM du 22 février 2007 modifié portant réglementation de la prise en charge par le budget du pays des dépenses de fêtes et cérémonies, de réceptions, de repas et d'alimentation ;

Vu l'arrêté n° 1476 CM du 4 septembre 2009 modifié portant création de différents comités pour les communes de Fatu Hiva, Hiva Oa, Nuku Hiva, Tahuata, Ua Huka et Ua Pou, dans le cadre de la candidature Marquises Unesco ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 26 octobre 2018 modifié portant établissement de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Arrêté n° 1179 PR du 11 juillet 2024 autorisant la prise en charge par la Polynésie française des frais de transport et d'hébergement de Mme Joelle RAUZY épouse FREBAULT et MM. Félix BARSINAS, Joseph KAIHA, Benoît KAUTAI, Nestor OHU, Henri TUEINUI, maires des îles Marquises, pour leur participation à la 46e session du comité du patrimoine mondial de l'Unesco et aux visites culturelles et environnementales à New Delhi, en Inde, du 22 au 29 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 1179 PR du 11 juillet 2024 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

- « Les frais de séjour concernent exclusivement les frais d'hébergement, de transport terrestre et de guide ».

L'article 2 de l'arrêté n° 1179 PR du 11 juillet 2024 est ainsi rédigé :

- « L'ensemble de ces dépenses est imputable au budget de la Polynésie française, pour un montant total estimé à 2 649 000 F CFP TTC au centre de travail 6302-F, au programme 968-02 et à l'article 625. S'agissant d'un montant estimatif, des compléments d'engagement pourront être effectués, dans la limite d'un montant plafond de 2 800 000 F CFP TTC, et soumis au visa du CDE sur présentation d'un certificat administratif circonstancié accompagné des pièces justificatives *ad hoc* ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1280 PR du 25 juillet 2024 portant commissionnement de M. Jean-Jacques Thomas HOIORE et M. Veena TAUTU, en fonction à la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement pour constater les infractions à la réglementation sur la conservation du domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française

NOR : DEQ24509039AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2020-5 APF du 16 janvier 2020 instituant un code des mines et des activités extractives de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé « direction de l'équipement » ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié portant organisation interne du service dénommé « direction de l'équipement » ;

Vu l'article 809-II du code de procédure pénale ;

Vu les courriers n° PR-Ag 24/09 (RG 24/00015ag) du 30 avril 2024 et n° PR-Ag 24/10 (RG 24/00015ag) du 22 avril 2024 provenant du parquet du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete ;

Sur proposition du ministre des grands travaux, des transports terrestres, en charge des relations avec les institutions,

Arrête :

Article 1er. — Les agents dont les noms suivent :

- M. Jean-Jacques Thomas HOIORE, né le 29 mars 1978 à Papeete, agent à la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;
- M. Veena TAUTU, né le 22 décembre 1996 à Papeete, agent à la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

sont commissionnés aux fins de constater les infractions à la réglementation sur le domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française.

Art. 2. — A cet effet, les intéressés prêteront serment prescrit par la loi.

Art. 3. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1289 PR du 26 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 11465 MTT du 14 octobre 2021 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Toaroto, sis à Punaauia, île de Tahiti, au profit de M. Andrew Heiarii TINORUA

NOR : SDT24509560AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu n° 19 VP du 23 mars 2009 portant affectation de la terre Toaroto parcelle A, cadastrée commune de Punaauia, section AE n° 263, et les constructions y édifiées, au profit du service du tourisme ;

Vu le courriel de Mme Laila TINORUA en date du 18 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 11465 MTT du 14 octobre 2021 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Toaroto, sis à Punaauia, île de Tahiti, au profit de M. Andrew Heiarii TINORUA, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 2. — Les lieux devront être restitués dans leur état initial.

Art. 3. — M. TINORUA reste redevable des redevances non acquittées.

Art. 4. — La direction des affaires foncières - caisse de la recette-conservation des hypothèques - est chargée du recouvrement des redevances non encaissées.

Art. 5. — Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Arrêté n° 1295 PR du 26 juillet 2024 portant acceptation par la Polynésie française du don de matériels de mesure hydro-météorologique par la direction interrégionale de Météo France pour la Polynésie française

NOR : DAF24509058AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 492 DIE/BPT du 30 mars 2016 portant attribution à Météo France d'une subvention d'un montant de 120 000 euros soit 14 319 809 F CFP pour la réalisation de l'opération intitulée « ERHYTM : Étude des risques hydrologiques à Tahiti et Mo'orea - tranche 1 » ;

Vu l'arrêté n° HC 682 DIE/BPT du 20 septembre 2017 portant attribution à Météo France d'une subvention d'un montant de 40 000 euros, soit 4 773 270 F CFP pour la réalisation de l'opération intitulée « ERHYTM : Étude des risques hydrologiques à Tahiti et Mo'orea - tranche 2 » ;

Vu la lettre n° 52/DIRPF du 21 mars 2022 ;

Vu la lettre n° 5505/DEQ/GAC/tc du 22 juin 2022,

Arrête :

Article 1er. — Le don de matériels de mesure hydro-météorologique détenus par la direction interrégionale de Météo France pour la Polynésie française ci-après détaillés, au profit de la Polynésie française, est accepté à titre gracieux :

- 6 (six) centrales d'acquisition avec module télécom et ses accessoires ainsi que l'assistance à distance ;
- et 9 (neuf) centrales d'acquisition avec module télécom et ses accessoires ainsi que l'assistance à distance et 1 (une) centrale d'acquisition LNS et ses accessoires.

Art. 2. — Le présent don prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Les modalités de ce don sont définies par une convention dont le suivi est assuré par la direction de l'équipement - Groupement d'études et de gestion du domaine public (GEGDP).

Art. 4. — La valeur vénale nette comptable totale des biens est fixée à 74 057,52 euros (soixante-quatorze-mille-cinquante-sept-euros-et-cinquante-deux-centimes) soit 8 837 413 F CFP (huit-millions-huit-cent-trente-sept-mille-quatre-cent-treize francs CFP), telle que détaillée ci-après :

Libellé	Date d'acquisition	Valeur historique (euros)	Montant des amortissements (euros)	Valeur nette comptable (euros)	Valeur nette comptable (F CFP)
6 (six) centrales d'acquisition avec module télécom avec ses accessoires et l'assistance à distance	1/8/2018	50 808,21	27 533,87	23 274,34	2 777 368
9 (neuf) centrales d'acquisition avec module télécom avec ses accessoires, l'assistance à distance et une 1 (une) centrale d'acquisition LNS et ses accessoires	1/8/2019	90 995,89	40 212,71	50 783,18	6 060 045
TOTAL		141 804,10	67 746,58	74 057,52	8 837 413

Art. 5. — La valeur comptable d'entrée en patrimoine de ces biens est imputée au budget de la Polynésie française suivant les imputations suivantes : « mission 914, programme 91403, AP 413.2023, AE 329.2023, article 215 ».

Art. 6. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'équipement et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1296 PR du 26 juillet 2024 portant transfert de gestion de la parcelle cadastrée commune de Tupua'i, commune associée de Ta'ahu'aia, section HL n° 7, au profit de la direction de l'agriculture

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 932NP du 21 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 539/MPR du 10 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le transfert de gestion de la parcelle cadastrée commune de Tupua'i, commune associée de Ta'ahu'aia, section HL n° 7, d'une superficie de 119 366 m², est autorisé au profit de la direction de l'agriculture, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières - section du domaine.

Art. 2. — Le présent transfert de gestion prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le présent transfert de gestion est destiné au reboisement en pins des caraïbes, la gestion et l'entretien du bien.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagement sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. Le gestionnaire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 56 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 susvisée, le gestionnaire gère l'immeuble dont la gestion lui a été transférée en bon père de famille et prend, en tant que de besoin, tous les actes nécessaires, à la réalisation de cette obligation.

Art. 6. — Il peut à ce titre passer tout acte de gestion notamment consentir des locations dans le respect de la destination du bien. Il formalise tous les actes, notamment le bail lorsqu'il autorise une location

Art. 7. — Le gestionnaire supporte les taxes, les impôts, l'amortissement et toutes les charges afférentes à la conservation, l'entretien et au fonctionnement du bien dont la gestion est transférée. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien dont la gestion est transférée

Art. 8. — Lorsqu'un motif d'intérêt général ou la bonne administration du bien transféré justifie de modifier les conditions du transfert de gestion ou d'en prononcer la fin, l'autorité compétente peut y procéder, y compris en l'absence d'accord du gestionnaire.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'agriculture et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1299 PR du 26 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jean-Sébastien Moana LOUIS pour la production audiovisuelle d'un magazine en série, intitulé *Coke Studio Live, le Mag (saison 2)*

NOR : ADN24503966AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Jean-Sébastien Moana LOUIS réceptionnée le 20 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP (2 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jean-Sébastien Moana LOUIS pour financer la production audiovisuelle d'un magazine en série, intitulé *Coke Studio Live, le Mag (saison 2)*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Jean-Sébastien Moana LOUIS selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 15 octobre 2024, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Jean-Sébastien Moana LOUIS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1304 PR du 29 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis commune de Takaroa, au profit de Mme Sandra et M. Rautiare ORBECK, destinée à l'implantation d'un portique à bateau

NOR : DAF24508090AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Sandra et M. Rautiare ORBECK du 20 novembre 2023, actualisée le 23 mai 2024 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Takaroa en date du 30 mai 2024 ;

Vu l'avis du tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 6 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 30 m², à détacher du lais de mer attenant à la terre dénommée Honupirau 2, cadastrée section H n° 472, sis commune de Takaroa, est autorisée au profit de Mme Sandra et M. Rautiare ORBECK.

Cette occupation est destinée à la construction et l'implantation d'un portique à bateau tel que le tout figure sur le plan joint à la demande des intéressés.

Les points portant l'emplacement du portique à bateau, tel que figure dans l'avis transmis par courrier n° 3102 MGT/DPAM du 3 juillet 2024, sont précisés comme suit :

A : 14°27,204'S/145°0,619'W.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Les bénéficiaires s'engagent à respecter les clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, à savoir :

1° L'emplacement autorisé est exclusivement destiné à l'implantation d'un portique à bateau ;

2° Les bénéficiaire doivent laisser le libre passage du public à l'ouvrage ;

3° Ils sont seuls tenus à toutes les garanties que l'occupation et installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Ils leur appartient de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. Le cas échéant, ils devront justifier auprès de la Polynésie française être couvert par la production des attestations des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public maritime ;

5° Ils font leur affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

6° Les travaux précités doivent être entièrement achevés par les titulaires de l'autorisation, sous peine de caducité, dans un délai d'une (1) année à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

À cet égard, les titulaires de l'autorisation devront fournir à la direction des affaires foncières un certificat de conformité délivré par le service de l'équipement et un plan de récolement établi par un géomètre agréé ;

7° Il ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation.

Art. 4. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 5. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à 15 000 F CFP (quinze-mille francs CFP). Les occupants s'obligent à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi).

Le paiement de la première annuité de la redevance et des frais y afférents intervient dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de retard dans le paiement, les sommes restant dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier est payé.

Art. 6. — Les frais et droits d'enregistrement, de publicité foncière et la taxe de publicité immobilière du présent arrêté, et des documents y annexés seront à la charge des bénéficiaires.

Art. 7. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par les occupants, à leurs frais et sous leurs responsabilités, sans aucune indemnité.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté, l'autorité compétente peut après mise en demeure restée infructueuse, prononcer l'abrogation de la présente autorisation, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT

Arrêté n° 6455 MGT du 24 juillet 2024 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la caisse des dépôts et consignations relative à la terre Outuerere cadastrée AV n° 9 nécessaire à l'aménagement du quai de Farepiti, sis à Bora Bora

NOR : DEQ24508535AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française. (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 773 CM du 27 avril 2023 portant versement à la caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à la reconstruction du quai de Farepiti, sis à Nunue, sur l'île de Bora Bora ;

Vu la dévolution successorale de Natuira ATINUA ;

Vu l'attestation de propriété de Maître DUBOUCH du 9 juillet 2024 ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Henriette SARCIAUX veuve CRIDLAND (bf 1) pour un montant de trois-millions-cinq-cent-quatre-mille francs CFP (3 504 000 F CFP).

Les coordonnées bancaires seront transmis directement à la caisse des dépôts et consignations par l'expropriant.

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charges des transports aériens, terrestres et maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6497 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de trois licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center

NOR : DTT24509043AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de trois licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center ;

Vu la demande de licence supplémentaire de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 22 mai 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 4374 MGT DTT du 28 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1195 PR SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5626 MGT du 12 juillet 2024 de la commission des licences supplémentaires réunie le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 modifié susvisé est supprimé et rédigé comme suit :

« portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de quatre licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center » .

Art. 2. — Le quatrième tiret du 1° de l'article 2 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« - nombre de véhicules prévus et caractéristiques : trois (3) véhicules de catégorie C (véhicules de catégorie MI ou NI conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île) » .

Art. 3. — L'article 3 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Art. 3.— Trois licences de transport touristique portant les n° 01C 13M, 02C 13M et 03E 13M sont délivrées à la SARL Moorea Activities Center.

Une licence supplémentaire de transport touristique portant le n° 04C 13M est délivrée à la SARL Moorea Activities Center » .

Art. 4. — Les autres dispositions du même arrêté sont sans changements.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6498 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 86 MET du 8 janvier 2019 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de dix neuf licences de transport touristique à la SARL Nahitokai

NOR : DTT24509033AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 86 MET du 8 janvier 2019 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de dix-neuf licences de transport touristique à la SARL Nahitokai ;

Vu la demande de licences supplémentaires de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 16 août 2023 ;

Vu l'avis n° 803 PR SDT du 23 avril 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5626 MGT du 12 juillet 2024 de la commission des licences supplémentaires réunie le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 86 MET du 8 janvier 2019, susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :

« portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de vingt et une licences de transport touristique à la SARL Nahitokai ».

Art. 2. — Les quatrièmes tirets des 1°) et 2°) de l'article 2 du même arrêté sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« 1°) Licences A :

- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : cinq (5) véhicules de catégorie A, autobus de catégorie M2 ou M3 de grandes capacités (de 23 places passagers et plus, conducteur exclu) ;

2°) Licences B :

- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : huit (8) véhicules de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacités (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu) ».

Art. 3. — L'article 3 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Art. 3.— Dix neuf licences de transport touristique portant les n° 01A 11M, 02A 11M, 03A 11M, 04A 11M, 05B 11M, 06B 11M, 07B 11M, 08B 11M, 09B 11M, 10B 11M, 11B 11M, 12C 11M, 13C 11M, 14C 11M, 15C 11M, 16C 11M, 17C 11M, 18C 11M et 19C 11M sont délivrées à la SARL Nahitokai.

Deux licences supplémentaires de transport touristique portant le n° 20A 11M et 21B 11M, sont délivrées à la SARL Nahitokai ».

Art. 4. — Les autres dispositions du même arrêté sont sans changements.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6499 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 2365 MET du 26 février 2019 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL ATV Safari Tours

NOR : DTT24509014AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 2365 MET du 26 février 2019 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL ATV Safari Tours ;

Vu la demande de licence supplémentaire de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 14 février 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 2607 MGT/DTT du 21 mars 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 804 PR/SDT du 23 avril 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5626 MGT du 12 juillet 2024 de la commission des licences supplémentaires réunie le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 2365 MET du 26 février 2019, susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :

« portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de trois licences de transport touristique à la SARL ATV Safari Tours ».

Art. 2. — L'article 2 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

« 1) Licences B :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : le Belvédère, les marae, l'usine de jus de fruit et visite des baies de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : deux (2) véhicules de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacités, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

« 2) Licence C :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : excursions vers le Belvédère, la plantation d'ananas, le lycée agricole, le magic moutain ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicule de catégorie M1ou N1 conçus en tout-terrain et classifié en catégorie G, destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île) ».

Art. 3. — L'article 3 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 18M est délivrée à la SARL ATV Safari Tous.

Deux licences supplémentaires de transport touristique portant les n° 02B 18M et 03B 18M, sont délivrées à la SARL ATV Safari Tours ».

Art. 4. — Les autres dispositions du même arrêté sont sans changements.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6500 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3979 MET du 7 mai 2014 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de deux licences de transport touristique à Mme Tracey THOMAS épouse MANATE

NOR : DTT24509010AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 3979 MET du 7 mai 2014 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution deux licences de transport touristique à Mme Tracey THOMAS épouse MANATE ;

Vu la demande de licence supplémentaire de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 29 avril 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 4747 MGT DTT du 5 juin 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1196 PR SDT du 28 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5626 MGT du 12 juillet 2024 de la commission des licences supplémentaires réunie le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 3979 MET du 7 mai 2014 modifié susvisé est supprimé et rédigé comme suit :

« portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de trois licences de transport touristique à Mme Tracey THOMAS épouse MANATE » .

Art. 2. — Le quatrième tiret de l'article 2 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« - nombre de véhicules prévus et caractéristiques : trois (3) véhicules de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu) » .

Art. 3. — L'article 3 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Art. 3.— Deux licences de transport touristique portant les n° 01B 61T et 02B 61T sont délivrées à Mme Tracey THOMAS épouse MANATE.

Une licence supplémentaire de transport touristique portant le n° 03B 61T, est délivrée à Mme Tracey THOMAS épouse MANATE » .

Art. 4. — Les autres dispositions du même arrêté sont sans changements.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6501 MGT du 25 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 8285 MGT du 2 août 2022 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Natalia KONSHINA

NOR : DTT24508986AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de licence supplémentaire de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 16 février 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 2534 MGT DTT du 19 mars 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 802 PR SDT du 23 avril 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5626 MGT du 12 juillet 2024 de la commission des licences supplémentaires réunie le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 8285 MGT du 2 août 2022, susvisé est supprimé et rédigé comme suit :

« portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de trois licences de transport touristique à Mme Natalia KONSHINA ».

Art. 2. — Le quatrième tiret de l'article 2 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« - nombre de véhicules prévus et caractéristiques : trois (3) véhicules de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu) ».

Art. 3. — L'article 3 du même arrêté est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01B 77T est délivrée à Mme Natalia KONSHINA.

Deux licences supplémentaires de transport touristique portant les n° 02B 77T et 03B 77T, sont délivrées à Mme Natalia KONSHINA ».

Art. 4. — Les autres dispositions du même arrêté sont sans changements.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6502 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL GMG Tahiti*NOR : DTT24509138AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 11 avril 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 3697 MGT DTT du 6 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1202 PR SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à la SARL GMG Tahiti.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : aéroport, quai des ferries, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : deux (2) véhicules de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacités (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Deux licences de transport touristique portant les n° 01B 94T et 02B 94T sont délivrées à la SARL GMG Tahiti.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6503 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Vahinerii MARAHITI A CHEUNG SEN*NOR : DTT24509131AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 28 décembre 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 1043 MGT/DTT du 31 janvier 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 798 PR/SDT du 23 avril 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à Mme Vahinerii MARAHITI A CHEUNG SEN.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : aéroport, les quais des paquebots et des ferries, visite de la ville de Papeete, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 93T est délivrée à Mme Vahinerii MARAHITI A CHEUNG SEN.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6504 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Lydia PLANT épouse FAATEREHIA

NOR : DTT24509119AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 12 décembre 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 580 MGT/DTT du 17 janvier 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 797 PR/SDT du 23 avril 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à Mme Lydia PLANT épouse FAATEREHIA.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : excursions privées en demi-journée, en journée complète, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 92T est délivrée à Mme Lydia PLANT épouse FAATEREHIA.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6505 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Maxime IVANOV*NOR : DTT24509111AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 6 novembre 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 7475 MGT DTT du 15 novembre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 796 PR SDT du 23 avril 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à M. Maxime IVANOV.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : différents sites touristiques de l'île, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 91T est délivrée à M. Maxime IVANOV.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6506 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Thierry Roland Teiva MULATIER*NOR : DTT24509109AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 16 juin 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 0709 MGT/DTT du 19 janvier 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1890 PR/SDT du 22 août 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le jeudi 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à M. Thierry Roland Teiva MULATIER.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle, transferts et tours de l'île vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : les quais, les hébergements et sites touristiques ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B (véhicule de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 91M est délivrée à M. Thierry Roland Teiva MULATIER.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6507 MGT du 25 juillet 2024 portant transfert de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et des licences de transport touristique qui y sont rattachées, délivrées initialement à Mme Vanessa ALVAREZ épouse LEON en faveur de M. Mihimana TANG

NOR : DTT24509102AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 23 avril 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 3698 MGT DTT du 6 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1201 PR SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à M. Mihimana TANG.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : aéroport, les différents sites archéologiques et touristiques de l'île, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : deux (2) véhicules de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacités (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Deux licences de transport touristique portant les n° 01B 70T et 02B 70T sont délivrées à M. Mihimana TANG.

Art. 4. — L'arrêté n° 271 MET du 8 janvier 2018 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de deux licences de transport touristique à Mme Vanessa ALVAREZ épouse LEON, sont abrogés.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6508 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Marie-Jeanne NORDOFF-FAATOMO*NOR : DTT24509086AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 31 août 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 5886 MGT/DTT du 5 septembre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 2282 PR/SDT du 20 octobre 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à Mme Marie-Jeanne NORDHOFF-FAATOMO.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : transfert de la clientèle, tours de l'île, excursions à la journée ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 90T est délivrée à Mme Marie-Jeanne NORDHOFF-FAATOMO.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6509 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. René PUNU*NOR : DTT24509084AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 12 juillet 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 5135 MGT DTT du 2 août 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1877 PR SDT du 22 août 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à M. René PUNU.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : aéroport, quai de Papeete, tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 89T est délivrée à M. René PUNU.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6510 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Marie-Lise YIP épouse LE TOUZE

NOR : DTT24509079AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 31 mai 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 4290 MGT DTT du 26 juin 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1875 PR SDT du 22 août 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à Marie-Lise YIP épouse LE TOUZE.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge uniquement de sa clientèle à partir de sa pension de famille et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : transfert de sa clientèle, aéroport, ville de Papeete, le port de Papeete, les différentes sites touristiques, tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 88T est délivrée à Mme Marie-Lise YIP épouse LE TOUZE.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6511 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'EURL Pare Lodge*NOR : DTT24509073AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 26 avril 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 3969 MGT DTT du 9 juin 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1867 PR SDT du 22 août 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à l'EURL Pare Lodge.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge uniquement de sa clientèle à partir de sa pension et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : transfert de sa clientèle, aéroport, les tours de l'île, la ville de Papeete, les tours privés, visites des sites touristiques ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 87T est délivrée à l'EURL Pare Lodge.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6532 MGT du 25 juillet 2024 portant délivrance de la licence de capitaine-pilote à M. Ronald MACLEAN pour les zones de pilotage relevant de la station de pilotage Te Ara Tai*NOR : DAM24509142AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1757 CM du 9 novembre 2020 portant règlement général du pilotage maritime en Polynésie française, et règlement particulier de la station de pilotage « Te Ara Tai » (erratum publié au JOPF n° 95 du 27 novembre 2020 à la page 18109) ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 16 juillet 2024, accompagnée de l'avis de la Compagnie Royvis Caymans Ltd ;

Vu la saisine du médecin des gens de mer en date du 18 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la commission technique du pilotage lors de la réunion du 23 juillet 2024 ;

Vu le satisfecit de la station de pilotage Te Ara Tai en date du 23 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La licence de capitaine-pilote est délivrée à M. Ronald MACLEAN pour le pilotage du navire (IJE) aux entrées et sorties des eaux intérieures de Tahiti (Vairao, passe de Tapuaeraha), Moorea, Huahine, Raiatea, Taha'a et Bora Bora, pour une période de deux années à compter du 29 juillet 2024.

Art. 2. — La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6533 MGT du 25 juillet 2024 portant autorisation d'empiétement d'une superficie de 311 m², sur les servitudes établies aux abords des ouvrages d'art sis au PK 2,900 est côté mer, section de Teavaro dans la commune de Moorea-Maiao, au profit de M. Olivier BILLAUDET

NOR : DEQ24508911AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 21 mars 2024 portant modification de l'annexe n° 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande formulée par M. Olivier BILLAUDET, par lettre du 6 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Olivier BILLAUDET un empiétement pour une superficie totale de 311 m², sur les parties des servitudes aux abords des ouvrages d'art définie à l'article 26 de la délibération 2004-34 du 12 février 2004, en aval des dalots de traversée construits au droit de la parcelle de terre dite Paetou partie cadastrée section CI n° 50, sise au PK 2,900 est côté mer, section de Teavaro dans la commune de Moorea-Maiao, tel que le tout figure sur le plan à l'échelle 1/500, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement des zones soumises à autorisation est acceptable du fait que les ouvrages de traversée sous la route peuvent être réaménagés en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords des ouvrages d'art.

Art. 3. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'enrochements et de remblais pour 311 m².

Art. 4. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Olivier BILLAUDET devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 3 au service de l'urbanisme.

Art. 5. — M. Olivier BILLAUDET s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 6. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 3 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan d'implantation joint au dossier.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié à M. Olivier BILLAUDET et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6541 MGT du 25 juillet 2024 portant transfert de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et de la licence de transport touristique qui y est rattachée, délivrées initialement à la SARL TopDive à la SARL Tahiti Shark Expeditions

NOR : DTT24509259AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de ladite société reçue à la direction des transports terrestres le 15 mars 2023 ;

Vu l'avis n° 2006 MGT/DTT du 27 mars 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 911 PR/SDT du 4 avril 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 713 MGT du 22 septembre 2023 du comité des transports terrestres réuni le 31 août 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à la SARL Tahiti Shark Expeditions.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transferts à titre non onéreux vers leur centre de plongée ;
- points de desserte : lieux fixés par la clientèle, les quais et les hébergements touristiques ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule n'entrant pas dans les catégories A, B, C, D affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 34M est délivrée à la SARL Tahiti Shark Expeditions.

Art. 4. — L'arrêté n° 4814 MET du 9 juin 2016 est abrogé.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gérant de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6542 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Justin, Arenui MONIER

NOR : DTT24509235AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 23 mai 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 4299 MGT/DTT du 27 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1191 PR/SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le jeudi 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à M. Justin, Arenui MONIER.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et excursions (visite de sa plantation, de son atelier de transformation avec dégustation de ses produits) ;
- points de desserte : lieux fixés par la clientèle, les hébergements touristiques et la plantation sise à Opunohu ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie C (véhicule de catégorie M1 ou N1 conçu en tout-terrain et classifié en catégorie G, destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 97M est délivrée à M. Justin, Arenui MONIER.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6543 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Raihiti Ariifano Kristina RENVOYE

NOR : DTT24509198AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 15 mai 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 4166 MGT/DTT du 17 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1190 PR/SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le jeudi 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à Mme Raihiti Ariifano Kristina RENVOYE.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle, transferts et tours de l'île vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : les quais, les hébergements et sites touristiques ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B (véhicule de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 96M est délivrée à Mme Raihiti Ariifano Kristina RENVOYE.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6544 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Valentin HANERE*NOR : DTT24509197AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 15 mai 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 4172 MGT/DTT du 17 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1194 PR/SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le jeudi 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à M. Valentin HANERE.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle, transferts et tours de l'île vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : les quais, les hébergements et sites touristiques ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B (véhicule de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 95M est délivrée à M. Valentin HANERE.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6545 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'association No Te Ihi Moana - MTS

NOR : DTT24509192AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 29 mai 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 4579 MGT DTT du 30 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1198 PR SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 17 mai 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à l'association No Te Ihi Moana - MTS.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge exclusivement de sa clientèle à titre non onéreux à partir de leur point de débarquement (port de Papeete) et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : aéroport, port de Papeete, les grands commerces de l'île, les hôtels, les établissements de soins (hôpitaux) ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 97T est délivrée à l'association No Te Ihi Moana - MTS.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6546 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à l'EURL Lagoon Games Polynesia*NOR : DTT24509190AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 du portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de ladite société reçue à la direction des transports terrestres le 29 février 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 2363 MGT/DTT du 15 mars 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 801 PR/SDT du 23 avril 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le jeudi 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à l'EURL Lagoon Games Polynesia.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transferts à titre non onéreux vers sa base aquatique ;
- points de desserte : lieux fixés par la clientèle et les hébergements touristiques ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule n'entrant pas dans les catégories A, B, C, D affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 94M est délivrée à l'EURL Lagoon Games Polynesia.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gérant de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6547 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Artur HAYRAPETYAN*NOR : DTT24509150AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 31 mai 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 4028 MGT/DTT du 12 juin 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1886 PR/SDT du 22 août 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à M. Artur HAYRAPETYAN.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : tours privés en demi-journée, tours privés nocturnes, tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 96T est délivrée à M. Artur HAYRAPETYAN.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6548 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Lindsay Nellia Tahiapiiianuanua LE BRONNEC épouse TETUANUI

NOR : DTT24509149AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 21 septembre 2023 ;

Vu l'avis n° 6690 MGT/DTT du 9 octobre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 2284 PR/SDT du 20 octobre 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le jeudi 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à Mme Lindsay Nellia Tahiapiiianuanua LE BRONNEC épouse TETUANUI.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle, visites, tours de l'île vers des points de desserte bien précis, immersion et partage culturels ;
- points de desserte : lieux fixés par la clientèle, les hébergements et sites touristiques ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B (véhicule de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 93M est délivrée à Mme Lindsay Nellia Tahiapiiianuanua LE BRONNEC épouse TETUANUI.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6549 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Te A'o Island Tour*NOR : DTT24509145AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 15 mai 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 4168 MGT/DTT du 17 mai 2024 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1200 PR/SDT du 26 juin 2024 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à la SARL Te A'o Island Tour.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leurs hôtels et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : visite des sites touristiques, culturels et archéologiques de l'île, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 95T est délivrée à la SARL Te A'o Island Tour.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6550 MGT du 25 juillet 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Francis COURDE*NOR : DTT24509144AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 690 PR du 17 mai 2024 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité des transports terrestres et des commissions des licences supplémentaires et de discipline prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 27 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 5139 MGT/DTT du 2 août 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1880 PR/SDT du 22 août 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 5625 MGT du 12 juillet 2024 du comité des transports terrestres réuni le jeudi 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à M. Francis COURDE.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle, excursions en montagne et à l'intérieur de l'île vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : les hébergements touristiques, différents sites à l'intérieur de l'île et le lycée agricole ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un (1) véhicule de catégorie C (véhicule de catégorie M1 ou N1 conçu en tout-terrain et classifié en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 92M est délivrée à M. Francis COURDE.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6594 MGT du 26 juillet 2024 portant autorisation d'empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 8,5 m2, sur la terre Tavana Vaieri Teoromea : lot 3, au droit de la parcelle cadastrée section BD n° 92, sise dans la commune associée de Vairao, commune de Taiarapu-Ouest, sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Marie-Thérèse MARERE

NOR : DEQ24509018AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1249 CM du 20 juillet 2023 portant modification de l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 modifié portant réglementation sur la grande voirie dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de délimitation du domaine public n° 987-483-R-2023-607/n° 380286/MD/DEQ/TOPO/AL du 4 décembre 2023 ;

Vu la demande formulée par M. et Mme DOOM Darryl et Florence mandataires de Mme Marie-Thérèse MARERE ;

Vu le plan d'implantation à l'échelle 1/1000 et le plan d'assainissement à l'échelle 1/200 ;

Considérant que la servitude n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé, au profit de Mme Marie-Thérèse MARERE, un empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 8,5 m2, sur la terre Tavana Vaieri Teoromea : lot 3, au droit de la parcelle cadastrée section BD n° 92, sise dans la commune associée de Vairao, commune de Taiarapu-Ouest, sur l'île de Tahiti, tel que le tout figure sur le plan d'implantation du projet joint dans le dossier du bénéficiaire.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'un mur de clôture.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. Mme Marie-Thérèse MARERE devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — Mme Marie-Thérèse MARERE, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de délimitation joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à Mme Marie-Thérèse MARERE, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Jordy CHAN

Arrêté n° 6625 MGT/DAC du 29 juillet 2024 portant délégation de signature de M. Marangai MOEROA, directeur de l'aviation civile, au profit d'agents placés sous son autorité*NOR : DAC24510225AM*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 331 CM du 20 février 2008 modifié relatif à la direction de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 2106 CM du 23 novembre 2023 portant nomination de M. Marangai MOEROA en qualité de directeur de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 5294 MGT du 17 juin 2024 portant délégation de signature à M. Marangai MOEROA, directeur de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Ranitea AMARU, juriste, à l'effet de signer, au nom du directeur de l'aviation civile, les actes et correspondances dans le domaine de la gestion des ressources humaines du service, particulièrement en matière de gestion du personnel et de dialogue social avec les partenaires sociaux.

Art. 2. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation : le directeur de l'aviation civile,
Marangai MOEROA

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES**Arrêté n° 6389 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois d'août 2024***NOR : DAE24509545AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié fixant le régime d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 1283 CM du 20 octobre 1986 modifié relatif au régime d'importation de fruits et légumes frais ;

Vu l'avis de la conférence agricole consultative réunie le 19 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les importations de fruits frais et légumes frais ci-après désignés sont autorisées pour le mois d'août 2024 dans la limite des quotas suivants et sous réserve de l'écoulement de la production locale :

Aubergines	Fermé	
Brocolis	Libre	1 et 2
Carottes	Fermé	
Choux fleurs	Libre	1 et 2
Choux pommés	Fermé	
Citrons	Fermé	
Concombres	Fermé	
Courges	Fermé	
Courgettes	Fermé	
Haricots verts	Libre	1 et 2
Laitue 1re gamme	Fermé	
Laitue 4e gamme (lavée, découpée et sous sachet fermé)	3,8 tonnes	1 et 2
Litchis	Libre	1 et 2
Mandarines	Libre sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1
Melons	Libre	1
Navets	Fermé	
Oranges	Libre sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1
Pastèques	Libre	1
Persils	Fermé	
Poireaux	Libre sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1
Poivrons verts	Fermé	
Poivrons autres que vert	8 tonnes	1
Pommes de terre	Libre	1
Radis	1 tonne sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1 et 2
Tomates	Fermé	

(1) importation par voie maritime (2) importation par voie aérienne

Art. 2. — Un quota mensuel supplémentaire de 7 % sur les quotas mensuels ouverts sur chaque produit énoncé au sein du tableau ci-dessus est attribué à un nouvel importateur répertorié représentatif d'un nouveau réseau de distribution de détail.

Art. 3. — En cas de production locale suffisante et constatée notamment après appel à approvisionnement effectif par des producteurs locaux recensés ou après vérification auprès de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire de la Polynésie française, les importateurs-distributeurs sont tenus de réguler leur contingent d'importation sans bénéfice des dispositions de l'article 6 ci-dessous.

Art. 4. — Un quota supplémentaire par produit peut être alloué, à titre exceptionnel, par la direction générale des affaires économiques, notamment dans le but de procéder à des ajustements dus à d'éventuelles erreurs des importateurs.

Art. 5. — En situation de fermeture ou de contingentement à l'importation, tous les fruits et légumes «biologiques ou organics» sont autorisés à l'importation sous couvert d'une licence d'importation dans la limite d'un quota maximal équivalent à sept pour cent (7 %) du volume de consommation mensuel du produit concerné. Ce quota spécifique est réparti par la direction générale des affaires économiques entre les importateurs, selon la même méthode appliquée dans la répartition des fruits et légumes non biologiques.

Art. 6. — Un quota d'importation de certains fruits et légumes pouvant atteindre un plafond de 50 % des quotas ouverts par produit, peut être accordé en cours de mois, à chaque importateur répertorié ; seulement en cas d'absence ou de pénurie avérée de la production locale et au regard des stocks disponibles et de la situation de l'importateur vis-à-vis de ses concurrents. Les importations par voie maritime effectuées obligatoirement dans ce cadre doivent être débarquées au port de Papeete avant le 15^e jour du mois suivant (m+1) le mois concerné par le quota d'importation.

Art. 7. — Les hôtels de tourisme international sont autorisés à faire appel, notamment à des importateurs répertoriés pour importer librement des fruits et légumes frais, toutefois en privilégiant autant que possible l'achat de produits locaux.

Art. 8. — Les quotas ouverts normaux sont répartis par la direction générale des affaires économiques entre les importateurs répertoriés.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6401 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Mataiea nui pétanque pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II*NOR : DAE24508831AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Mataiea nui pétanque en date du 21 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — l'association Mataiea nui pétanque, représentée par son président M. Alphonse ATEO, dont le siège social est situé à Mataiea, PK 47,500 côté montagne, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 12 et dimanche 13 octobre 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Challenge 2024 : doublettes hommes, femmes et vétérans » au boudrome de Papara, PK 35,500 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6402 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de la section pétanque de l'association sportive Dragon pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24508821AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par la section pétanque de l'association sportive Dragon en date du 21 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — La section pétanque de l'association sportive Dragon, représentée par son président M. Daniel TCHEOU HIVA TCHENG, dont le siège social est situé à Papeete, au complexe sportif Arthur-Chung, quartier Titioro, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 5 et dimanche 6 octobre 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Challenge 2024 : doublettes hommes, femmes et vétérans » au boulodrome de Papara, PK 35,500 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6440 MEF du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Quentin MONSERRAT et Mme Noémie VERTU pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24507747AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti et reçu le 28 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 190 000 F CFP (deux-millions-cent-quatre-vingt-dix-mille francs CFP), soit 30 000 F CFP x 73 m², en faveur de M. Quentin MONSERRAT et Mme Noémie VERTU, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 43 900 000 F CFP (quarante-trois-millions-neuf-cent-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 6441 MEF du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Lahaina MARTIN et M. Temanaha HUHINA pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24507341AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti et reçu le 21 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 4 000 000 F CFP (quatre-millions francs CFP), soit 40 000 F CFP X 100 m², en faveur de Mme Lahaina MARTIN et M. Temanaha HUHINA, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 22 188 209 F CFP (vingt-deux-millions-cent-quatre-vingt-huit-mille-deux-cent-neuf francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Afaahiti, Taïarapu-Est.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires .

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 6442 MEF du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jean-François LONFAT pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24507811AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque SOCREDO et reçu le 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 4 000 000 F CFP (quatre-millions de francs CFP), soit 40 000 F CFP x 100 m², en faveur de M. Jean-François LONFAT, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 41 088 581 F CFP (quarante-et-un-millions-quatre-vingt-huit-mille-cinq-cent-quatre-vingt-un francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Mahina.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 6443 MEF/DGAE du 23 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Félicien MARTIN pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24507961AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Tahiti le 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 928 350 F CFP (neuf-cent-vingt-huit-mille-trois-cent-cinquante francs CFP), en faveur de M. Félicien MARTIN correspondant à 30 % des dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation du logement à usage d'habitation principale déclarées dans la demande d'aide à hauteur de 3 094 500 F CFP (trois-millions-quatre-vingt-quatorze-mille-cinq-cents francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Rangiroa.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30 % des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques, et par délégation : la directrice adjointe,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6476 MEF/DGAE du 24 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Rahui Ryan Rahinui RENVOYÉ-FONG au titre des aides à l'équipement des petites entreprises*NOR : DAE24506752AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Rahui Ryan Rahinui RENVOYÉ-FONG et déposée le 19 avril 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Rahui Ryan Rahinui RENVOYÉ-FONG (n° TAHITI D57233), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 15 575 565 F CFP (quinze-millions-cinq-cent-soixante-quinze-mille-cinq-cent-soixante-cinq francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (excursions touristiques) située à Moorea-Maiao.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques, et par délégation : la directrice adjointe,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6562 MEF/DGAE du 26 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Tamarii Amuiraa Vaiterupe pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE2450897AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Tamarii Amuiraa Vaiterupe reçue le 8 juillet 2024, complétée le 12 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Paea en date du 10 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Tamarii Amuiraa Vaiterupe, représentée par son président M. Yves TEHEIPUARII, dont le siège social est situé à Paea, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 12 et dimanche 13 octobre 2024 à l'occasion de la manifestation intitulée « journée corporative pétanque » au bouldrome de Manu Ura, sis à Paea.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 8 heures à 22 heures.

Pour la vente à emporter de boissons alcooliques non réfrigérées :

- de 8 heures à 20 heures le samedi 12 octobre 2024 ;

- de 8 heures à 12 heures le dimanche 13 octobre 2024.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires maritimes polynésiennes, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6563 MEF/DGAE du 26 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Tamarii Amuiraa Vaiterupe pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24508575AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Tamarii Amuiraa Vaiterupe reçue le 8 juillet 2024, complétée le 12 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Paea en date du 10 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Tamarii Amuiraa Vaiterupe, représentée par son président M. Yves TEHEIPUARII, dont le siège social est situé à Paea, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 10 et dimanche 11 août 2024 à l'occasion de la manifestation intitulée « Journée corporative pétanque » au bouldrome de Manu Ura sis à Paea.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 8 h à 22 h ;

Pour la vente à emporter de boissons alcooliques non réfrigérées :

- de 8 h à 20 h le samedi 10 août 2024 ;
- de 8 h à 12 h le dimanche 11 août 2024.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6592 MEF du 26 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Aurélien PETITPAS dans le cadre du dispositif d'aide à l'installation des jeunes diplômés

NOR : DAE24504012AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024, relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2018-7 du 15 mars 2018 modifiée portant diverses mesures de soutien à l'économie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1656 CM du 23 octobre 2020 définissant les modalités d'attribution de l'aide aux jeunes diplômés ;

Vu la demande d'aide présentée par M. Aurélien PETITPAS et déposée le 22 décembre 2023 ;

Vu le compte-rendu de la commission d'aide aux jeunes diplômés réunie le 9 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Aurélien PETITPAS (n° TAHITI F33577), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels et/ou d'aménagement du local estimées à 74 071 917 F CFP TTC (soixante-quatorze-millions-soixante-et-onze-mille-neuf-cent-dix-sept francs CFP), relatives à son activité de chirurgien-dentiste, dans le cadre du dispositif d'aide à l'installation des jeunes diplômés.

Art. 2. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte bancaire du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Tahiti, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 4. — Dans les 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté attributif de l'aide, le bénéficiaire de l'aide transmet au service en charge des affaires économiques les documents justifiant la réalisation de la totalité des dépenses d'investissement présentées dans sa demande.

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à M. Aurélien PETITPAS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 6593 MEF/DGAE du 26 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Tahanea TORI dans le cadre du dispositif d'aide à l'installation des jeunes diplômés

NOR : DAE24504015AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024, relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2018-7 du 15 mars 2018 modifiée portant diverses mesures de soutien à l'économie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1656 CM du 23 octobre 2020 définissant les modalités d'attribution de l'aide aux jeunes diplômés ;

Vu la demande d'aide présentée par Mme Tahanea TORI et déposée le 7 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 502 000 F CFP (cinq-cent-deux-mille francs CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Tahanea TORI (n° TAHITI F48369), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels et/ou d'aménagement du local estimées à 1 674 101 F CFP (un-million-six-cent-soixante-quatorze-mille-cent-un francs CFP), relatives à son activité de sage-femme, dans le cadre du dispositif d'aide à l'installation des jeunes diplômés.

Art. 2. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte bancaire du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000F.

Art. 4. — Dans les 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté attributif de l'aide, le bénéficiaire de l'aide transmet au service en charge des affaires économiques les documents justifiant la réalisation de la totalité des dépenses d'investissement présentées dans sa demande.

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de la quote-part de l'aide non justifiée.

Art. 5. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tahanea TORI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation : la directrice adjointe,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6626 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de la section pétanque de l'association sportive Vaiete en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24510049AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par la section pétanque de l'association sportive Vaiete en date du 21 juin 2024 et complétée le 22 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — La section pétanque de l'association sportive Vaiete, représentée par sa présidente Mme Mareva ATURIA, dont le siège social est situé à Pirae, Fautaua Val, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 26 et dimanche 27 octobre 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Challenge 2024 : doublette hommes, femmes et vétérans » qui se déroulera au boulodrome de Papara, PK 35,500 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :
- pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6627 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Pirae Nui Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II*NOR : DAE24509610AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Pirae Nui Pétanque en date du 21 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Pirae Nui Pétanque, représentée par son président M. Christophe TAURAATUA, dont le siège social au boulodrome jouxtant le complexe Audibert de l'OPT de la commune de Pirae, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le samedi 3 août 2024 et le dimanche 4 août 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Challenge 2024 : Doublette hommes - femmes - vétérans » au boulodrome de Papara situé au PK 36 côté montagne, route de la maire, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :
- pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6628 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant habilitation de M. Christophe BOITON en qualité d'agent spécial d'assurance de la Compagnie française de défense et de protection (CFDP)*NOR : DAE24508336AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances applicable en Polynésie française ;

Vu la demande d'habilitation sollicitée par M. Christophe BOITON, directeur général de la Compagnie française de défense et de protection, en date du 2 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Christophe BOITON, demeurant en France, est habilité en qualité d'agent spécial d'assurance de la Compagnie française de défense et de protection (CFDP) en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurances des branches définies à l'article R. 321-1 du code des assurances suivantes :

16. Pertes pécuniaires diverses ;

Pertes de loyers ou de revenus ;

Pertes pécuniaires non commerciales ;

17. Protection juridique.

Art. 2. — L'arrêté n° 1333 PR du 12 décembre 2012 relatif à l'habilitation de M. Frédéric ARMANDI en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Compagnie française de défense et de protection (CFDP), est abrogé.

Art. 3. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6629 MEF/DGAE du 29 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association sportive Mahina Nui Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II*NOR : DAE24510032AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association sportive Mahina Nui Pétanque en date du 8 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara,

Arrête :

Article 1er. — L'association sportive Mahina Nui Pétanque, représentée par son président M. Marc NATIKI, dont le siège social est situé à Mahina, PK 9,950 côté montagne, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 17 et dimanche 18 août 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Challenge 2024 : doublette hommes, femmes et vétérans » qui se déroulera au boudrome de Papara, PK 35,500 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :
- pour la vente à consommer sur place : de 10 h à 20 h.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE
L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 6400 MPR du 23 juillet 2024 autorisant la résiliation conventionnelle du bail du 1er février 2021 et abrogeant l'arrêté n° 12816 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 36 d'une superficie de 0,84 ha dépendant du lotissement agricole Amo, commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA

NOR : SDR24508417AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12816 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 36 d'une superficie de 0,84 ha dépendant du lotissement agricole Amo, commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA ;

Vu le bail à ferme conclu entre la Polynésie française et Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA le 1er février 2021, enregistré le 2 mars 2021, bordereau n° 455 ;

Vu l'acte de décès n° 17 dressé le 20 mai 2024 de Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 12816 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 36 d'une superficie de 0,84 ha dépendant du lotissement agricole Amo, commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA, est abrogé à compter du 18 mai 2024.

Art. 2. — Le bail à ferme du 1er février 2021 conclu entre la Polynésie française et Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA, enregistré le 2 mars 2021, est résilié à compter du 18 mai 2024.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux ayants droit de Mme Imelda Tuane OPUU épouse MAREA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6403 MPR/DRM du 23 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 5059 VP du 29 mai 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Iris Vahuva VAHINE épouse BREDIN, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 391)

NOR : DRM24508972AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric Ponsonnet en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Iris Vahuva VAHINE épouse BREDIN du 15 juillet 2024, reçue le 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 5059 VP du 29 mai 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Iris Vahuva VAHINE épouse BREDIN, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 391), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, Mme Iris Vahuva VAHINE épouse BREDIN dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Iris Vahuva VAHINE épouse BREDIN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6404 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Claude LEILLE sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 216)

NOR : DRM24509487AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10283 VP du 13 septembre 2019 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Claude LEILLE sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 216) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Claude LEILLE et Mme Isabelle PAKAITI ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 11 juillet 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Claude LEILLE, non datée, reçue le 18 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Claude LEILLE, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 23 novembre 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 30 lignes ;
 - pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 37 ha (8,77 ha ; 21,15 ha et 7,08 ha) ;
 - pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 m².
- Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 627 000 F CFP (six-cent-vingt-sept-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 30 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 60 000 F CFP,
- sur la base de 37 ha à 1 500 F CFP/1000 m², soit 555 000 F CFP,
- sur la base de 60 m² à 200 F CFP/m², soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 23 novembre 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Claude LEILLE de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Claude LEILLE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6405 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Joseph JOUSSIN, sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 104)

NOR : DRM24509195AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric Ponsonnet en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8586 VP du 30 juillet 2019 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Joseph JOUSSIN, sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 104) ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Kaukura du 30 mai 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Joseph JOUSSIN du 10 juillet 2024 reçue le 18 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Kaukura,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Joseph JOUSSIN, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 22 novembre 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5 emplacements d'une superficie totale de 20 ha (6,70 ha ; 2,60 ha ; 3,80 ha ; 0,20 ha ; et 6,70 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 18 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 303 600 F CFP (trois-cent-trois-mille-six-cents francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 20 ha à 1 500 F CFP/1 000 m², soit 300 000 F CFP ;
- sur la base de 18 m² à 200 F CFP/m², soit 3 600 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 22 novembre 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Joseph JOUSSIN de ses autorisations d'exercer une activité de producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Joseph JOUSSIN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6406 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Xavier Matarere ATEO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 241)

NOR : DRM24509146AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric Ponsonnet en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8598 VP du 30 juillet 2019 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Xavier Matarere ATEO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 241) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Xavier Matarere ATEO et la SCA Maruata ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Ahe du 14 juin 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Xavier Matarere ATEO du 28 mai 2024, reçue le 17 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Ahe,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Xavier Matarere ATEO, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 6 août 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 5 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2,66 ha ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 36 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 57 100 F CFP (cinquante-sept-mille-cent francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 5 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 10 000 F CFP ;
- sur la base de 2,66 ha à 1 500 F CFP/1 000 m², soit 39 900 F CFP ;
- sur la base de 36 m² à 200 F CFP/m², soit 7 200 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 6 août 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Xavier Matarere ATEO de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Xavier Matarere ATEO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6407 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. John Tetauru HATITIO, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 262)

NOR : DRM24509020AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric Ponsonnet en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8584 VP du 30 juillet 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. John Tetauru HATITIO, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 262) ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Manihi ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. John Tetauru HATITIO du 5 juin 2024 reçue le 16 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Manihi,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. John Tetauru HATITIO, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 10 septembre 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 15 ha (12,5 ha et 2,5 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 36 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 252 200 F CFP (deux-cent-cinquante-deux-mille-deux-cents francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 15 ha à 1 500 F CFP/1 000 m², soit 225 000 F CFP ;
- sur la base de 36 m² à 200 F CFP/m², soit 7 200 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 10 septembre 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. John Tetauru HATITIO de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. John Tetauru HATITIO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6408 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Yip Pearls, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 386)

NOR : DRM24509013AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric Ponsonnet en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8587 VP du 30 juillet 2019 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Yip Pearls, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 386) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 21 mai 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA Yip Pearls du 14 juin 2024, reçue le 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de la SCA Yip Pearls, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 6 août 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 50 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 9,90 ha ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 260 500 F CFP (deux-cent-soixante-mille-cinq-cents francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 50 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 100 000 F CFP ;
- sur la base de 9,90 ha à 1 500 F CFP/1 000 m², soit 148 500 F CFP ;
- sur la base de 60 m² à 200 F CFP/m², soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 6 août 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par la SCA Yip Pearls de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Yip Pearls et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6409 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tutu Frédéric HOAN, sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 171)

NOR : DRM24508894AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5044 VP du 7 mai 2019 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tutu Frédéric HOAN sis à Takapoto commune de Takaroa (exploitant n° 171) ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire délégué de la commune associée de Takapoto ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Tutu Frédéric HOAN, non datée, reçue le 24 juin 2024 et enregistrée le 12 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Takapoto,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Tutu Frédéric HOAN, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 5 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 10 000 F CFP (dix-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :
- sur la base de 5 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 10 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 9 juillet 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Tutu Frédéric HOAN de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tutu Frédéric HOAN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6410 MPR/DRM du 23 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Takovea, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 400)

NOR : DRM24508915AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric Ponsonnet en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Manihi ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA Takovea du 20 juin 2023, reçue le même jour ;

Vu la demande d'autorisation de travaux immobiliers pour l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffe et d'un ponton sur pilotis formulée par la SCA Takovea du 10 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Manihi ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 2 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de la SCA Takovea, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 ha ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 45 m² ;
- pour l'implantation d'un ponton sur pilotis : 39 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 194 000 F CFP (cent-quatre-vingt-quatorze-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 ha à 1 500 F CFP/1 000 m², soit 150 000 F CFP ;
- sur la base de 45 m² à 200 F CFP/m², soit 9 000 F CFP ;
- sur la base de 39 m² à 60 F CFP/m² avec un minimum de 15 000 F CFP, soit 15 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par la SCA Takovea de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Takovea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6411 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Cindy Maire VAROA à l'usage de son exploitation perlicole, sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 119)

NOR : DRM24509037AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « Fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2480 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Cindy Maire VAROA, sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 119) ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de Mme Cindy Maire VAROA du 9 juillet 2024 reçue le 15 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de Mme Cindy Maire VAROA, titulaire des cartes de producteurs d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Takume, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 5 mars 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de Mme Cindy Maire VAROA délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — Mme Cindy Maire VAROA s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Cindy Maire VAROA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6412 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Teanuhe Michel ELLIS à l'usage de son exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 128)

NOR : DRM24508117AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

l'arrêté n° 4078 MPR/DRM du 17 avril 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Teanuhe Michel ELLIS sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 128) ;

Vu les factures justificatives de M. Teanuhe Michel ELLIS de la période du 11 juillet 2023 au 17 juin 2024 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Teanuhe Michel ELLIS du 3 juillet 2024 reçue le 5 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Teanuhe Michel ELLIS, titulaire de la carte de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 17 juin 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 4 200 litres d'essence sans plomb et 1 000 litres de gazole pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Teanuhe Michel ELLIS délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Teanuhe Michel ELLIS s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Teanuhe Michel ELLIS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6413 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO à l'usage de son exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 336)

NOR : DRM24509019AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric Ponsonnet en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « Fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5580 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 336) ;

Vu les factures justificatives de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO de la période du 30 juin 2023 au 17 juin 2024 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO du 10 mars 2024 reçue le 18 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Ahe, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 2 juillet 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 4 600 litres d'essence sans plomb et 400 litres de gazole pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6414 MPR/DRM du 23 juillet 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Francis Ariihau Philippe PARKER à l'usage de son exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 120)

NOR : DRM24508111AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Arrêté n° A remplir portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Francis Ariihau Philippe PARKER, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 120) ;

Vu les factures justificatives de M. Francis Ariihau Philippe PARKER de la période du 11 juillet 2023 au 8 juillet 2024 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Francis Ariihau Philippe PARKER du 26 juin 2024, reçue à la même date ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour les transferts de nacres inter-îles de M. Francis Ariihau Philippe PARKER du 9 juillet 2024, reçue le 9 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Francis Ariihau Philippe PARKER, titulaire A remplir, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du A remplir.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 8 200 litres d'essence sans plomb et 600 litres de gazole pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Francis Ariihau Philippe PARKER délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Francis Ariihau Philippe PARKER s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis Ariihau Philippe PARKER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6415 MPR/DRM du 23 juillet 2024 accordant à M. Pascal Xavier Taaroa MARTINEZ le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24509497AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 15 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu les pièces de la demande présentée par Pascal Xavier Taaroa MARTINEZ réceptionnées le 24 janvier 2022 ;

Vu l'arrêté n° 222 MLA/DPAM du 10 janvier 2019 portant délivrance du Brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) à M. Pascal Xavier Taaroa MARTINEZ ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 682/2024 du 18 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en sa séance du 29 mars 2022,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » est accordée à M. Pascal Xavier Taaroa MARTINEZ, armateur du navire dénommé « Monoihere Iti IV », immatriculé à Papeete sous le numéro PY 40547 PE, pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Les caractéristiques principales dudit navire sont les suivantes :

- a) Type : poti marara ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 8,63 m ;
- d) Largeur hors tout : 2,86 m ;
- e) Type de motorisation : in bord diesel ;
- f) Composition de l'équipage : 1 capitaine, 1 marin pêcheur.

Art. 3. — Les techniques de pêche autorisées et les espèces ciblées par l'armateur sont les suivantes :

- a) Techniques ou engins de pêche :
- pêche au harpon ;

- pêche à la traîne ;
- pêche à la ligne de fond ;
- pêche à la canne.

b) Espèces ciblées :

- petits pélagiques ;
- grands pélagiques ;
- poissons des profondeurs.

Art. 4. — M. Pascal Xavier Taaroa MARTINEZ est soumis aux obligations fixées par l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 modifié et notamment :

- tenir un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et remettre ce document à la direction des ressources marines chaque trimestre ;
- fournir les informations complémentaires relatives à l'activité et la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre de création d'emploi par exploitation et la consommation de carburant ;
- restituer le dernier carnet carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet carburant ;
- équiper le navire d'un système de suivi de navires, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de respecter les modalités d'utilisation de ce système conformément aux prescriptions du service en charge de la pêche.

Art. 5. — Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 4456 MCE/DRM du 4 mai 2022 accordant à M. Pascal Xavier Taaroa MARTINEZ le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite en « projet de construction » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 6. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6451 MPR/DIREN du 23 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3236 MSE du 17 juillet 1990 modifié autorisant le territoire de la Polynésie française à installer et exploiter l'abattoir territorial de Papara sur une partie du lotissement domanial de la vallée de Papeiti, commune de Papara, établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement

NOR : ENV24510011AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le code du travail de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 3236 MSE du 17 juillet 1990 modifié autorisant le territoire de la Polynésie française à installer et à exploiter l'abattoir territorial de Papara sur une partie du lotissement domanial de la vallée de Papeiti (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Papara) ;

Vu l'arrêté n° 12805 MCE/DIREN du 26 novembre 2021 portant modification de l'arrêté n° 3236 MSE du 17 juillet 1990 autorisant le territoire de la Polynésie française à installer et à exploiter l'abattoir territorial de Papara sur une partie du lotissement domanial de la vallée de Papeiti (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Papara) ;

Vu la demande formulée par le territoire de la Polynésie française, représentée par M. le directeur de l'agriculture, enregistrée sous le n° 3444 DIREN/AR du 1er juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — A l'intitulé : « Traitement dans une station d'épuration propre à l'installation » de l'arrêté n° 3236 MSE du 17 juillet 1990 modifié, les prescriptions au : « 1- Charge » sont modifiées et rédigées comme suit :

« Le flux de pollution journalier moyen (échantillon moyen sur 24 heures non décanté) rejeté par l'établissement après traitement devra, pour les différents paramètres mesurés, être toujours inférieur à :

« - 30 mg/l DBO5 ;

« - 90 mg/l DCO ;

« - 30 mg/l MES ;

« - 30 mg/l Azote total ;

« - 18 mg/l Phosphore total exprimé en P2O5. »

Art. 2. — Le reste des prescriptions de l'arrêté n° 3236 MSE du 17 juillet 1990 modifié est inchangé.

Art. 3. — La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Papeete dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française

Art. 4. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : pour le directeur de l'environnement absent, la directrice adjointe,
Francine TSIOU FOUC épouse BOUREILLE

Arrêté n° 6452 MPR/DIREN du 23 juillet 2024 autorisant l'EURL Tane Aroarii à installer et exploiter un concasseur, commune de Bora Bora, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement

NOR : ENV24503804AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le code du travail de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre Verhoest en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande formulée par l'EURL Tane Aroarii, représentée par M. Aroarii TANE, enregistrée sous le n° 24-13 ENV/IC ;

Vu les prescriptions de la direction de la protection civile n° HC 649 CAB/DPC/AD du 8 avril 2024 enregistré sous le n° 1939 DIREN/AR du 11 avril 2024 ;

Vu l'avis de la commission des installations classées émis en sa séance du 4 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Sous réserve de la réglementation en vigueur et des dispositions du présent arrêté, l'EURL Tane Aroarii est autorisée à installer et exploiter un concasseur, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement, sis à Anau.

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

Terre/Démembrement	Commune	Section	N° Parcelle	Ha	a	ca	Propriétaire
BORABORA FANAUTAHU Lot 1	Bora Bora	AO	37	00	99	12	M. TANE Aroarii Hermann et Mme Healani Perle Tatiana SMITH, son épouse

Art. 2. — L'établissement relève de la deuxième classe, rubrique 2515-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'activité classée est répertoriée dans le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Volume	Classe
2515-b	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : (...)</p> <p>b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	Un concasseur et ses annexes pour 91,2 kW.	2

Art. 3. — Cette installation est soumise aux dispositions de l'arrêté-type 0000, fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées de deuxième classe.

Pour l'application dudit arrêté-type, le site est considéré comme relevant de la zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles ainsi que les zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux.

Art. 4. — L'exploitation est en sus astreinte aux obligations suivantes :

- maintenir en permanence l'accessibilité du site afin de garantir la mise en œuvre des moyens d'intervention et de secours des sapeurs-pompiers de la commune de Bora Bora ;
- entretenir une zone vierge de végétation de dix mètres autour des installations en limite de zone boisée et végétalisée ;
- définir une procédure de ravitaillement en carburant de groupe électrogène ;
- établir et afficher aux entrées du site les consignes d'incendie indiquant notamment le numéro du responsable d'exploitation. Ces dernières doivent être transmises aux sapeurs-pompiers de la commune de Bora Bora ;
- procéder à la réfection dans leur état initial des servitudes communales éventuellement dégradées par l'entreprise en raison de l'amenée et de l'évacuation des matériaux extraits.

Art. 5. — La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Papeete dans un délai de deux mois à compter de sa publication *au Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6458 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société EURL Huahine Excursions à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins sans mise à l'eau dans les eaux de Huahine avec le navire de numéro d'immatriculation PY 2766 (Huahine Nautique II) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510034AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Marc GARNIER en date du 27 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Kaleo GARNIER ou Marc GARNIER,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Huahine Excursions est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Huahine avec le navire de numéro d'immatriculation PY 2766 (Huahine Nautique II) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Huahine Excursions est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Huahine avec le navire de numéro d'immatriculation PY 2766 (Huahine Nautique II) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Huahine Excursions exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 2766 (Huahine Nautique II) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — En l'absence d'encadrants aquatiques, la société EURL Huahine Excursions est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins sans mise à l'eau.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société EURL Huahine Excursions s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société EURL Huahine Excursions s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société EURL Huahine Excursions s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société EURL Huahine Excursions s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,

Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6459 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant M. Manutea MALINOWSKI à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19717 (Novakea) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510035AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Manutea MALINOWSKI en date du 22 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Manutea MALINOWSKI, Tevai MALINOWSKI, Igor PAPARAI, Marama GARIGESSE ou Mike ARIHOTIMA ;

Vu la carte professionnelle de Manutea MALINOWSKI ou Tevai MALINOWSKI,

Arrête :

Article 1er. — M. Manutea MALINOWSKI est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19717 (Novakea) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. Manutea MALINOWSKI est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19717 (Novakea) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. Manutea MALINOWSKI exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 19717 (Novakea) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — M. Manutea MALINOWSKI s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — M. Manutea MALINOWSKI s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — M. Manutea MALINOWSKI s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — M. Manutea MALINOWSKI s'engage à informer la direction de l'environnement de toute modification des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,

Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6460 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société EURL Le Kaokiri à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaokiri) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510036AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Naea BOUREZ en date du 6 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Naea BOUREZ ou Keanu ROBERT ;

Vu la carte professionnelle de Naea BOUREZ ou Keanu ROBERT,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Le Kaokiri est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaokiri) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Le Kaokiri est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaokiri) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Le Kaokiri exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaokiri) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société EURL Le Kaokiri s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société EURL Le Kaokiri s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société EURL Le Kaokiri s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société EURL Le Kaokiri s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6461 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant M. Michael VAUTOR à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18929 (Miliani One) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510037AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Michael VAUTOR en date du 1er mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Michael VAUTOR ;

Vu la carte professionnelle de Haumana O'CONNOR,

Arrête :

Article 1er. — M. Michael VAUTOR est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18929 (Miliani One) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 18929 (Miliani One) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 4. — L'autorisation d'approche est consentie du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 5. — M. Michael VAUTOR s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 6. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7. — M. Michael VAUTOR s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 8. — M. Michael VAUTOR s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — M. Michael VAUTOR s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 10. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 11. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6462 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant M. Amo PAHEO à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18178 (Teitapu) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510039AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Amo PAHEO en date du 5 avril 2024 ;

Vu le titre de conduite de Amo PAHEO ou Karl STAHLKE ;

Vu la carte professionnelle de Joaquin FREGONI, Charles TAUTUMATAROA, Amo PAHEO ou Tamati ARAPARI,

Arrête :

Article 1er. — M. Amo PAHEO est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18178 (Teitapu) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. Amo PAHEO est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18178 (Teitapu) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. Amo PAHEO exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 18178 (Teitapu) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — M. Amo PAHEO s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — M. Amo PAHEO s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — M. Amo PAHEO s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — M. Amo PAHEO s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6463 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société EURL Top Jet & Top Quad Moorea à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16731 (Ao) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510038AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Sébastien CONSTANT en date du 26 avril 2024 ;

Vu le titre de conduite de Teiva SIMON, Ariitua CRUVELLIER ou Tinihauarii BELLAIS ;

Vu la carte professionnelle de Ariitua CRUVELLIER ou Frédéric VIGER,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Top Jet & Top Quad Moorea est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16731 (Ao) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Top Jet & Top Quad Moorea est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16731 (Ao) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Top Jet & Top Quad Moorea exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 16731 (Ao) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société EURL Top Jet & Top Quad Moorea s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société EURL Top Jet & Top Quad Moorea s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société EURL Top Jet & Top Quad Moorea s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société EURL Top Jet & Top Quad Moorea s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6464 MPR/DIREN du 24 juillet 2024 autorisant la société SARL Aquabike Adventure à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Bora Bora avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40503PL (Manu Meri) et PY 18462 (Mareva) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510033AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. CRAPET Rémi en date du 1er juin 2024 ;

Vu le titre de conduite de Amona TERIITAU, Hoania FATUMA, Jean Baptiste MASCI, Nicolas MEUNIER, Rudolph REBUFFEL ou Tamatoa ATEHO ;

Vu la carte professionnelle de Axel MORA, Frédéric CERUTI, Hervé VIOLENT, Hoania FATUMA, Emmanuel XUEREB, Nicolas MEUNIER, Rémi GRAND, Rudolph REBUFFEL, Sébastien HEMON ou Vincent JALLAT,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Aquabike Adventure est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Bora Bora avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40503PL (Manu Meri) et PY 18462 (Mareva) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Aquabike Adventure est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Bora Bora avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40503PL (Manu Meri) et PY 18462 (Mareva) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Aquabike Adventure exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 40503PL (Manu Meri) et PY 18462 (Mareva) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — La société SARL Aquabike Adventure s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — La société SARL Aquabike Adventure s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — La société SARL Aquabike Adventure s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — La société SARL Aquabike Adventure s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6484 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Zacharie Kawalii KEKELA

NOR : SDR24507576AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de M. Zacharie Kawalii KEKELA réceptionnée le 21 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 252 000 F CFP (deux-cent-cinquante-deux-mille francs CFP) est attribuée à M. Zacharie Kawalii KEKELA (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Zacharie Kawalii KEKELA, né le 26 septembre 1997 à Papeete, est exploitant agricole à Taaoa, Hiva Oa, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-492.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	900	252 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par M. Zacharie Kawalii KEKELA sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — M. Zacharie Kawalii KEKELA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Zacharie Kawalii KEKELA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6485 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Lariza Tekuakaiui TATA

NOR : SDR24507544AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de Mme Lariza Tekuakaiui TATA réceptionnée le 2 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 453 500 F CFP (quatre-cent-cinquante-trois-mille-cinq-cents francs CFP) est attribuée à Mme Lariza Tekuakaiui TATA (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Lariza Tekuakaiui TATA, née le 31 mars 1996 à Papeete, est exploitante agricole à Hakamai, Ua Pou, carte professionnelle CAPL n° 2023-CG-192.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F F CFP)
Production 2024	1580	453 500

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par Mme Lariza Tekuakaiui TATA sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — Mme Lariza Tekuakaiui TATA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en

charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Lariza Tekuakuiui TATA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6486 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI

NOR : SDR24504152AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI réceptionnée le 26 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 810 000 F CFP (huit-cent-dix-mille francs CFP) est attribuée à Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI, née le 2 juillet 1969 à Hakamaï, Ua Pou, est exploitante agricole à Hakahau, Ua Pou, carte professionnelle CAPL n° 2022-CG-228.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	2700	810 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à

communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Heiotohi Simone HIKUTINI épouse KOHUMOETINI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6487 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Stéphane Tehaueinui TEHAAMOANA

NOR : SDR24504158AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de M. Stéphane Tehaueinui TEHAAMOANA réceptionnée le 26 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 232 000 F CFP (deux-cent-trente-deux-mille francs CFP) est attribuée à M. Stéphane Tehaueinui TEHAAMOANA (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Stéphane Tehaueinui TEHAAMOANA, né le 22 octobre 1993 à Atuona, est exploitant agricole à Tahuata, Hiva Oa, carte professionnelle CAPL n° 2023-CP-0461.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	820	232 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par M. Stéphane Tehaueinui TEHAAMOANA sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattage, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — M. Stéphane Tehaueinui TEHAAMOANA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au

service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Stéphan Tehaueinui TEHAAMOANA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6488 MPR du 24 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA

NOR : SDR24504162AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA réceptionnée le 26 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 153 750 F CFP (cent-cinquante-trois-mille-sept-cent-cinquante francs CFP) est attribuée à Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA, née le 3 juillet 1971 à Hiva Oa, est exploitante agricole à Puamau, Hiva Oa, carte professionnelle CAPL n° 2023-CP-608.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	615	153 750

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer

au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Alexandrine O'CONNOR épouse TOHETIAATUA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6489 MPR du 24 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 11105 VP du 16 novembre 2020 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot AF n° 15 d'une superficie de 1,58 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO

NOR : SDR24508758AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sis à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sis dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de résiliation de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO du 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 11105 VP du 16 novembre 2020 autorisant la location du lot AF n° 15 d'une superficie de 1,58 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 5 février 2021 conclu entre la Polynésie française et Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO enregistré à Papeete le 10 mars 2021, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6535 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant agrément des établissements pour l'application des pesticides

NOR : DBS24510068AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 139 CM du 4 février 2013 fixant les prescriptions techniques des locaux et du matériel professionnels des établissements titulaires de l'agrément de vente ou d'application des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 25 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les établissements mentionnés ci-après sont titulaires de l'agrément d'application des pesticides. Ils sont autorisés à importer des pesticides de toutes catégories dans le respect de la loi du pays n° 2011-19.

Nom de l'établissement	Adresse géographique du siège	Société	n° TAHITI	Responsable
IFREMER	PK 10,500, Taiarapu Ouest - Tahiti, Vairao	IFREMER	000216	Alain LO-YAT
Global Pest Control 3D	PK 10, Mahina	AIE Dominique Pierre	C85582	Dominique Pierre AIE

Art. 2. — L'agrément d'application est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.
Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,
Yves LAUGROST

Arrêté n° 6536 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant agrément d'un établissement pour la vente des pesticides

NOR : DBS24509534AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 139 CM du 4 février 2013 fixant les prescriptions techniques des locaux et du matériel professionnels des établissements titulaires de l'agrément de vente ou d'application des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 25 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement mentionné ci-après est titulaire de l'agrément de vente des pesticides. Il est autorisé à importer des pesticides de toutes catégories dans le respect de la loi du pays n° 2011-19.

Nom de l'établissement	Adresse géographique du lieu de stockage du matériel de traitement et des pesticides	Société	n° TAHITI	Responsable
SPPF-Paint Color	Zone industrielle, PK 6,300 Heiri, Faa'a (Tahiti)	Société Polynésienne des Peintures Fuller	049585	Didier BERQUEZ

Art. 2. — L'agrément de vente est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.
Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,
Yves LAUGROST

Arrêté n° 6537 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant agrément des établissements pour la fumigation

NOR : DBS24509537AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 257 CM du 17 février 2012 relatif aux conditions générales d'emploi de certains fumigants en Polynésie française et aux résidus de fumigation ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 25 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'agrément de fumigation est accordé aux établissements ci-après désignés. Cet agrément n'est valable que pour les fumigations mettant en œuvre le phosphure d'hydrogène (ou phosphine). Il est valable pour les traitements de quarantaine.

Nom de l'établissement	Adresse géographique du lieu de stockage du matériel de traitement et des pesticides	Société	n° TAHITI	Responsable
FENUA INSECTES	Vallée de la Tuauru, PK 10,000, Mahina (Tahiti)	GERARD	A26382	Guillaume GENTY
BIO3D	PK 12,500 côté montagne, Punaauia (Tahiti)	BIO3D	896712	Stéphane PERCHAUD

Art. 2. — Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.
Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,
Yves LAUGROST

Arrêté n° 6538 MPR/DBS du 25 juillet 2024 portant certification des personnes pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS24509532AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu le procès-verbal de l'examen du 27 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 25 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les personnes dont les noms suivent sont certifiées pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel :

- au titre de délivrance par diplôme ou titre homologué :

Keali CHUNG ; Fenuaneiheeuri TAPATI.

- au titre de la délivrance du certificat à l'issue de la réussite à l'examen du 27 mai 2024 :

Killian FLEURY ; Christophe GIRAUD ; Shawnee JORDAN ; Matehau LUI MU YOE ; Raimanuuranui MARERE ; Moeariki ROZIER ; Christophe TEREMATE ; Orion VALLERY.

- dans le cadre d'une demande de renouvellement du titulaire :

Vincent JANOIS ; Auguste BENETEAU ; Willy TEUIRA.

- au titre de la délivrance validation de l'expérience professionnelle :

Orama RICHAUD ; Alain LO-YAT.

Art. 2. — Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST

Arrêté n° 6584 MPR/DRM du 26 juillet 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité

NOR : DRM24507011AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Marie SOEHNLEN, responsable des programmes pêche de la Cellule innovation valorisation (CIV) ainsi qu'à son adjoint, M. Mainui TANETOA à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale les actes suivants :

1° Pour les agents de la cellule et les stagiaires sous leurs responsabilités :

- décisions sur les demandes d'autorisation d'absence exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congé ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestion des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de dépenses inférieures à 150 000 F CFP liés au fonctionnement et aux programmes de la cellule et les attestations de service fait liées à ces dépenses ;

3° Conventions de prêt à usage de matériels et équipements affectés à la direction des ressources marines ;

4° Avis sur les demandes d'exportation d'espèces règlementées listées à la CITES.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à Mme Loanah WONG, responsable des programmes perliculture de la Cellule innovation valorisation (CIV) ainsi qu'à son adjoint, M. Cédrik LO à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale les actes suivants :

1° Pour les agents de la cellule et les stagiaires sous leurs responsabilités :

- décisions sur les demandes d'autorisation d'absence exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congé ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestion des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de dépenses inférieures à 150 000 F CFP liés au fonctionnement et aux programmes de la cellule et les attestations de service fait liées à ces dépenses ;

3° Autorisations de prélèvement d'huîtres perlières sauvages, d'importation et d'exportation d'huîtres nacrées vivantes et d'achat de nucléus dans le cadre de programmes, expériences et d'études scientifiques ;

4° Avis sur les demandes d'exportations d'espèces règlementées listées à la CITES ;

5° Licences d'importation de nucléus et de matériels perlicoles.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à M. Marc-André LAFILLE, chef de programmes aquaculture de la Cellule innovation et valorisation (CIV) de la direction des ressources marines, ainsi qu'à M. Matangi MOEROA, son adjoint, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale les actes suivants :

1° Pour les agents de la cellule et les stagiaires sous leurs responsabilités sur le site de la direction des ressources marines à Vairao :

- décisions sur demandes d'autorisation d'absence exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congés ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestion des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de dépenses inférieures à 150 000 F CFP liées au fonctionnement et au programmes de la cellule et les attestations de services fait liées à ces dépenses ;

3° Conventions de prêt à usage de matériels et équipements affectés à la direction des ressources marines ;

4° Attestations et lettres de recommandations suite à la réalisation d'un stage au sein de l'équipe de Vairao ;

5° Bon de livraison et fiches de qualités relatifs aux productions de juvéniles pour l'aquaculture ;

6° Courriers et conventions d'accueil des stagiaires et personnels de la direction des ressources marines soumis à l'autorisation du directeur de l'Ifremer.

Art. 4. — Délégation de signature est donnée à M. Alain SANTONI, chef du Bureau administratif et financier (BAF), ainsi qu'à Mme Stéphanie BARDON, son adjointe, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale les actes suivants :

1° Pour les agents du bureau et stagiaires sous leurs responsabilités :

- décisions sur les demandes d'autorisation exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congés ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestions des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de dépenses inférieurs à 150 000 F CFP liées aux fonctionnements et aux programmes de la cellule et les attestations de services fait liées à ces dépenses ;

3° Bordereaux, certificats de service fait, certificat administratifs adressés au Contrôle des dépenses engagées (CDE) et à la Direction du budget et des finances (DBF) ;

4° Visas de conformité des dépenses ;

5° États d'actualisation et états liquidatifs ;

6° Propositions d'ordonnancement ;

7° Procès-verbaux de réception ;

8° Conventions de prêts de matériels et équipements affectées à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Délégation de signature est donnée à M. Gabriel SAO CHAN CHEONG, chef de Cellule gestion et préservation des ressources (CGP), ainsi qu'à M. Fabien TERTRE, son adjoint, ainsi qu'à M. Pascal CORREIA BARRETO à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale les actes suivants :

1° Pour les agents de la cellule et les stagiaires sous leurs responsabilités :

- décisions sur les demandes d'autorisation exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congés ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestions des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de demandes de dépenses inférieurs à 150 000 F CFP liées au fonctionnement et aux programmes de la cellule et les attestations de service fait liées à ces dépenses ;

3° Conventions de prêt à usage de matériels et équipements affectés à la direction des ressources marines ;

4° Courriers adressés aux usagers, accusé de réception et attestations de dépôt dans le cadre de l'instruction des demandes :

- a) De licence de pêche professionnelle ;
- b) D'agrément de mareyeur ;
- c) D'agrément de commerçant d'holothuries ;
- d) D'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime destinée à des activités de pêche liée à la pêche, la perliculture et l'aquaculture ;
- e) De carte de producteur d'huîtres perlières ;
- f) De carte de producteur de produits perliers ;
- g) De transfert inter-îles d'huîtres perlières ;
- h) D'aides à la pêche lagonaire ;
- i) D'exonération des droits et taxes à l'importation de matériels destinés à l'exportation des ressources marines ;
- j) D'agrément de réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole destiné aux producteurs d'huîtres perliers et aux producteurs de produits perliers ;
- k) De dérogation pour l'utilisation des engins ou techniques de pêche règlementés pour la pêche d'espèces aquatiques ;
- l) De dérogations de pêche, de transport, de détention, de commercialisation et de consommation d'espèces aquatiques règlementés ;
- m) De déclarations de registre des stocks et statistiques pour les producteurs d'huîtres perlières et les producteurs de produits perliers ;

5° Attestations d'activité liées au secteur des ressources marines ;

6° Registres de consommation de carburant pour l'exercice de la pêche professionnelle ;

7° Attestations de provenance pour l'exportation de coquilles d'huîtres nacrées de l'espèce « *Pinctada margaritifera* » ;

8° Avis relatifs aux demandes de cartes de pêcheur lagonaire ;

9° Avis sur les demandes de permis de travail ;

10° Autorisations de prélèvement d'huîtres perlières sauvages, d'importation et d'exportation d'huîtres nacrées vivantes et d'achat de nucléus dans le cadre de programmes, expériences et études scientifiques ;

11° Avis sur les demandes de d'exportation règlementées listées à la CITES ;

12° Certificats de traçabilité pour l'exportation ;

13° Licences d'importation de nucléus et matériels perlicole ;

14° Correspondances adressées aux services administratifs, aux établissements publics et aux maires dans le cadre de l'instruction des autorisations administratives et de demandes d'aides confiée à la Cellule gestion et préservation des ressources (CGP) ;

15° Correspondances nécessaires à la notification des décisions d'autorisation et agréments d'exercice professionnel des activités liées à pêche, à la perliculture et à l'aquaculture, des décisions d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins de pêche, d'aquaculture et de perliculture, et des décisions du conseil des ministres ou du ministre en charge des ressources marines intéressant la pêche, la perliculture et l'aquaculture.

Art. 6. — Délégation de signature est donnée à Mme Vaihere MOORIA, cheffe du contrôle de la qualité de la perle (CCQP), à l'effet de signer au nom du ministre l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes suivants :

1° Pour les agents de la cellule et stagiaires sous sa responsabilité :

- décisions sur les demandes d'autorisation exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congés ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestions des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de dépenses inférieurs à 150 000 F CFP liées au fonctionnement et aux programmes de la cellule et les attestations de service fait liées à ces dépenses ;

3° Conventions de prêt à usage de matériels et équipements affectés à la direction des ressources marines ;

4° Actes liés à l'enregistrement et à l'exportation des produits perliers ;

5° Actes relatifs à l'évaluation de l'épaisseur de la couche de nacre des perles de culture de Tahiti ;

6° Attestations liés au secteurs de la perliculture ;

7° Correspondances aux services administratifs, aux établissements publics et aux maires dans le cadre de l'instruction des autorisations administratives confiées à la Cellule contrôle et qualité de la perle (CCQP) ;

8° Correspondances adressées aux professionnels dans le cadre des formalités administratives à fournir ou à renouveler ;

9° Correspondances nécessaires à la notification des décisions d'exercice professionnel des activités liées à la perliculture.

Art. 7. — Délégation de signature est donnée à Mme Moeata MALINOWSKI, Mme Moerani NORDMAN et M. Ludovic TANOVA, agents de la Cellule contrôle et qualité de la perle (CCQP), à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes suivants :

1° Actes relatifs à l'enregistrement et l'exportation des produits perliers ;

2° Actes relatifs à l'évaluation de l'épaisseur de la couche de nacre des perles de culture de Tahiti.

Art. 8. — Délégation de signature est donnée à Mme Vaiana JOUFOQUES, cheffe de Bureau stratégie réglementation et analyse (BSR) ainsi qu'à M. Hirohiti RAAPOTO, son adjoint, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes suivants :

1° Pour les agents de bureau et les stagiaires sous leurs responsabilités :

- décisions sur les demandes d'autorisation d'absence exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congé ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestion des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de dépenses inférieures à 150 000 F CFP liés au fonctionnement et aux programmes du bureau et les attestations de services fait liées à ces dépenses ;

3° Certificats de traçabilité pour l'exportation ;

4° Courriers, accusés de réception, formulaires, notifications et attestations de dépôt liés à l'activité de la cellule ;

5° Registres de consommation de carburant pour l'exercice de la pêche professionnelle.

Art. 9. — Délégation de signature est donnée à M. Kévin BOULET COLOMB D'HAUTESERRE, agent de bureau du bureau stratégie et réglementation (BSR) à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes suivants :

1° Certificats de traçabilité pour l'exportation ;

2° Registres de consommation de carburant pour l'exercice de la pêche professionnelle.

Art. 10. — Délégation de signature est donnée à Mme Rarahu DAVID, cheffe de la cellule santé (SAN), ainsi qu'à M. Christophe LAU son adjoint, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes suivants :

1° Pour les agents de bureau et les stagiaires sous leurs responsabilités :

- décisions sur les demandes d'autorisation d'absence exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congé ;
- pour les missions ne dépassant pas cinq (5) jours : ordre de déplacement et prise en charge des frais de transport en Polynésie française ;
- gestion des travaux supplémentaires ;

2° Visas des demandes de dépenses inférieures à 150 000 F CFP liés au fonctionnement et aux programmes du bureau et les attestations de services fait liées à ces dépenses ;

3° Courriers, accusés de réception, formulaires, notifications et attestations de dépôt liés à l'activité de la cellule.

Art. 11. — Délégation de signature est donnée à M. Guillaume RAYNAL, responsable des aménagements à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes suivants :

1° Tout formulaire de demande d'information ayant trait à des travaux ou aménagements et ne conduisant pas à une autorisation ;

2° Pour les agents de bureau et les stagiaires sous sa responsabilité :

- décisions sur les demandes d'autorisation d'absence exceptionnelle ;
- décisions sur les demandes de congé ;

3° Visas des demandes de dépenses inférieures à 150 000 F CFP liés au fonctionnement et aux programmes du bureau et les attestations de services fait liées à ces dépenses.

Art. 12. — Délégation de signature est donnée à M. Romy TAVAEARII, chef de la subdivision déconcentrée des îles Sous-le-Vent, dont le siège est à Uturoa (Raiatea), ainsi qu'à M. Enoha TEROU, son adjoint, ainsi qu'à Mme Hinarii TAURAA à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes suivants :

1° Correspondances avec copie du directeur, adressés aux usagers des îles Sous-le-Vent, relatives aux demandes d'informations complémentaires nécessaires à l'instruction des dossiers les concernant ;

2° Correspondances, avec copie du directeur adressées aux administrations présentes des îles Sous-le-Vent concernant la diffusion d'informations relatives au secteur des ressources marines ou à l'organisation de réunions ;

3° Avis techniques relatifs aux demandes d'occupation temporaire du domaine public maritime concernant les îles Sous-le-Vent, après vérification par la Cellule gestion et préservation des ressources (CGP) ;

4° Avis techniques relatifs aux demandes d'extraction de sable corallien sur le domaine public maritime dont la quantité n'excède pas 300 mètres cubes concernant les îles Sous-le-Vent, après vérification par la Cellule gestion et préservation des ressources (CGP) ;

5° Avis sur l'activité des pêcheurs lagonaires et des pêcheurs côtiers des îles Sous-le-Vent ;

6° Registres de consommation de carburant ;

7° Visas des demandes de dépenses inférieures à 150 000 F CFP liées aux fonctionnements et aux programmes de la cellule et les attestations de services faits liées à ces dépenses (fonctionnement avec le CDE de Uturoa) ;

8° Procès- verbaux de réception ;

9° Conventions de prêts et de matériels, équipements et sites affectées à la direction des ressources marines.

Art. 13. — L'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024, portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité est abrogé.

Art. 14. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6585 MPR du 26 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 11104 VP du 16 novembre 2020 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot AF n° 3 d'une superficie de 0,92 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO

NOR : SDR24508753AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de résiliation de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO du 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 11104 VP du 16 novembre 2020 autorisant la location du lot AF n° 3 d'une superficie de 0,92 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 5 février 2021 conclu entre la Polynésie française et Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO enregistré à Papeete le 10 mars 2021, bordereau 520/1, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Leysa TEURURAI épouse MOLTO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6601 MPR du 29 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 2526 MED du 4 mars 2019 et autorisant la résiliation du bail relatif au renouvellement de la location du lot n° 11 d'une superficie de 1,90 ha dépendant du lotissement agricole Faahue, sis à Tahaa, commune associée de Hipu, au profit de M. Temihi TERIITAUMIHAU

NOR : SDR24508956AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 CM du 28 juillet 2006 modifié portant affectation d'une partie de la terre Faahue dite domaine Brown, référencée commune de Tahaa, section de commune de Iripau, au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1647 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faahue, sis à Hipu, île de Tahaa, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de résiliation de M. Temihi TERIITAUMIHAU du 21 août 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2526 MED du 4 mars 2019 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 11 d'une superficie de 1,90 ha dépendant du lotissement agricole Faahue, sis à Tahaa, commune associée de Hipu, au profit de M. Temihi TERIITAUMIHAU est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 3 mai 2019 conclu entre la Polynésie française et M. Temihi TERIITAUMIHAU enregistré à Papeete le 24 juin 2019, bordereau 1359, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Temihi TERIITAUMIHAU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 6602 MPR du 29 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 1854 CM du 27 août 2021 autorisant la location du lot n° 128 d'une superficie de 2,23 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Vaihere AHARA

NOR : SDR24509038AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1854 CM du 27 août 2021 autorisant la location du lot n° 128 d'une superficie de 2,23 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, au profit de Mme Vaihere AHARA est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Vaihere AHARA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6605 MPR/DRM du 29 juillet 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Jacques YU HING pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24510162AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric Ponsonnet, le directeur des ressources marines ;

Vu la délibération 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1606 MPF du 20 février 2018 accordant à M. Jacques Yu Hing le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Jacques YU HING du 6 mai 2024, réceptionnée le 7 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1606 MPF du 20 février 2018 accordant à M. Jacques YU HING le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, est suspendu jusqu'au 30 octobre 2024 inclus.

Art. 2. — La suspension mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, suspend également le bénéfice des avantages attachées à l'autorisation de pêche pour la même durée et concernant les biens destinés directement à l'activité de pêche du navire de pêche dénommé « Ragihea », immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4750.

Art. 3. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6606 MPR/DRM du 29 juillet 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Auguste HEAUX pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24510082AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, le directeur des ressources marines ;

Vu la délibération 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4443 MPF du 29 mai 2017 accordant à M. Auguste HEAUX le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Auguste HEAUX du 24 juillet 2024, réceptionnée ce même jour,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 4443 MPF du 29 mai 2017 accordant à M. Auguste HEAUX le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, est suspendu jusqu'au 31 janvier 2025 inclus.

Art. 2. — La suspension mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, suspend également le bénéfice des avantages attachées à l'autorisation de pêche pour la même durée et concernant les biens destinés directement à l'activité de pêche du navire de pêche dénommé (Ka'uilani), immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4700.

Art. 3. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**Arrêté n° 6456 MEE du 24 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 6 du collège de Arue adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 27 juin 2024***NOR : DEE24508398AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 28-2024 du conseil d'établissement du 27 juin 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 6 de l'exercice 2024 du collège de Arue,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège d'Arue est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	9 292 719	0	0	9 292 719
VE	Vie de l'Elève	4 588 664	0	0	4 588 664
ALO	Administration et logistique	15 727 135	53 565	694 260	16 474 960
TOTAL SERVICES GENERAUX		29 608 518	53 565	694 260	30 356 343
SRH	Restauration et hébergement	19 284 300	0	0	19 284 300
SBL	Bourses locales	4 337 600	0	0	4 337 600
TOTAL SERVICES SPECIAUX		23 621 900	0	0	23 621 900
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		53 230 418	53 565	694 260	53 978 243
OPC	Opérations en capital	459 690	0	1 052 399	1 512 089
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		459 690	0	1 052 399	1 512 089
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		53 690 108	53 565	1 746 659	55 490 332
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	9 292 719	0	0	9 292 719
VE	Vie de l'Elève	4 588 664	0	0	4 588 664
ALO	Administration et logistique	15 064 339	53 565	0	15 117 904
TOTAL SERVICES GENERAUX		28 945 722	53 565	0	28 999 287
SRH	Restauration et hébergement	19 284 300	0	0	19 284 300
SBL	Bourses locales	4 337 600	0	0	4 337 600
TOTAL SERVICES SPECIAUX		23 621 900	0	0	23 621 900
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		52 567 622	53 565	0	52 621 187
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		52 567 622	53 565	0	52 621 187
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	53 978 243	Total recettes		52 621 187
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)		1 357 056
	Total ouvertures de crédits	53 978 243	Total prévisions de recettes		53 978 243
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	1 512 089	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	694 260	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR		2 206 349
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	56 184 592	Total brut prévisions de recettes		56 184 592
	Vir. entre section à déduire	-694 260	Vir. entre section à déduire		-694 260
	Total net ouvertures de crédits	55 490 332	Total net prévisions de recettes		55 490 332

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège d'Arue et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6457 MEE du 24 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 2 du collège de Taravao adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 avril 2024*NOR : DEE24508244AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 12-2023-2024 du conseil d'établissement du 25 avril 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 de l'exercice 2024 du collège de Taravao,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège de Taravao est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	21 217 500	499 466	1 750 000	23 466 966
VE	Vie de l'Elève	12 654 703	20 153	0	12 674 856
ALO	Administration et logistique	26 926 708	3 354 067	2 650 000	32 930 775
TOTAL SERVICES GENERAUX		60 798 911	3 873 686	4 400 000	69 072 597
SRH	Restauration et hébergement	39 713 900	6 840 000	0	46 553 900
SBL	Bourses locales	24 000 000	0	0	24 000 000
TOTAL SERVICES SPECIAUX		63 713 900	6 840 000	0	70 553 900
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		124 512 811	10 713 686	4 400 000	139 626 497
OPC	Opérations en capital	1 000 000	0	5 000 000	6 000 000
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		1 000 000	0	5 000 000	6 000 000
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		125 512 811	10 713 686	9 400 000	145 626 497
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	21 217 500	499 466	0	21 716 966
VE	Vie de l'Elève	12 654 703	20 153	0	12 674 856
ALO	Administration et logistique	22 999 351	3 354 067	0	26 353 418
TOTAL SERVICES GENERAUX		56 871 554	3 873 686	0	60 745 240
SRH	Restauration et hébergement	39 713 900	6 840 000	0	46 553 900
SBL	Bourses locales	24 000 000	0	0	24 000 000
TOTAL SERVICES SPECIAUX		63 713 900	6 840 000	0	70 553 900
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		120 585 454	10 713 686	0	131 299 140
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		120 585 454	10 713 686	0	131 299 140
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	139 626 497	Total recettes		131 299 140
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)		8 327 357
	Total ouvertures de crédits	139 626 497	Total prévisions de recettes		139 626 497
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	6 000 000	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	4 400 000	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR		10 400 000
	Total ouvertures de crédits	10 400 000	Total prévisions de recettes		10 400 000
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	150 026 497	Total brut prévisions de recettes		150 026 497
	Vir. entre section à déduire	-4 400 000	Vir. entre section à déduire		-4 400 000
	Total net ouvertures de crédits	145 626 497	Total net prévisions de recettes		145 626 497

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taravao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

Arrêté n° 6345 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Ouarda ABADI dont l'enseigne commerciale est Abadi Création pour financer l'achat des matières premières

NOR : ART24506539AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Ouarda ABADI pour l'exercice 2024 en date du 24 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 215 517 F CFP (deux-cent-quinze-mille-cinq-cent-dix-sept francs CFP) en faveur de Mme Ouarda ABADI dont l'enseigne commerciale est Abadi Création, pour financer l'achat des matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 431 034 F CFP (quatre-cent-trente-et-un-mille-trente-quatre francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6518 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Puapuamaihinano VIRIAMU épouse PAUTEHEA dont l'enseigne commerciale est Māhina Tui, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)

NOR : ART24504693AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Puapuamaihinano VIRIAMU épouse PAUTEHEA en date du 27 décembre 2023 reçue le 3 janvier 2024 pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Puapuamaihinano VIRIAMU épouse PAUTEHEA dont l'enseigne commerciale est Māhina Tui, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : au budget de la Polynésie française 100, programme 96505, article 652 2, centre de travail 825-F, exercice 2024 : 400 000 F CFP, exercice 2025 : 200 000 F CFP, code tiers 642787.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière est réparti en douze versements mensuels d'un montant de 50 000 F CFP (cinquante-mille francs CFP).

À compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire, l'aide financière est versée mensuellement directement sur le compte bancaire du bénéficiaire cité à l'article 1er.

Art. 4. — La présente aide n'est pas soumise aux différents régimes de cotisations de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).

Art. 5. — Le bénéficiaire s'engage à produire au service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i dans un délai d'un mois à compter de la fin du dispositif d'aide, un bilan de l'activité d'artisanat par tous moyens (fiches de ventes, photographies, business plan, etc.) et ses perspectives pour les deux années qui suivent l'obtention de l'aide financière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir son activité d'artisanat pour une durée de deux ans.

Art. 6. — L'octroi de cette aide financière du dispositif DAAT fait l'objet d'une convention signée entre le bénéficiaire et la ministre en charge de l'artisanat.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6519 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Mehetia SIAO dont l'enseigne commerciale est Taurumi o Tahiti, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)

NOR : ART24507038AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière Mme Mehetia SIAO en date du 31 janvier 2024 pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Mehetia SIAO dont l'enseigne commerciale est Taurumi o Tahiti, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : budget de la Polynésie française 100, programme 96505, article 652 2, centre de travail 825-F, exercice 2024 : 400 000 F CFP, exercice 2025 : 200 000 F CFP, code tiers 643301.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière est réparti en douze versements mensuels d'un montant de 50 000 F CFP (cinquante-mille francs CFP).

À compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire, l'aide financière est versée mensuellement sur le compte bancaire du bénéficiaire cité à l'article 1er.

Art. 4. — La présente aide n'est pas soumise aux différents régimes de cotisations de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).

Art. 5. — Le bénéficiaire s'engage à produire au service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i dans un délai d'un mois à compter de la fin du dispositif d'aide, un bilan de l'activité d'artisanat par tous moyens (fiches de ventes, photographies, business plan, etc.) et ses perspectives pour les deux années qui suivent l'obtention de l'aide financière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir son activité d'artisanat pour une durée de deux ans.

Art. 6. — L'octroi de cette aide financière du dispositif DAAT fait l'objet d'une convention signée entre le bénéficiaire et la ministre en charge de l'artisanat.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6520 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Moearii PAUTU dont l'enseigne commerciale est Moehere, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)

NOR : ART24507037AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière Mme Moearii PAUTU en date du 15 janvier 2024 pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Moearii PAUTU dont l'enseigne commerciale est Moehere, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : budget de la Polynésie française 100, programme 96505, article 652 2, centre de travail 825-F, exercice 2024 : 400 000 F CFP, exercice 2025 : 200 000 F CFP, code tiers 642789.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière est réparti en douze versements mensuels d'un montant de 50 000 F CFP (cinquante-mille francs CFP).

À compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire, l'aide financière est versée mensuellement sur le compte bancaire du bénéficiaire cité à l'article 1er.

Art. 4. — La présente aide n'est pas soumise aux différents régimes de cotisations de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).

Art. 5. — Le bénéficiaire s'engage à produire au service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i, dans un délai d'un mois à compter de la fin du dispositif d'aide, un bilan de l'activité d'artisanat par tous moyens (fiches de ventes, photographies, business plan, etc.) et ses perspectives pour les deux années qui suivent l'obtention de l'aide financière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir son activité d'artisanat pour une durée de deux ans.

Art. 6. — L'octroi de cette aide financière du dispositif DAAT fait l'objet d'une convention signée entre le bénéficiaire et la ministre.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6521 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Dolarex DELORD dont l'enseigne commerciale est DELORD Dolarex Iona, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)

NOR : ART24507036AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière Mme Dolarex DELORD en date du 16 janvier 2024 pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Dolarex DELORD dont l'enseigne commerciale est DELORD Dolarex Iona, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : budget de la Polynésie française 100, programme 96505, article 652 2, centre de travail 825-F, exercice 2024 : 400 000 F CFP, exercice 2025 : 200 000 F CFP, code tiers 608743.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière est réparti en douze versements mensuels d'un montant de 50 000 F CFP (cinquante-mille francs CFP).

À compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire, l'aide financière est versée mensuellement sur le compte bancaire du bénéficiaire cité à l'article 1er.

Art. 4. — La présente aide n'est pas soumise aux différents régimes de cotisations de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).

Art. 5. — Le bénéficiaire s'engage à produire au service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i dans un délai d'un mois à compter de la fin du dispositif d'aide, un bilan de l'activité d'artisanat par tous moyens (fiches de ventes, photographies, business plan, etc.) et ses perspectives pour les deux années qui suivent l'obtention de l'aide financière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir son activité d'artisanat pour une durée de deux ans.

Art. 6. — L'octroi de cette aide financière du dispositif DAAT fait l'objet d'une convention signée entre le bénéficiaire et la vice-présidente.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6522 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de M. Tafainui LAINÉ dont l'enseigne commerciale est Noon, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)

NOR : ART24506662AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Tafainui LAINÉ en date du 27 décembre 2023 reçue le 3 janvier 2024 pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de M. Tafainui LAINÉ dont l'enseigne commerciale est Noon, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : au budget de la Polynésie française 100, programme 96505, article 652 2, centre de travail 825-F, exercice 2024 : 400 000 F CFP, exercice 2025 : 200 000 F CFP, code tiers 642788.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière est réparti en douze versements mensuels d'un montant de 50 000 F CFP (cinquante-mille francs CFP).

À compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire, l'aide financière est versée mensuellement sur le compte bancaire du bénéficiaire cité à l'article 1er.

Art. 4. — La présente aide n'est pas soumise aux différents régimes de cotisations de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).

Art. 5. — Le bénéficiaire s'engage à produire au service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i dans un délai d'un mois à compter de la fin du dispositif d'aide, un bilan de l'activité d'artisanat par tous moyens (fiches de ventes, photographies, business plan, etc.) et ses perspectives pour les deux années qui suivent l'obtention de l'aide financière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir son activité d'artisanat pour une durée de deux ans.

Art. 6. — L'octroi de cette aide financière du dispositif DAAT fait l'objet d'une convention signée entre le bénéficiaire et la ministre en charge de l'artisanat.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6523 MJP du 25 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Mililani LISSANT dont l'enseigne commerciale est Waylani, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT)

NOR : ART24507039AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière Mme Mililani LISSANT en date du 7 février 2024 pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Mililani LISSANT dont l'enseigne commerciale est Waylani, dans le cadre du dispositif « Développement d'activité d'artisanat traditionnel » (DAAT).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : budget de la Polynésie française 100, programme 96505, article 652 2, centre de travail 825-F, exercice 2024 : 400 000 F CFP, exercice 2025 : 200 000 F CFP, code tiers 643301.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière est réparti en douze versements mensuels d'un montant de 50 000 F CFP (cinquante-mille francs CFP).

À compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire, l'aide financière est versée mensuellement sur le compte bancaire du bénéficiaire cité à l'article 1er.

Art. 4. — La présente aide n'est pas soumise aux différents régimes de cotisations de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).

Art. 5. — Le bénéficiaire s'engage à produire au service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i dans un délai d'un mois à compter de la fin du dispositif d'aide, un bilan de l'activité d'artisanat par tous moyens (fiches de ventes, photographies, business plan, etc.) et ses perspectives pour les deux années qui suivent l'obtention de l'aide financière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir son activité d'artisanat pour une durée de deux ans.

Art. 6. — L'octroi de cette aide financière du dispositif DAAT fait l'objet d'une convention signée entre le bénéficiaire et la ministre en charge de l'artisanat.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

**ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE
FRANCAISE****Arrêté n° 39-2024 APF/SG du 24 juillet 2024 portant ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française**

Le président de l'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 4442 PR du 23 juillet 2024 de M. le Président de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — La session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française est ouverte le 31 juillet 2024 avec l'ordre du jour suivant :

- projet de loi du pays portant modifications diverses de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
- projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2009-21 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- projet de loi du pays relative au renforcement et à l'harmonisation des garanties et pouvoirs de recouvrement des créances publiques de la Polynésie française ;
- projet de loi du pays instaurant un régime de droit public de la prescription des créances et des dettes de la Polynésie française ;
- projet de loi du pays relatif à la réduction de l'utilisation des produits à usage unique et portant modification du code de l'environnement ;
- projet de délibération relative à la modification n° 3 du budget général de la Polynésie ;
- projet de délibération relative à la modification n° 3 des budgets de comptes d'affectation spéciale pour l'année 2024 ;
- projet de délibération portant approbation des projets de convention France 2030 Territorialisé - PIA4 ;
- projet de délibération relative à l'approbation du protocole d'accord visant à la création de la Team Polynésie Export ;
- projet d'avis sur un projet d'ordonnance portant adaptation du droit de la gestion d'actifs au règlement européen du 15 mars 2023 sur les Fonds européens d'investissement de long terme (ELTIF) ;
- projet d'avis sur un projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juillet 2024.

Le président de l'Assemblée de la Polynésie française,
Antony GÉROS

Arrêté n° 40-2024 APF/SG du 29 juillet 2024 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française

Le président de l'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 4442/PR du 23 juillet 2024 de Monsieur le Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2024 APF/SG du 24 juillet 2024 portant ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 734/PR du 26 juillet 2024 de Monsieur le Président de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'ordre du jour de la session extraordinaire de l'Assemblée de la Polynésie française ouverte à compter du 31 juillet 2024 à 9 h est complété comme suit :

- projet de loi du pays relatif aux mesures d'aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle ;
- projet de loi du pays portant modification des dispositions relatives aux budgets du comité d'entreprise ;
- projet de loi du pays relatif à la dérogation temporaire aux durées maximales du travail dans le cadre d'interventions urgentes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeetē, le 29 juillet 2024.

Antony GÉROS

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

Avis n° 28 du 25 juillet 2024 sur le projet de loi du pays modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés

Saisine du Président de la Polynésie française,

Rapporteuses : Mmes Tahia CHUNG TIEN et Voltina ROOMATAAROA-DAUPHIN,

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 3834 PR du 28 juin 2024 du Président de la Polynésie française reçue le 1er juillet 2024, sollicitant l'avis du CESEC sur un projet de loi du pays modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la décision du bureau réuni le 2 juillet 2024 ;

Vu le projet d'avis de la commission « Économie » en date du 22 juillet 2024 ;

Le Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 25 juillet 2024, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

Le Président de la Polynésie française soumet à l'avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC) de la Polynésie française, un projet de loi du pays modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés.

II - CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET DE LOI DU PAYS

Parmi les maladies de longue durée en Polynésie française, figurent : le diabète sucré, les maladies cardio-vasculaires, l'hypertension artérielle, le cancer, etc. Dans leur ensemble, les longues maladies touchent près de 46 200 personnes¹ (soit 17 % de la population²) et indirectement leurs familles. Environ 2 500 nouveaux cas sont enregistrés par an avec une population polynésienne particulièrement affectée par les maladies liées à la surcharge pondérale. Dans un contexte environnemental, comportemental et de vieillissement démographique, le poids des longues maladies est grandissant.

La solidarité à l'égard de ces malades devait se traduire par la prise en charge de la longue maladie de manière harmonisée depuis 2017³ entre le régime des salariés, des non-salariés⁴ et des ressortissants du régime de solidarité⁵.

À cet égard, les deux principales modifications réglementaires envisagées ici par le pays sont reprises ci-après.

II-1. La sécurisation juridique de la durée de versement des indemnités journalières en espèces pour la longue maladie

La réforme en 2017 du dispositif relatif à la longue maladie aurait dû ramener la durée de versement des prestations en espèces de 3 ans à 1 an et demi alors que, comme le constate l'exposé des motifs :

« il n'était pas expressément dans l'intention du législateur de réduire la durée de versement de ces prestations en espèces. ».

Il s'avère toutefois, toujours selon l'exposé des motifs, que l'absence d'arrêté d'application a rendu ineffective cette réduction de durée et celle-ci est restée de 3 ans dans les faits.

Le but de la modification soumise par le pays est donc de sécuriser juridiquement la durée de versement des prestations en espèces en longue maladie à 3 ans en l'inscrivant à nouveau à la réglementation.

À défaut de mise en œuvre de la précédente modification, la mesure proposée n'augmente pas les dépenses pour la Caisse de prévoyance sociale (CPS) et ses ressortissants.

II-2. La fixation des critères médicaux de classification et des durées des longues maladies

L'arrêté d'application précédemment évoqué devait lister les longues maladies. Au regard des travaux menés par le pays, il lui semble nécessaire, au-delà de cette liste, de fixer les critères médicaux déterminant une longue maladie et de préciser la durée de prise en charge. Le projet de texte prévoit donc que la liste des longues maladies soit complétée de durées et que les critères médicaux soient annexés à l'arrêté d'application.

Par ailleurs, afin de prendre en compte des pathologies de longue durée qui ne seraient pas listées mais qui répondraient à certaines conditions, il est prévu un cadre dérogatoire :

« Toutefois, pourront être considérées comme longues maladies, sur proposition motivée du médecin conseil, certaines affections nécessitant une prise en charge d'une durée prévisible supérieure à six mois et répondant aux deux conditions suivantes, cumulativement remplies : [...] ».

III - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Le présent projet de loi du pays soumis à l'examen du CESEC appelle les observations et recommandations suivantes :

III-1. Pour la fixation d'une durée de 3 ans de versement des prestations en espèces en longue maladie

Les prestations en espèces sont des indemnités journalières qui permettent de compenser la perte de revenu due à un arrêt de travail et constitue ainsi un mécanisme d'accompagnement. En raison d'une longue maladie, ces prestations représentent 274 000 000 de F CFP en 2023⁶.

La précision apportée par l'article LP. 1 du projet de texte d'une durée maximale de versement des prestations en espèces en longue maladie de 3 ans n'emporte aucune observation du CESEC du fait qu'elle constitue une régularisation.

Le CESEC est interpellé par la situation qui prévalait à cet égard durant les 7 dernières années.

III-2. Pour une plus grande transparence dans la détermination de la liste des longues maladies

III-2. 1. Sur l'attente de l'arrêté d'application fixant la liste des longues maladies

Le projet de loi du pays prévoit de compléter le périmètre de l'arrêté d'application devant être pris en conseil des ministres afin d'établir la liste des affections de longue maladie.

Le CESEC rappelle que l'harmonisation du traitement de la longue maladie entre les différents régimes de l'assurance maladie (RGS, RNS et RSPF) en 2017 est venue abroger la liste des longues maladies⁷ sachant qu'un nouvel arrêté subséquent devait fixer une nouvelle liste harmonisée entre les différents régimes. Depuis, cet arrêté n'a pas été pris.

D'après les auteurs du projet de texte, cet arrêté dont la liste devrait être adaptée aux caractéristiques et aux spécificités des affections en Polynésie française, est prévu d'être officialisé prochainement.

Le CESEC se félicite de cet engagement attendu depuis 2017.

III-2. 2. Sur la fixation des durées relatives aux longues maladies

Le CESEC se réjouit du complément des durées qui doit être ainsi apporté à la future liste des longues maladies car il recommandait dans son avis n° 71-2016 sur le projet de « loi du pays » portant harmonisation de la prise en charge de la longue maladie par les régimes de protection sociale polynésiens : « qu'une durée de prise en charge par type de pathologie soit établie ».

Le CESEC adhère à cette disposition visant à mieux cerner les longues maladies.

III-2. 3. Sur la définition de la « longue maladie » et de critères médicaux d'accès aux longues maladies

En l'absence d'arrêté d'application, la CPS détermine les pathologies de longue durée en se référant en grande partie à la liste établie en métropole dans le cadre de la sécurité sociale.

La longue maladie y est définie⁸ comme :

« une des affections, comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse ». La partie réglementaire du code de la sécurité sociale vient, elle, fixer la liste de ces longues maladies après avis de la Haute autorité de santé, entité publique indépendante à caractère scientifique.

En Polynésie française, la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée, instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés dispose à l'article LP. 18 bis :

« Le bénéfice de l'assurance longue maladie est réservé aux malades atteints d'une des affections dont la liste est établie par arrêté pris en conseil des ministres. ».

L'institution observe donc, en l'état et suite aux modifications réglementaires proposées, que l'Assemblée de la Polynésie française ne définit pas *a minima* la « longue maladie ».

Le CESEC recommande la définition dans le projet de loi du pays des grands principes déterminant la longue maladie.

A *contrario*, il constate que le régime dérogatoire à la liste des longues maladies soumis par le projet de texte comporte, lui, des éléments de cadrage comme une durée supérieure à 6 mois et la cumulation nécessaire de caractéristiques de l'affection (alinéas 5 à 7 de l'article LP. 2).

Le CESEC n'est pas opposé à ce régime dérogatoire en raison du principe de bonne gouvernance.

III-2. 4. Pour une transition maîtrisée et équitable pour les ressortissants de la longue maladie

Le CESEC n'a pas eu connaissance du projet d'arrêté d'application fixant la nouvelle liste des longues maladies et le regrette. Il s'interroge sur les répercussions de l'évolution de la liste des longues maladies et de la fixation de leurs durées par rapport à celle reconnue actuellement par la CPS.

En effet, le CESEC note que le projet devrait être neutre pour les comptes de la CPS à l'instant « t » selon les éléments de simulation fournis par celle-ci. La CPS estime que l'augmentation des dépenses due à la prise en charge du ticket modérateur pour les diabétiques compenserait la baisse de prise en charge pour les patients souffrant d'hypertensions « simples non compliquées » (100 000 000 de F CFP).

Cependant, l'institution s'inquiète des effets liés au rajout d'une longue maladie qui pourrait, par exemple dans le cas des diabètes dits « légers », doubler le coût des dépenses de cette maladie (12 000 000 000 de F CFP supplémentaires).

L'institution relève l'absence de projection sur plusieurs années des conséquences financières de la prise en compte de telle ou telle longue maladie.

Ainsi, elle manque d'éléments pour apprécier l'incidence de la future liste qui sera arrêtée en conseil des ministres tant sur le plan d'une optimisation du suivi de la santé des patients que sur l'impact financier collectif (prestations en nature et en espèces).

Les prestations en nature pour la longue maladie, c'est-à-dire les remboursements totaux ou partiels par la CPS de tout ou partie des frais de santé engagés, s'élèvent en 2022 à 43 700 000 000 de F CFP⁹ (soit environ 70 % des dépenses totales d'assurance maladie).

De même, le Conseil observe que le dispositif dérogatoire à la liste des longues maladies n'a pas fait l'objet d'estimation. Or, celui-ci pourrait avoir des tendances longues sur l'équilibre de l'assurance maladie.

L'institution note que le double enjeu majeur sanitaire et financier relève donc de la compétence du conseil des ministres et, à l'avenir, des dispositions du régime dérogatoire.

Enfin, l'évolution de cette liste impactera des situations individuelles qui seront soit considérées dorénavant en longue maladie (environ 67 000 patients potentiels atteints de diabète dont 22 000 non-diagnostiqués¹⁰) soit qui ne le seront plus (ex. hypertension) selon le scénario choisi. Si le CESEC note que le régime dérogatoire permettra d'intégrer certaines pathologies dans la longue maladie, il souligne que l'évolution de la liste des longues maladies aura forcément un impact sur l'intégrité humaine.

À ce titre, le CESEC recommandait dans son avis n° 71-2016 sur le projet de « loi du pays » portant harmonisation de la prise en charge de la longue maladie par les régimes de protection sociale polynésiens : « *que les conditions de sortie de la longue maladie soient également prises en compte.* ».

Le CESEC réitère sa recommandation.

D'après les rédacteurs du projet de texte, l'arrêté d'application comprendra des mesures transitoires précisant que le bénéfice pour le patient de la longue maladie devrait être maintenu jusqu'au renouvellement du « carnet rouge » qui s'effectue actuellement tous les 5 ans.

III-2. 5. Pour une prise en charge sociale à part entière

Le CESEC constate la situation des plus démunis ne pouvant faire face aux frais de leur santé. La CPS a indiqué que dans ces cas, le Fonds d'action sanitaire, sociale et familiale (FASS)¹¹ pouvait être sollicité sans que sur le principe ce fonds soit adéquat. Aussi, le Conseil invite les autorités du pays à concevoir un dispositif dédié adapté à cette population et à ce besoin.

Ainsi, par exemple, la solution envisagée par la CPS de mettre en place des pharmacies mutualistes (ou conventionnées) afin de donner accès aux médicaments pour les personnes les plus défavorisées devrait être matérialisée.

III-3. Pour un nouvel élan en faveur des réformes de protection sanitaire

L'institution considère, compte tenu de l'état sanitaire de la Polynésie française et de la nécessaire maîtrise des coûts engendrés, que le besoin de réforme demeure afin de maintenir notre couverture dans un système solidaire.

À ce titre, le CESEC constatait dans son avis n° 3-2023 du 6 novembre 2023 sur le projet de loi du pays portant prorogation de la suspension de la mise en œuvre de la majoration du reste à charge appliquée aux actes, prescriptions et prestations dispensés en dehors du parcours de soins coordonnés :

« *Afin d'optimiser l'efficacité des soins et la maîtrise des coûts attendues, il est nécessaire de mettre en place le dispositif complet qui comprend le médecin traitant, le parcours de soins coordonnés et le panier de soins ainsi que les actions de prévention.* ».

Ces leviers doivent être pleinement exploités et développés dans le cadre d'une responsabilisation tant du patient que du médecin traitant. Par exemple, il n'existe actuellement que 4 paniers de soins.

La prévention et l'éducation contre les fléaux sanitaires doivent également être relancées (lutte contre le sucre, le tabac, l'alcool, les autres addictions, etc.).

Plus particulièrement pour le diabète, 1^{re} des longues maladies, le Conseil rappelle les pistes de réflexion inscrites dans son rapport d'autosaisine n° 154-2019 du 8 novembre 2019 sur « *Le diabète : un défi vital pour la Polynésie* ».

IV - CONCLUSION

Le gouvernement vient par ce projet de loi du pays modifier certaines dispositions relatives à la prise en charge des longues maladies.

Ces propositions visent à rétablir une durée de 3 ans pour le versement des prestations en espèces pour les longues maladies. Elles incluent également l'extension du périmètre de l'arrêté d'application qui définit la liste des longues maladies, en se basant sur leur durée, leurs critères médicaux, et un régime qui fait exception à cette liste.

Le CESEC acquiesce à ces modifications dont l'impact direct est conditionné à la teneur d'un arrêté d'application pris en conseil des ministres et recommande de prévoir :

- la définition dans le projet de loi du pays des grands principes déterminant la longue maladie ;
- les conditions de sortie de la longue maladie.

Lors de l'examen du projet de texte, le CESEC a pu aborder l'enjeu majeur de la détermination des longues maladies par arrêté pris en conseil des ministres.

Ainsi, l'institution s'inquiète des effets liés au rajout d'une longue maladie qui pourrait, par exemple dans le cas des diabètes dits « légers », doubler le coût des dépenses de cette maladie.

La détermination des longues maladies est importante en matière de politique de santé publique afin d'améliorer la qualité de vie des patients et d'en maîtriser les coûts. Elle constitue également un élément de dynamisation dans le cadre des réformes à mener de la protection sociale généralisée.

Aussi, le CESEC estime que l'arrêté d'application comportant la liste harmonisée des longues maladies prévu depuis 2017 doit être officialisé dans les meilleurs délais notamment sur la base de prévisions partagées.

Par ailleurs, pour le CESEC l'aboutissement de la réforme liée à la mise en place du médecin traitant, du parcours de soins coordonnés et du panier de soins doit être réalisé.

Enfin, il recommande la relance des actions de prévention et d'éducation contre les fléaux sanitaires.

Par conséquent, et sous réserve des observations et recommandations qui précèdent, le Conseil économique, social, environnemental et culturel émet un avis favorable au projet de loi du pays modifiant la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés.

2 278 786, recensement de la population au 21 août 2022, ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie française).

3 Loi du pays n° 2017-45 du 28 décembre 2017 portant harmonisation de la longue maladie par les régimes de protection sociale polynésiens.

4 RNS : Régime des non-salariés défini par la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non-salariées.

5 RSPF : Régime de solidarité de Polynésie française défini par la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 modifiée instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial.

6 Données CPS.

7 Arrêté n° 1400 CM du 30 décembre 1994 abrogé.

8 Article L. 322-3 du code de la sécurité sociale.

9 Données CPS.

10 Rapport d'autosaisine du CESEC n° 154-2019 du 8 novembre 2019 sur « *Le diabète : un défi vital pour la Polynésie* ».

11 Arrêté n° 2071 TLS du 18 août 1969.

Décision n° 2024-03 CESEC du 19 juillet 2024 de reprise et d'affectation du résultat de la section de fonctionnement du budget du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2023

Le Conseil économique, environnemental, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 2024-01 CESEC du 16 janvier 2024 modifiée portant adoption du budget primitif du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2024,

Décide :

Article 1er. — Est autorisée la reprise anticipée du résultat de fonctionnement du budget du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française tel qu'il apparaît dans la comptabilité de l'ordonnateur à la clôture de l'exercice 2023 pour un montant de 36 195 307 F CFP (trente-six millions-cent-quatre-vingt-quinze-mille-trois-cent-sept francs CFP).

Cumulé avec le résultat antérieur reporté et le solde de clôture de l'exercice 2023, le résultat du budget du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française s'établit à 132 062 801 F CFP (cent-trente-deux-millions-soixante-deux-mille-huit-cent-un francs CFP).

Ce résultat provisoire est affecté à la couverture du besoin de financement de la section fonctionnement à hauteur de 132 062 801 F CFP (cent-trente-deux-millions-soixante-deux-mille-huit-cent-un francs CFP).

Art. 2. — Le montant des recettes de fonctionnement est modifié par mission, comme suit :

Mission	Art	Intitulé	Montant (F CFP)
991	002	Résultat de fonctionnement reporté	132 062 801
960	7413	Dotation globale spécifique de la Polynésie française	98 160 816
TOTAL			230 223 617

Art. 3. — Le montant des crédits de fonctionnement est modifié par mission, comme suit :

Mission	Art	Intitulé	Montant en (F CFP)
960	606	Achats non stockés de matières et fournitures	10 000 000
	613	Location	1 800 000
	615	Entretiens et réparations	7 600 000
	616	Primes d'assurances	350 000
	618	Divers services extérieurs	600 000
	623	Publicité, publication, relations publiques	4 500 000
	624	Transports	3 000 000
	625	Déplacements et missions	3 500 000
	626	Frais postaux et frais télécommunications	1 400 000
	628	Divers - autres services extérieurs (assistante de vie...)	8 000 000
	653	Indemnités, vacations et frais de missions des membres	172 073 617
961	681	Dotations aux amortissements et provisions	16 000 000
962	641	Rémunérations du personnel	1 000 000
	645	Charges sociales	400 000
TOTAL			230 223 617

Art. 4. — Le montant des recettes d'investissement est modifié comme suit :

Mission	Art	Intitulé	Montant en (F CFP)
900	281	Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	16 000 000
TOTAL			16 000 000

Art. 5. — Le montant des crédits de paiement est modifié comme suit :

Mission	Art	Intitulé	Montant en (F CFP)
900	205	Concessions, droits et brevets	3 000 000
	213	Immobilisation corporelles constructions	9 000 000
	218	Autres immobilisations corporelles	4 000 000
TOTAL			16 000 000

Art. 6. — La présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française,
Voltina ROOMATAAROA-DAUPHIN

Avis n° 27 du 23 juillet 2024 sur le projet de loi du pays portant modification du livre Ier du code de la concurrence

Saisine du Président de la Polynésie française,

Rapporteurs : MM. Félix FONG et Atonia TERIINOHORAI,

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 4046 PR du 8 juillet 2024 du Président de la Polynésie française reçue le 9 juillet 2024, sollicitant l'avis du CESEC selon la procédure d'urgence sur un projet de loi du pays portant modification du livre Ier du code de la concurrence ;

Vu la décision du bureau réuni le 9 juillet 2024 ;

Vu le projet d'avis de la commission « Économie » en date du 18 juillet 2024 ;

Le Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 23 juillet 2024, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

Le Président de la Polynésie française soumet à l'avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française (CESEC), selon la procédure d'urgence, un projet de loi du pays portant modification du livre Ier du code de la concurrence.

II - CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET DE LOI DU PAYS

Selon l'exposé des motifs, la Polynésie française, en raison notamment de ses spécificités économiques et géographiques, apparaît particulièrement vulnérable quant à la cherté de la vie. Plusieurs facteurs impactent le coût de la vie, en particulier la faible intensité concurrentielle dans certains secteurs et une forte dépendance aux importations. Une part importante des impôts indirects, parmi lesquels les droits de douanes, pèsent également sur les prix et le pouvoir d'achat des ménages, sans occulter le contexte inflationniste extérieur persistant.

Afin de remédier en partie à cette situation, de nombreux régimes d'exonérations fiscales et douanières¹ particuliers ont été instaurés par le pays.

Ces régimes sont applicables à certains produits et services et visent à préserver le pouvoir d'achat des consommateurs et ainsi favoriser le développement économique et social du fenua.

À l'heure actuelle, de nombreux produits et services bénéficiant de régimes fiscaux ou douaniers particuliers peuvent être revendus à des prix libres. Or, il s'avère parfois difficile de garantir l'efficacité de ces régimes, notamment en ce qui concerne leurs répercussions sur les bénéficiaires.

En effet, le bénéfice de ces régimes pourrait potentiellement être capté par des intermédiaires tels que les importateurs, distributeurs et prestataires de services, plutôt que par les destinataires des avantages consentis par la Polynésie française.

Aux termes de l'exposé des motifs, le projet de loi du pays portant modification du livre Ier du code de la concurrence a pour objectif d'assurer une meilleure régulation des prix des produits et services bénéficiant de régimes fiscaux ou douaniers particuliers.

Le code de la concurrence encadre actuellement, dans son livre Ier, titre Ier, de la partie législative, la liberté des prix. Le projet de loi du pays propose d'y insérer un chapitre II-bis, spécifiquement dédié aux produits et services bénéficiant de ces régimes particuliers. Ces nouvelles dispositions permettraient d'encadrer le prix maximal de vente de ces produits et services.

La liste des produits et services concernés, ainsi que les marges maximales ou les prix maximums, seront ensuite définis par un arrêté pris en conseil des ministres. Celui-ci dispose, en effet, conformément à l'article 90 du statut d'autonomie de la Polynésie française², d'une compétence propre en matière de régulation des prix, des tarifs et du commerce intérieur.

Ainsi, les nouvelles dispositions réglementaires, proposées par le pays, assignent trois objectifs principaux :

- renforcer l'efficacité des régimes fiscaux et douaniers particuliers en veillant à ce que les bénéficiaires visés par les dispositifs d'aides puissent réellement profiter des efforts consentis par la Polynésie française ;
- s'assurer du bon respect des dispositions du projet de texte en imposant des obligations d'indication en matière d'établissement de devis, de facture et de note au consommateur, dès lors que le produit ou le service bénéficie d'un régime fiscal ou douanier particulier ;
- adapter et ajouter des sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions du projet de texte.

III - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Le projet de loi du pays appelle de la part du CESEC les observations et recommandations suivantes :

3.1 Un projet de texte introduit dans l'urgence, sans concertation préalable des acteurs économiques

En premier lieu, le projet de texte soumis à la consultation du CESEC a été introduit selon la procédure d'urgence. Une fois de plus, l'institution déplore vivement ce choix alors que la session ordinaire administrative de l'Assemblée de la Polynésie française (APF) s'est achevée.

Le CESEC entend bien la volonté du gouvernement de travailler rapidement sur ce dossier, dans la perspective de la tenue prochaine d'une session extraordinaire de l'APF, pour une adoption et une entrée en vigueur rapide de la réglementation. Toutefois, il regrette cette précipitation qui ne permet pas une réelle réflexion sur les enjeux et les impacts du projet sur l'économie générale polynésienne. Ce manque de temps a dominé les débats au sein de l'institution.

En second lieu, le CESEC dénonce l'absence de consultation préalable des acteurs économiques. Ces derniers, invités en séance, ont notamment fortement souhaité « *pouvoir être consultés et pouvoir participer à une concertation* » dans l'étude du projet de texte, de manière à appréhender correctement les conséquences économiques et sociales du dispositif envisagé.

L'institution rappelle que dans le contexte d'un marché polynésien déjà contraint par son éloignement géographique et son étroitesse, la politique d'exonération fiscale et douanière menée ces dernières années par le pays a notamment permis la création et le développement de nouvelles filières.

En l'espèce, l'institution constate que le manque de concertation des partenaires sur le dispositif projeté entraîne des incompréhensions qui ne permettent pas d'analyser la portée du projet de texte de manière sereine.

En conséquence, les membres du CESEC n'ont pas pu prendre la juste mesure du cadre réglementaire présenté par le pays et déterminer les secteurs économiques visés concrètement par le projet de texte.

3.2 Une exception à la liberté des prix en contrepartie d'avantages fiscaux et douaniers

Le CESEC rappelle que de manière générale, la possibilité de fixer librement le prix d'un bien ou d'un service permet les ajustements de l'offre et de la demande à l'équilibre des marchés. La régulation des prix s'opère par le jeu de la concurrence entre les acteurs locaux, sans négliger les acteurs internationaux en ligne auxquels le consommateur polynésien peut également recourir. C'est le principe même d'une économie de marché.

L'article LP. 1er du projet de texte crée un nouveau chapitre II-bis au titre Ier du livre Ier de la partie législative du code de la concurrence dans lequel un nouvel article LP. 112-6 vient poser une nouvelle exception au principe de la liberté des prix, corollaire du principe constitutionnel de la liberté de commerce et de l'industrie.

Ce dernier découle de l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui dispose que « *La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui* ». Et c'est à l'occasion de la loi relative aux nationalisations de 1982 que le Conseil Constitutionnel a consacré la valeur constitutionnelle de la liberté d'entreprendre.

Interrogés sur l'instauration d'une nouvelle limite à ce principe constitutionnel, les auteurs du projet de texte ont indiqué avoir envisagé le dispositif au regard de la jurisprudence du Conseil d'État³ qui autorise une atteinte proportionnée à la liberté des prix, tout en répondant à des objectifs d'intérêt général.

Sur le principe, l'encadrement des prix, tel que proposé par le présent projet de texte, peut s'entendre comme la juste contrepartie de l'effort fourni par la collectivité en vue de cibler le destinataire du régime fiscal et douanier particulier et préserver le pouvoir d'achat des consommateurs.

Pour autant, si le principe des exonérations douanières revient à l'appréciation du gouvernement, qui est libre de modifier voire supprimer ces avantages fiscaux en fonction de ses orientations, cette démarche ne doit pas servir à instaurer une réglementation qui encadrerait tous les prix des produits et services qui sont distribués par des entreprises du secteur privé, en libre concurrence. À défaut, le pays s'inscrirait dans une économie totalement administrée.

De surcroît, en l'absence de projet d'arrêté accompagnant le projet de loi du pays, le CESEC a été dans l'incapacité de déterminer les secteurs d'activité visés par le gouvernement et son impact sur l'économie polynésienne.

Interrogés, les auteurs du projet de texte ont indiqué que « *toutes les exonérations prévues par la réglementation en vigueur n'ont pas vocation à être concernées par les dispositions du projet de loi du pays. Par exemple, les PPN⁴ sont régis par d'autres dispositions, et certaines exonérations concernent des biens qui, par nature, ne rentrent pas dans le champ du projet de texte* ».

Toujours selon les auteurs du projet de texte, le dispositif doit être envisagé comme une mesure de contrôle, prise après analyse des marges pratiquées par les bénéficiaires de ces aides, au cas par cas.

Le CESEC recommande que ces précisions soient intégrées dans l'exposé des motifs afin d'être conforme à l'esprit du texte et de les étayer par des exemples concrets.

En tout état de cause, il s'inquiète de l'absence d'évaluation de l'impact de cette réglementation sur l'économie polynésienne et d'un effet induit de la réglementation qui irait à l'inverse de ce qu'elle escompte.

3.3 Sur les autres dispositions prévues par le projet de loi du pays

3.3.1 En matière de transparence des prix

L'article LP. 1er du projet de texte insère également, dans le code de la concurrence, deux nouveaux articles, LP. 112-7 et LP. 112-8, obligeant le professionnel à identifier, sur le devis ou dans sa facture, tous les produits et services dont le prix maximal est encadré en application du dispositif proposé. Le projet de texte confirme ainsi, suivant les rédacteurs du texte, les obligations des professionnels de transparence des prix pratiqués, déjà existantes dans le droit commun.

Selon les auteurs, les nouvelles dispositions n'ajouteraient rien de substantiel aux obligations des professionnels déjà prévues par la réglementation applicable. Interrogés, les professionnels indiquent au contraire que ces nouvelles dispositions vont entraîner des changements importants dans l'établissement des devis et des factures.

L'institution s'inscrit pleinement dans une logique de transparence des prix pratiqués. Pour autant, elle préconise que cette démarche n'ait pas pour effet d'être contre productive pour l'ensemble des entreprises polynésiennes et qu'elle s'accompagne d'une démarche d'information.

3.3.2 En matière de sanctions administratives

L'article LP. 2 du projet de texte modifie l'article LP. 113-4 du code de la concurrence pour le mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions proposées et insérer les sanctions administratives en cas de non-respect des obligations prévues aux articles LP. 112-7 et LP. 112-8 cités *supra*.

De manière générale, le CESEC reste très attentif lors de la création de nouvelles obligations réglementaires, quant à la possibilité pour l'administration d'en contrôler la bonne application. En réponse, les auteurs du projet de texte ont indiqué aux membres de la commission l'inscription budgétaire de nouveaux postes de contrôleurs auprès de la Direction générale des affaires économiques (DGAE), ce qui devrait permettre d'absorber l'augmentation de l'activité de cette cellule.

3.4 Quant aux autres outils de lutte contre la vie chère non traités par le projet de texte

Le CESEC constate que le dispositif proposé ne démontre pas qu'il constitue un des moyens de lutte contre la vie chère. Il rappelle d'autres pistes en cours d'étude qu'il est nécessaire de mettre en œuvre rapidement.

3.4.1 Les secteurs d'activité à cibler

Pour l'année 2023, l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) indiquait, dans son *Bilan des prix 2023*, que « *l'inflation sur le territoire est expliquée principalement par l'augmentation des prix des produits alimentaires (+ 0,6 %), des boissons non alcoolisées (+ 9 %), des loyers (+ 5 %) ainsi que des services de restauration (+ 3,8 %)* ». Ces quatre catégories de dépenses représentent plus de la moitié des dépenses des ménages.

3.4.2 La réforme du dispositif des PPN et des PGC⁵

L'institution rappelle par ailleurs avoir considéré, dans son avis 98-2022 du 29 mars 2022⁶, « *qu'un encadrement des prix des produits et services de première nécessité et de grande consommation constitue un outil utile voire nécessaire pour préserver le pouvoir d'achat des consommateurs (notamment des îles éloignées)* ».

Elle y avait également souligné la nécessité d'une refonte globale et en profondeur, en insistant sur le fait que « *cette dernière ne doit pas s'effectuer dans la précipitation, les effets induits d'une telle réglementation devant être anticipés. Elle doit tirer les leçons du passé et ne pas se faire au détriment de l'économie polynésienne* ». Interrogés, les professionnels ont indiqué leur soutien total à une telle réforme, en appelant le gouvernement à le faire en parfaite concertation.

3.4.3 L'instauration d'une carte de paiement spécifique

De plus, dans le cadre de cette refonte du système des PPN et des PGC, le CESEC a retenu la mise en place d'une carte de paiement spécifique, permettant de cibler particulièrement les bénéficiaires de ces produits, qui sont vendus à des tarifs strictement encadrés.

Ce ciblage très précis permettrait ainsi aux commerçants de pouvoir mieux équilibrer le coût des PPN et des PGC dans leurs comptes, et par conséquent, d'avoir un effet direct sur les prix de l'ensemble des marchandises vendues.

3.4.4 L'observatoire des prix

Enfin, l'article LP. 110-5 du code de la concurrence⁷ prévoit notamment, dans le cadre de l'observation des prix, la création d'une « *application internet dédiée dont l'objet est de diffuser auprès des consommateurs le prix des produits alimentaires et non alimentaires commercialisés en Polynésie française* ».

Le CESEC regrette de constater que cette application est toujours à l'étude et n'a pas encore abouti. Ce projet, soutenu par l'ensemble des partenaires, permettrait une large information des consommateurs polynésiens, dans une logique de lutte contre la vie chère.

IV - CONCLUSION

Selon l'exposé des motifs, le présent projet de loi du pays aurait pour objet d'assurer une meilleure régulation et transparence des prix des produits et services bénéficiant de régimes fiscaux ou douaniers particuliers. Il propose ainsi d'insérer dans le code de la concurrence de nouvelles dispositions permettant au conseil des ministres d'encadrer les prix de vente, dès lors que l'entreprise a bénéficié d'un régime fiscal ou douanier particulier.

Sur la forme, le CESEC exprime à nouveau son incompréhension face à une saisine en urgence concernant un sujet économiquement important, à savoir l'encadrement des prix, sans qu'une concertation préalable avec les professionnels n'ait eu lieu.

Sur le fond, cette consultation en urgence n'a pas permis une réflexion approfondie sur les enjeux et les impacts du projet sur l'économie générale polynésienne. Le dispositif projeté pourrait entraîner des conséquences significatives sur la rentabilité des entreprises polynésiennes, sans qu'un effet direct sur le pouvoir d'achat des consommateurs ne soit démontré.

De surcroît, en l'absence de projet d'arrêté accompagnant le projet de loi du pays, le CESEC a été dans l'incapacité de déterminer quels secteurs d'activités étaient visés et jugés prioritaires par le gouvernement.

Enfin, le CESEC encourage la mise en œuvre d'autres pistes de réflexion pour lutter contre la vie chère, en concertation avec les acteurs concernés, et notamment :

- le ciblage des secteurs d'activité responsables de l'inflation au cours des deux dernières années ;
- la réforme concertée du dispositif des PPN (Produits de première nécessité) et des PGC (Produits de grande consommation) ;
- la création d'une carte spécifique de paiement dans le cadre de cette même réforme permettant de cibler particulièrement les bénéficiaires de ces produits, vendus à des tarifs très encadrés ;
- l'achèvement en urgence de l'observatoire des prix.

Par conséquent, au regard des observations et recommandations qui précèdent, le Conseil économique, social, environnemental et culturel émet un avis défavorable au projet de loi du pays portant modification du livre Ier du code de la concurrence, en l'état.

1 Annexe du tarif des douanes : <https://www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr/Demarches/Finances-et-fiscalite/Demarches-douanieres/TARIF-DES-DOUANES>.

2 Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

3 Décision du Conseil d'État n° 466687 du 9 décembre 2022.

4 PPN : Produits de première nécessité.

5 PGC : Produits de grande consommation.

6 Avis n° 98-2022 du 29 mars 2022 sur le projet de loi du pays relatif aux conditions d'encadrement des prix de certains produits ou services et portant modification de la partie législative du livre Ier du code de la concurrence.

7 Article LP. 110-5 du code de la concurrence, créé par loi du pays n° 2022-44 du 19 décembre 2022.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****AVIS OFFICIELS****Avis de curatelle n° 15395 MEF/DAF-RCH du 29 juillet 2024 aux successions et biens vacants**

Il est donné avis de recherche des héritiers ou ayants droits de :

- Mana a Tiaputa, Parua a NURAU et Pauro a PAURO ;
- Yolande LEQUERRE veuve DEVENDEVILLE, Denise FARE BREDIN épouse FROGIER, Wallace FARE BREDIN et Marie Stella TEPA épouse FARE BREDIN ;
- Roopinia a POUIRA né le 11 mai 1912 à Mahina, Tehea a POUIRA née le 4 mai 1918, Temanihi TEMAHAHA né le 25 août 1928 à Hikueru, Pahoa TEMAHAHA né le 1er janvier 1930 à Papenoo, Kirianu TEMAHAHA né le 14 novembre 1932 à Hikueru, Teatareva TEMAHAHA née le 24 mars 1931, Pouira a POUIRA pêcheur célibataire né le 16 novembre 1922 à Mahina, Tetuaveve POUIRA sans profession célibataire né à Mahina en 1911 et décédé le 18 février 1912 ;
- Matairarii TERIA né le 9 mars 1930 à Rurutu et décédé le 7 octobre 2002 à Papeete ;
- Tehinaonarii a HAAVI ;
- Tihati TEAOTEA né le 10 janvier 1936 à Makatea et décédé le 2 avril 2004 à Faa'a ;
- Paheroo Rootia TEIVA ;
- Ru MAIRAU né vers 1893 à Avera marié le 2 novembre 1912 à Avera avec Auere URIAERE et décédé le 25 mai 1962 à Papeete, Niua MAIRAU né en 1896 à Avera marié le 27 décembre 1912 à Avera avec Ateaitepaparaaraa TEINAURI et décédé le 21 mars 1921 à Avera ;
- Morohi a MERE mentionné sur l'extrait du plan cadastral de la terre Tehapai cadastrée IA 1 sise à Mataiea ;
- Vero PAHURUA ;
- Tavi a NOHO, Maruao Tuao a PAEAAHI ;
- Teataoteragi TARARIKI, Filomène TARARIKI, Fareunu Ana TEKURIO épouse MATARAU, Ruatefatoa a TAATAUURU, Charles MATARAU, Adèle Tetahotane MATARAU, Michel Keha MATARAU ;
- Teremanu Hiti a Pai Rémi TAHARAGI né le 21 février 1900 à Anaa décédé le 14 mai 1983 à Faa'a, Pierre Charles Teriinui TARAHAU né le 20 janvier 1927 à Papeete marié le 28 mai 1960 à TAUINATUA Lisette décédé le 8 décembre 2004 à Papeete ;
- Eleonora ZIMA née le 3 novembre 1941 à Papeete et décédée le 15 avril 2012 à Pirae.

Le curateur aux successions et biens vacants,
Louisette REID



Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes